

les cahiers
n° 19 - 1992

LE TRAVAIL EN COLOMBIE
vu par une équipe de recherches de Bogota

Editeur scientifique : Thierry LULLE

Auteurs :

L.G. ARANGO
L. WARTENBERG
E. PARRA E.
M. VIVEROS V.

L. ZAMUDIO C.
A. TOLEDO R.
T. LULLE

les cahiers
n° 19 - 1992

LE TRAVAIL EN COLOMBIE
vu par une équipe de recherches de Bogota

Editeur scientifique : Thierry LULLE

Auteurs :

L.G. ARANGO
L. WARTENBERG
E. PARRA E.
M. VIVEROS V.

L. ZAMUDIO C.
A. TOLEDO R.
T. LULLE

Ce numéro a été réalisé sous la responsabilité de Thierry LULLE.

Ont apporté leur concours à cette publication :

- traduction : Sophie de Puybaudet, Guy-Maxime LIZOIR
- relecture des articles : Luz Gabriela ARANGO (Université Externado de Colombia), Robert CABANES (ORSTOM), Bruno LAUTIER (Université Paris I)
- mise en forme de la publication : Françoise DUREAU (ORSTOM), Dominique LOPEZ (ORSTOM), Anne LUCAS (ORSTOM), Christine ROUILLON (ORSTOM).

PREAMBULE

La recherche ORSTOM en Amérique du Sud s'est développée depuis une vingtaine d'années en privilégiant deux grandes régions :

- l'Amazonie d'une part où les recherches concernent le rôle de la forêt dans l'équilibre climatique mondial, l'intensification des inventaires et mises en valeur des ressources aquatiques, le potentiel biologique à inventorier et valoriser en particulier au niveau des populations locales, les répercussions sur l'environnement et sur les sociétés elles-mêmes des migrations humaines.

- les Andes où à côté des activités "historiques" de l'ORSTOM dans cette région (géologie, géophysique avec l'étude des gîtes minéraux et des phénomènes sismiques), ont été menées des études concernant l'agriculture des montagnes, les problèmes de nutrition et de santé, l'histoire des peuplements et les rapports ville-campagne.

Très vite, à partir du Pérou puis de l'Equateur, l'intérêt de l'ORSTOM pour cette partie du monde s'est accru. Les Andes restent la seule chaîne montagneuse qui permet aux scientifiques de mener des études sur un très large gradient de latitude puisqu'elles s'étalent de la Patagonie à la mer des Caraïbes. D'accès généralement aisé, elles ont vu naître de grandes cultures et des populations très diverses l'ont de tout temps habité et y vivent toujours.

Si déjà quelques chercheurs ORSTOM (des géologues) démarraient des programmes de recherche au Pérou dès 1967, la première véritable implantation (en Equateur) date de 1974. Puis, s'appuyant sur les universités et les grands centres nationaux de recherche, jouant la carte d'une recherche orientée vers le développement et réalisée en partenariat, l'ORSTOM a travaillé en Bolivie, au Vénézuéla, en Colombie et plus récemment au Chili.

En Colombie, de 1979 à 1984, une équipe pluridisciplinaire composée d'hydrologue, agronome, écologiste et géographe, a participé, en collaboration avec le célèbre Institut de Géographie Augustin Codazzi, à une étude régionale intégrée concernant l'"Altiplano Cundi-Boyacense", c'est-à-dire toute la zone placée sous l'influence directe de Bogota.

L'achèvement de cette étude n'a pas mis fin aux relations entre l'ORSTOM et la Colombie mais les contacts, plus espacés, se sont diversifiés : IGAC toujours, mais aussi Université Javeriana, Université des Andes, Fédération des "Cafeteros", CIAT à Cali, Faculté de Travail Social de l'Université Externado de Colombie dont une partie des travaux est présentée dans cette publication.

Cependant , étant donné l'importance que la Colombie a acquise, au cours de ces dernières années, tant sur le plan économique qu'au niveau scientifique, l'absence de projets de l'ORSTOM dans ce pays est vite apparue comme une incongruité. La volonté affichée de l'Institut de mener des programmes à l'échelle de la région andine ne pouvait se satisfaire d'un dispositif qui ignorait à la fois la Colombie et le Chili.

Une première coopération a été mise en place à Cali avec Asocana (Association des producteurs de canne à sucre de Colombie) sur le thème des fermentations appliquées à la valorisation des produits et sous-produits tropicaux. Un chercheur a été affecté sur ce projet dès le mois d'août 1991.

Une seconde action avec le centre d'études sur le développement économique (CEDE) de l'Université des Andes à Bogota a été très récemment formalisée. Le programme de recherche portera sur "les formes de mobilité et leur impact sur le fonctionnement de Bogota". La présence permanente d'un chercheur ORSTOM est prévue à partir de l'été 1992.

La concrétisation de ces deux projets laisse bien augurer de la reprise de la coopération entre l'ORSTOM et la Colombie. Souhaitons que d'autres projets viennent conforter ce nouveau départ.

Henri POUPON
Chef du Service des Relations
Extérieures de l'ORSTOM
Paris, Février 1992

SOMMAIRE

	Page
Thierry LULLE Avant-propos	3
1. Luz Gabriela ARANGO: Femmes ouvrières, familles et politiques au sein de l'entreprise	7
2. Lucy WARTENBERG: Séparation conjugale et itinéraire professionnel: femmes des secteurs populaires à Barranquilla	33
3. Ernesto PARRA E.: Micro-entreprise et travail familial	55
4. Mara VIVEROS V.: L'inactivité: le seuil de la maladie	63
5. Lucero ZAMUDIO C., Alvaro TOLEDO R.: Les récupérateurs de déchets à Bogota : un apport au débat sur le secteur informel	79
6. Thierry LULLE: Migrations et emploi dans le bâtiment à Bogota: premières données d'une recherche en cours	107

AVANT - PROPOS

Non sans difficultés et complexités, la Colombie semble entrer dans une nouvelle phase de son histoire. Une nouvelle Constitution est entrée récemment en vigueur, les relations entre l'Etat, la guerrilla et les narco-trafiquants sont en cours de reformulation, l'ouverture économique se met en oeuvre et, d'un point de vue plus strictement lié au statut du travailleur, une réforme du Code du Travail vient d'être faite.

Ce nouveau numéro des Cahiers (1) est entièrement consacré à la Colombie, pays qui n'avait été abordé que dans un seul article de l'ensemble des numéros précédents (cf. B.Lautier, "Cycles de vie, trajectoires professionnelles et stratégies familiales. Quelques réflexions méthodologiques à partir de travaux latino-américains", Cahier n°14, 1991). Il ne s'agit pas ici d'apporter des informations et des analyses portant directement sur les événements en cours, même si un éclairage est incidemment donné sur quelques-unes des dynamiques économiques, sociales, politiques et culturelles qui les sous-tendent. L'objectif est plutôt de présenter, conformément à l'esprit de cette revue, différents aspects du monde du travail dans ce pays à partir d'une pluralité de points de vue assez large.

Il s'agit également de faire connaître quelques travaux colombiens menés dans les champs croisés de l'économie, de la sociologie et de l'anthropologie et avec pour objets le travail, la ville, la famille, la santé. Cependant, le parti pris n'a pas été de chercher à constituer un échantillon des équipes de chercheurs colombiens qui travaillent dans ces disciplines (2), mais plutôt de se référer à une seule équipe où ces dernières se reflètent. Cette équipe travaille au sein de la Faculté "Trabajo social" de l'Université "Externado de Colombia" implantée à Bogota. Outre sa pluridisciplinarité, l'une de ses particularités est de privilégier le recours, lorsque cela se justifie, à une méthodologie de type qualitatif, et en particulier de reconstituer et d'analyser les histoires de vie professionnelle et/ou familiale et sociale d'individus de différentes caractéristiques selon la problématique abordée (sexe, âge, classe sociale, activité économique, etc.) (3).

Tout en étant centrés sur le travail, les articles suivants présentent une grande diversité liée au type d'activité économique et au type d'emploi (formel/informel, industriel/artisanal, etc.), à la part donnée au hors-travail (notamment la vie familiale ou, ce qui est rarement abordé, les représentations du corps) et à sa relation avec le travail, au contexte spatial (de la capitale à une commune rurale en passant par deux des villes principales), à l'approche utilisée.

En effet, on est amené à se pencher sur les thèmes suivants: la vie dans le travail et le hors-travail des femmes d'une usine de textiles à Medellin (deuxième ville du pays), d'un point de vue socio-anthropologique et historique; l'organisation du travail des récupérateurs de déchets à Bogota (la capitale), d'un point de vue socio-économique et dans la perspective d'alimenter le débat sur le secteur informel; les retombées d'un événement déterminant dans la vie conjugale (une séparation) sur les itinéraires professionnels et les représentations du travail qu'ont les femmes des quartiers populaires de Barranquilla (quatrième ville du pays, située sur la côte Caraïbe); le lien entre le travail et les conceptions de la santé et de la maladie établi par les habitants de Villeta (une commune rurale où, suite à un processus d'urbanisation, diverses transformations ont eu lieu); quelques hypothèses et éléments de réflexion sur le rôle du travail familial dans l'économie des micro-entreprises de Bogota; le rôle de l'emploi dans le bâtiment sur les modes d'insertion professionnelle et sociale des migrants à Bogota également.

Ainsi, même si les problématiques, les disciplines, l'état d'avancement et la nature des enquêtes auxquelles il est fait référence sont distincts, une approche en termes socio-anthropologiques de la question des différentes formes de travail et de leurs relations avec le hors-travail est sous-jacente. Ce qui ne pourra qu'alimenter les divers débats qui ont lieu au sein de cette revue (par exemple, au sujet du secteur informel) et probablement susciter de la part de ses lecteurs remarques, suggestions et critiques auxquelles les auteurs seront attentifs (4).

Il me reste à remercier l'équipe des Cahiers "Pratiques sociales et travail en milieu urbain" qui a bien voulu accueillir l'ensemble de ces contributions. Souhaitons que dans le futur une collaboration franco-colombienne plus étroite encore puisse être entreprise et porter ses fruits.

Thierry Lulle, Bogota, février 1992.

NOTES

1. Ce numéro a été réalisé sous la responsabilité de Thierry Lulle. Il remercie pour leur précieux concours Sophie de Puybaudet et Guy-Maxime Lizoir, traducteurs, ainsi que Luz Gabriela Arango qui a relu l'ensemble de ces articles.
2. Nous pensons ici, sans prétention aucune d'exhaustivité, aux travaux menés par C.E.Florez et son équipe, par U.Ayala, tous du CEDE (Centre d'Etudes de Développement Economique) de l'Université de Los Andes, ceux de H.López C. de l'Université de Antioquia (Medellin), ceux des facultés d'Economie et de Sociologie de l'Université Nationale (Bogota) et de l'Université del Valle (Cali).

3. Cette même équipe met actuellement au point la réalisation d'un séminaire international sur l'usage des histoires de vie dans les sciences sociales, lequel aura lieu du 17 au 20 mars 1992 à Villa de Leyva (Colombie).
4. Les coordonnées de cette équipe sont les suivantes: Facultad de Trabajo Social - Universidad Externado de Colombia - A.A. 034141 , Bogotá, Colombia.

FEMMES OUVRIERES, FAMILLES ET POLITIQUES AU SEIN DE L'ENTREPRISE

Luz Gabriela Arango (1)

INTRODUCTION

Depuis sa création, la grande industrie "antioqueña" a mis au point ses propres modalités de gestion de la main d'oeuvre, introduisant un style d'administration et des dispositifs de contrôle et d'intégration du personnel ouvrier assez particuliers. L'histoire de l'industrie textile constitue un exemple de l'évolution de ces politiques dès le début du processus d'industrialisation. Plus particulièrement le cas de l'entreprise Fabricato offre un aperçu typique et, d'un certain point de vue, extrême.

De cette tradition au sein de l'entreprise, nous retiendrons les politiques spécifiques à la main d'oeuvre féminine, massivement enrôlée au tout début, conformément à une vision paternaliste et chrétienne de l'ouvrier idéal. La situation subit une modification à partir des années 50, avec une forte masculinisation du personnel. En effet, les femmes qui, dans les années 30 représentaient 80 % des ouvriers de production, ne dépassent pas 15 % trente ans plus tard. Le déplacement de la femme n'est pas l'apanage de Fabricato ni de l'industrie "antioqueña" mais constitue un phénomène qui affecte la grande industrie colombienne en général entre 1950 et 1960.

L'étude du cas Fabricato permet d'aborder les causes du déplacement de la femme, en analysant les politiques de l'entreprise envers l'ouvrière dans le cadre de la stratégie générale, en pleine évolution, adoptée à l'égard de la main d'oeuvre. Les modalités de rattachement de la femme à l'entreprise dépendent des stratégies que définissent les entreprises par rapport à la force de travail. Stratégies qui prévoient des normes de recrutement, la répartition de la main d'oeuvre dans le processus de la production, des politiques d'intégration et des moyens de contrôle des ouvriers. Mais elles dépendent également des stratégies que conçoivent à leur tour les familles auxquelles sont liées les femmes ouvrières. Celles-ci déterminent en effet la répartition du travail et du revenu de chacun des membres, les hiérarchies et spécialisations des responsabilités, les obligations et privilèges

de l'un et l'autre sexe (2). Ainsi les ouvrières de Fabricato jouent-elles un rôle fondamental au sein des stratégies définies par leur unité familiale d'origine et, c'est dans les limites établies par les stratégies de ces deux acteurs sociaux, l'entreprise et la famille, qu'elles pourront à leur tour décider de l'orientation de leur propre existence.

DU PATERNALISME CHRETIEN A L'ENTREPRISE-PROVIDENCE

Nous avons délimité quatre grandes étapes qui permettent de comprendre l'évolution des différentes politiques de Fabricato. Le paternalisme chrétien constitue la première phase qui va pratiquement de la fondation de l'entreprise jusqu'au milieu des années 40. Des dispositifs de recrutement, de contrôle, de protection et d'intégration des ouvriers auxquels s'ajoute un mélange de paternalisme et de religiosité, sont instaurés. Le patron joue un rôle important, assimilant des traits d'autorité qui appartiennent au père de famille, s'appuyant sur la religion et exprimant une volonté totalitaire de contrôle absolu. Le paternalisme ne reconnaît pas l'existence d'un domaine privé dans la vie des ouvrières et prétend la diriger à tous égards.

La politique paternaliste s'intéresse au recrutement d'un personnel constitué en grande partie par de très jeunes célibataires d'origine rurale, filles de familles chrétiennes de la région, qui vivent toujours sous la tutelle de leur foyer d'orientation et sont, par conséquent sensibles aux types de contrôles et d'encouragements auxquels a recours l'entreprise.

Le recrutement de la main d'oeuvre féminine s'accompagne de salaires relativement bas, de faibles primes à la productivité et de moyens de protection et de contrôle paternalistes, tels que la location de logements construits par l'entreprise, les prêts et allocations alimentaires ou la création d'un internat pour ouvrières tenu par une communauté religieuse.

La vision paternaliste est globale et cohérente. Elle est caractérisée par une volonté d'intégration qui cherche à assimiler l'usine à une communauté ou à une famille où "tout le monde est responsable de tout le monde", et tout le monde doit rendre des comptes devant l'Administrateur suprême", symboliquement représenté dans les salles de production par l'image du Sacré-Coeur.

A la fin des années 40, le développement de l'industrie en général fait un grand bond en avant, stimulé par les politiques de substitution des importations. La demande en textiles nationaux s'accroît, exigeant l'augmentation et la

modernisation de l'équipement et des méthodes de travail. Fabricato commence une nouvelle étape qui dure jusqu'à la fin des années 50 et se caractérise par un processus de rationalisation du travail à travers l'application systématique de méthodes d'organisation scientifique du travail, renforcée à partir de 1953.

Ce processus intensifie le phénomène de masculinisation qui était progressivement apparu dans les années 40. C'est à cette époque que commence à se profiler une nouvelle conception de l'ouvrier idéal, proche de la conception "fordienne" décrite par Gramsci. Selon celle-ci, la productivité de l'ouvrier masculin est stimulée par l'application systématique de primes à la production et repose en dehors du travail sur une famille rationalisée dont l'axe principal est la femme entièrement dévouée, à la fois mère et maîtresse de maison.

Le personnel masculin remplace petit à petit le personnel féminin à des postes que ce dernier occupait traditionnellement, de sorte que les femmes souffrent d'un phénomène de marginalisation non seulement quantitatif, mais également qualitatif : elles sont déplacées vers des postes marginaux et dévalorisés dans le processus de la production.

A partir de 1960, Fabricato entre dans une nouvelle phase caractérisée par une expansion et une modernisation continues. La rationalisation des systèmes de travail s'est consolidée et l'entreprise a recours à de nouveaux mécanismes d'intégration et de contrôle. La réussite économique permet de développer considérablement les politiques sociales qui atteignent leur plus haut degré d'expansion. On peut estimer qu'à cette époque Fabricato est devenue une véritable entreprise-providence qui intervient dans tous les domaines de la vie des ouvriers, dans et hors du travail. En effet, elle assure logement, éducation, santé, emploi pour les membres des familles, loisirs, et étend son action à la communauté de Bello. Des tentatives d'amélioration de la qualité des relations humaines à l'intérieur de l'usine sont faites grâce aux théories des écoles américaines de psychologie industrielle. De même, de nombreux mécanismes de diffusion de ce qu'on appelle la "nouvelle mentalité", et qui n'est rien d'autre qu'une tentative de modernisation des vieilles théories d'harmonisation entre le capital et le travail enracinées dans la vision sociale-chrétienne de Fabricato, sont mis en oeuvre.

Parmi les politiques d'intégration, Fabricato encourage la création d'un syndicat d'entreprise que fonde en 1944 un prêtre, fidèle défenseur des doctrines sociales-chrétiennes. Ce syndicat se renforce progressivement grâce aux avantages conventionnels et extra-conventionnels, en instaurant une politique de négociation efficace tant que l'entreprise reste prospère.

A partir de 1974, la crise économique remet en question l'optimisme de Fabricato dont la croissance s'est poursuivie de manière ininterrompue. En 1975, la récession l'oblige à mettre hors de fonctionnement des machines et à modifier un certain nombre de politiques traditionnelles : l'internat est fermé et le budget destiné au bien-être du personnel réduit. Entre cette récession et la suivante, celle de 1980, qui sera beaucoup plus grave, a lieu un processus de libéralisation qui permet le recrutement d'une nouvelle et jeune génération, composée en grande partie par les filles des ouvriers de l'entreprise. Peu à peu les politiques de restriction vis à vis de la femme mariée ou de la mère célibataire disparaissent.

A partir de 1978, Fabricato commence à sévèrement remettre en question ses politiques paternalistes et cherche à rationaliser ses méthodes. Elle renforce l'automatisation, provoquant ainsi d'importantes réductions de personnel, et limite le pouvoir qu'avait le syndicat dans les décisions sur l'organisation scientifique du travail et dans la gestion des services des ouvriers. Cette situation débouche sur une grève d'un mois en 1982, au cours de laquelle le syndicat, isolé et dépourvu d'expérience dans ce type de lutte, se détériore. L'entreprise change de direction et subit une restructuration non étudiée dans le cadre de ce travail.

L'INTEGRATION SOCIALE-CHRETIENNE

Le Patronat

Au début, les dirigeants de Fabricato (3) optent de manière relativement empirique pour des modalités de paternalisme industriel qui pourraient trouver leur origine dans l'Europe du XIXème siècle, dans le cas par exemple de la grande industrie textile du Nord de la France.

Mais à partir des années 30, les politiques de Fabricato s'inscrivent clairement dans l'optique offensive menée par l'Eglise catholique dans le pays, et plus particulièrement dans le département d'Antioquia où l'Action sociale catholique s'occupe de l'adhésion des ouvriers et artisans aux associations d'aide mutuelle, aux patronats et plus tard aux syndicats chrétiens (4)

Héritiers d'une tradition catholique et conservatrice, préoccupés par le développement de l'Etat libéral et de son contrôle sur la classe ouvrière du pays par l'intermédiaire du Conseil des travailleurs colombiens (CTC) 5, les dirigeants de Fabricato adhèrent aux théories sociales-chrétiennes et tentent de préserver leurs ouvriers des influences communistes. Ils cherchent donc à éduquer les ouvrières, à les rendre dociles et efficaces, en ayant recours aux méthodes que l'Eglise catholique a appliquées pendant des siècles en Europe et en Amérique

dans l'éducation de la femme : rigidité morale, discipline austère, tâches domestiques et prière obligatoire dans les couvents et internats.

Ainsi en 1933, Jorge Echavarría conçoit-il l'idée d'un internat pour les ouvrières de l'usine, comme il l'explique aux actionnaires le 15 mars de la même année :

"J'estime que la réalisation de ce projet est une manifestation du christianisme, un acte de reconnaissance du capital envers ses collaborateurs, un fait de justice et plus encore, dans une perspective matérialiste, une mesure pertinente pour les entreprises leur permettant de lutter contre les idées communistes qui peuvent rapidement s'infiltrer et contaminer ce personnel sain et trié sur le volet." (6)

La communauté des soeurs de la Présentation dirige l'internat des ouvrières, connu sous le nom du Patronat, exerçant un contrôle absolu sur les temps libres de celles-ci au moyen d'une discipline religieusement imposée : messe le matin, rosaire avant d'éteindre les lumières à huit heures du soir. Les ouvrières vont directement du Patronat à l'usine et de l'usine au Patronat.

Cependant, l'internat n'avait pas que des inconvénients, surtout pour les ouvrières immigrantes car elles y trouvent logement et nourriture pour une somme modique. Le séjour au Patronat d'une ou plusieurs filles d'une même famille constitue un facteur décisif d'épargne qui leur permet ensuite de devenir propriétaires d'un logement et d'installer leur foyer d'origine à Bello.

Les témoignages et souvenirs des ouvrières sur cette institution sui generis en Colombie reflètent l'ambiguïté d'un sentiment partagé entre, d'une part, la protection constituée par un logement et une alimentation peu coûteux et, d'autre part, le contrôle exercé par les religieuses sur leur vie. En voici une preuve :

"Beaucoup de discipline, beaucoup trop, il y avait six ou sept religieuses, l'une d'entre elles, la surveillante, veillait à ce que nous ne fumions pas dans les couloirs ou les dortoirs, ou à ce que nous ne soyions pas couchées quand ce n'était pas l'heure. La nourriture était vraiment infecte, j'ai attrapé une anémie (...). Elles nous faisaient des sermons, à la maison nous mourrions de faim et ici, sous prétexte que nous travaillions, nous refusions de nous nourrir (...). Mais c'était donné : pour 1,90 pesos elles nous laissaient laver notre linge, nous fournissaient les lits avec matelas et draps dans un dortoir, rien d'extraordinaire, mais c'était tout de même bien agréable. Après le travail, nous utilisions les machines à coudre, nous suivions les cours très bon marché qu'elles nous proposaient, nous nous reposions, nous lavions notre linge car nous n'avions plus beaucoup de temps devant nous, la cloche sonnait régulièrement, si c'était le matin nous étions obligées d'aller à la messe (...). Mais elles nous faisaient de

la morale, c'était une très bonne morale et une très bonne formation qu'elles nous enseignaient. Elles nous faisaient des conférences, le temps passait vite et bien (...). Tout était règlement (...). En fin de compte, nous leur en sommes reconnaissantes, la mauvaise discipline était compensée par les bons enseignements qu'elles nous donnaient, l'atmosphère de sécurité qui y régnait, la morale, le prix peu élevé, ce n'était pas si mal que ça."

Le Patronat des ouvrières de Fabricato constitue un exemple unique en Colombie, semblable par certains aspects aux internats industriels qui se sont créés en France et dans d'autres pays au XIXème siècle. Cependant, il ne peut pas être entièrement assimilé à ceux-ci dans la mesure où il joue un rôle de discipline et d'intégration plus que d'exploitation. En effet, Fabricato ne pratique pas, dans sa période la plus productive, de politique d'exploitation de la main d'oeuvre dont elle se défait une fois passé un certain âge, comme c'est la coutume dans les "couvents industriels" et dans de nombreuses entreprises encore à l'heure actuelle. Les ouvrières peuvent rester dans l'institution le temps qu'elles souhaitent et il existe plusieurs cas d'ouvrières qui y atteignent l'âge de la retraite. S'il est vrai que le Patronat aliène la liberté et l'individualité des ouvrières, il ne les soumet à aucune exploitation physique et la discipline religieuse, bien que rigide, n'atteint jamais les niveaux d'humiliation et de soumission qui régnaient au XIXème siècle dans les internats.

Le Patronat est avant tout une institution paternaliste qui protège en même temps qu'elle contrôle, surveille et modèle la conduite morale des ouvrières. Mais il assure également d'autres fonctions, en encourageant une meilleure utilisation du salaire et de l'épargne qui permettra à l'ouvrière d'acquérir par la suite son propre logement.

La Politique de logement

Il faudra attendre les années 40 pour que Fabricato commence à pratiquer une politique systématique de logement. L'attitude paternaliste domine et l'entreprise cherche à résoudre chrétiennement les problèmes de ses employés : elle accorde des prêts arbitraires, prend en charge médicaments et soins médicaux et reconnaît une demi-journée de congé aux ouvriers qui s'absentent pour cause de maladie justifiée. En 1934, elle inaugure à Medellin l'ouverture d'un pavillon dans l'Hôpital Saint Vincent de Paul qui compte trois pièces et quatre lits destinés au personnel de l'usine.

L'instauration de mécanismes de contrôle et de protection des ouvriers se fait toujours dans une optique d'intégration à travers laquelle Fabricato exprime une

nette volonté d'institution de légitimité sociale reposant sur son caractère d'entreprise chrétienne exemplaire. La présence religieuse y est permanente et a pour objectif la création de l'illusion d'un "esprit communautaire chrétien". On y célèbre des fêtes religieuses et des exercices spirituels auxquels participent ouvriers et dirigeants, on nomme un aumônier d'usine et on encourage les vocations religieuses parmi les ouvrières. Ces dernières sont toutes enrôlées dans la Légion de Marie.

A partir des années 40, deux aspects des politiques concernant l'intégration d'un syndicat chrétien. En 1944, le père Damián Ramírez pose en ces termes la nécessité d'instauration d'une politique de logement :

"Le plus grand danger pour l'avenir de Bello est le caractère mobile de ses habitants. Cela ne cessera pas tant que l'ouvrier ne sera pas propriétaire de son logement et ne ressentira pas le besoin de conserver son travail à côté de chez lui. Celui qui parviendra à être propriétaire ne sera pas communiste, son niveau de vie s'améliorera et il vivra plus heureux" (7).

Le père Ramírez fonde la Coopérative des logements qui est chargée d'accorder des prêts à cet effet. La location de maisons construites par l'entreprise ouvre la voie à l'affectation de logements que l'ouvrier paiera à terme. Le désir de devenir propriétaire favorise indubitablement la stabilité et l'intégration des ouvriers en leur créant à la fois une stimulation et un engagement à longue échéance avec l'entreprise. Pratiquement toutes les ouvrières de l'échantillon de la première génération (rentrées avant 1944) le sont devenues après une période d'au moins 5 ans de travail et en le payant pendant 10 ou 15 ans. Plus de la moitié de la seconde génération (rentrée entre 1945 et 1959) n'en a fait de même qu'après un engagement d'au moins 10 ans auprès de Fabricato. Cela s'explique non seulement parce que la demande des ouvriers n'a cessé de croître mais aussi parce que la politique de masculinisation du personnel a conduit l'entreprise à donner la priorité aux demandes formulées par les hommes. La stabilité du personnel féminin devient donc secondaire.

Dans les années 60, la politique d'affectation des logements (dans des quartiers construits par l'entreprise, tels que San José Obrero et Santa Ana de Bello) et les prêts destinés à cela sont en constante expansion. Durant l'étape que nous avons intitulée entreprise-providence, Fabricato exhibe sa politique de logement comme une preuve de la bonté de la doctrine sociale-chrétienne et de ses résultats concrets. C'est ainsi qu'elle l'exprime en 1962 lorsqu'elle lance un nouveau plan de logement avec l'Institut de crédit territorial (8) :

"Ce plan est un pas de plus que Fabricato fait dans sa politique sociale. Elle montre avec celui-ci la véritable face de la doctrine sociale-chrétienne quand il est question de résoudre des problèmes. En présence de tels faits la thèse matérialiste semble vide (9).

A la fin des années 60, les possibilités qu'a l'entreprise de satisfaire les attentes qu'elle a suscitées chez ses employés, sont de plus en plus réduites et finissent par s'épuiser dix ans plus tard. En 1982, l'entreprise, préoccupée, n'estime qu'à 66 % le nombre des ouvriers propriétaires d'un logement (10).

Le Syndicat

Au cours des années 30, l'autoritarisme paternaliste des chefs d'entreprise "antioqueños" les pousse à se méfier de toute forme d'organisation autonome des ouvriers et ils pratiquent une politique franchement antisindicaliste. En 1934, Fabricato réprime une tentative de création d'un syndicat, renvoie non seulement les syndicalistes frustrés mais constitue également un syndicat jaune qui s'exprime dans un langage plutôt servile :

"Nous avons pour unique objectif l'instauration de véritables liens d'union et de fraternité qui rassemblent tous les jours en un même faisceau de volontés nos frères de lutte, afin de contribuer par un plus grand rendement et une plus grande énergie au progrès de l'entreprise qui recherche notre bien (11).

Ce syndicat jaune ne survit que le temps d'accomplir sa mission de dislocation du syndicat autonome et il faudra attendre le père Damián Ramírez en 1944 pour que soit créé le Syndicat textile du Hato qui laissera des traces dans l'entreprise. Celui-ci apparaît à nouveau comme un moyen de faire obstacle aux tentatives de la Fédération des travailleurs d'Antioquia (FEDETA), rattachée au CTC, pour créer un syndicat chez Fabricato. Le père Ramírez, alors aumônier de l'usine, mobilise les ouvriers et reprend la responsabilité morale de l'ancien syndicat jaune.

La présence majoritaire des ouvrières, pour qui le syndicat du père représente une institution qui tire sa légitimité de son origine chrétienne et à laquelle elles adhèrent toutes en tant que preuve de fidélité envers l'entreprise, est un facteur essentiel qui explique le succès et la durabilité de celui-ci. L'autre facteur concerne sans doute l'existence d'une politique de concertation entre les entreprises "antioqueñas" et l'Eglise catholique, afin d'instaurer un syndicalisme chrétien solide dans les entités privées de la région. Tout cela débouche sur la

création de l'Union des travailleurs d'Antioquia (UTRAN) (12) qui a son tour donne jour à l'Union des travailleurs de Colombie (UTC) en 1946.

Pendant une période relativement longue, syndicat et église travaillent conjointement et les aumôniers qui se succèdent dans l'usine deviennent les conseillers moraux du syndicat. L'UTC et ses syndicats proclament jusque dans les années 60 leur adhésion aux doctrines sociales-catholiques. Le Syndicat textile du Hato et les syndicats de l'UTRAN en général maintiennent une politique servile à l'égard des chefs d'entreprise regroupés au sein de l'Association nationale des industriels (ANDI) (13), étant donné que l'Antioquia est l'une des dernières régions à appliquer le système des conventions collectives. Cela crée de nombreuses tensions entre l'UTC et l'UTRAN au début des années 50 quand la première accuse la seconde d'adopter une attitude trop patronale. En 1950, au cours du troisième congrès de la Confédération, les dirigeants de l'UTRAN justifient ainsi leur comportement :

"Après avoir minutieusement étudié la psychologie de l'industriel "antioqueño", réfractaire à toute tendance impulsive, les dirigeants du département sont entièrement convaincus que des prestations s'obtiennent mieux par des moyens amicaux et cordiaux que par des moyens conflictuels" (15).

Le Syndicat textile du Hato maintient une politique de modération et de négociation avec Fabricato pendant des années, ne tardant pas à devenir une forteresse masculine dirigée par les ouvriers les plus qualifiés dont les ambitions de promotion sont encouragées par l'entreprise. Certains d'entre eux montent en grade et parviennent à occuper de postes semi-directifs, notamment dans le département de rationalisation du travail. Les avantages impliqués par les conventions et les services proposés par le syndicat, ainsi que la participation de celui-ci dans l'administration de la politique sociale de l'entreprise, en font un organisme qui a plus de pouvoir au sein de cette dernière. Un organisme auquel les ouvriers adhèrent comme à une coopérative ou un club sans grand engagement idéologique ou militant.

Il existe par conséquent une continuité réelle entre le paternalisme chrétien et autoritaire des premières décennies et l'étape entreprise-providence des années 50 et 60. A la source on retrouve la volonté politique qu'ont les dirigeants de Fabricato de démontrer qu'un type d'entreprise où règne l'harmonisation entre le capital et le travail, conformément aux doctrines sociales-chrétiennes, est non seulement possible mais souhaitable. Volonté qui devient de plus en plus explicite et qui connaît un plein essor entre 1960 et 1970.

L'OUVRIER IDEAL

Les Célibataires

Durant les vingt premières années, Fabricato recrute un personnel en grande majorité féminin, essentiellement parmi les filles des paysans, artisans et muletiers de la région. Un tel choix cherche à tirer profit d'une offre de travail féminine rurale qui ne trouve aucun autre débouché sur le marché local, en dehors des emplois temporaires et mal rémunérés.

En outre, Fabricato effectue une sélection morale de ses ouvrières, ne recrutant que celles provenant de familles connues ou recommandées par le curé de leur lieu d'origine ou par un ouvrier de l'entreprise. A partir des années 30, au moment de l'inauguration du Patronat, Fabricato définit une politique d'exclusion de la femme mariée ou enceinte. L'entreprise non seulement refuse d'engager des femmes mariées mais les célibataires qui se marient ou qui sont enceintes doivent donner leur démission. Cette règle, dont nous n'avons aucune trace écrite dans les archives, a été rigoureusement appliquée pendant des années et semble avoir été acceptée et assimilée par les ouvrières. Cela s'est passé avant que ne soient proclamées les lois sur la protection de la grossesse introduites en 1938 et ne semble par conséquent pas être directement lié à celles-ci.

Il serait plus juste de dire que la politique d'exclusion de ces deux catégories de femmes et celle de protection de la célibataire constituent les deux faces d'une même attitude envers la femme au travail. En effet, les célibataires, adroites, très disciplinées dans leur travail et peu exigeantes au point de vue du salaire incarnent alors pour Fabricato l'ouvrier idéal. Pour cela, leur vie privée ne doit pas perturber leur rendement.

Cette politique reste en vigueur chez Fabricato et dans d'autres entreprises de la région jusque dans les années 70. Elle provoque le célibat prolongé de 78 % des ouvrières qui sont rentrées avant 1944 et qui ne maintiennent leur position qu'en préservant celui-ci. Plus tard, cette mesure devient un facteur déterminant dans la désertion des femmes : 62 % des ouvrières qui rentrent chez Fabricato entre 1945 et 1959 partent avant d'avoir atteint l'âge de la retraite et 53 % d'entre elles le font pour se marier.

Les mères célibataires sont l'objet d'un violent rejet, comme l'explique une ouvrière :

"Si une femme non mariée tombait enceinte elle devait s'en aller, non seulement parce que l'usine ne l'admettait pas mais également parce qu'elle s'y sentait mal.

Ensuite il y a eu cette loi sur la protection de la grossesse, mais malgré cela, je me souviens qu'on avait emmené une compagne à la clinique de Fabricato, on ne savait pas encore avec certitude ce qu'elle avait. Lorsque le médecin s'était rendu compte qu'elle était enceinte, il avait appelé le prêtre pour qu'elle se confesse, car à cette époque tout était morale, et celui-ci avait refusé qu'une mère célibataire accouche avec les femmes mariées."

Ces ouvrières idéales supportent les conséquences d'un paternalisme autoritaire qui s'exerce sur elles avec un acharnement tout particulier. L'entreprise maintient un contrôle quasi absolu sur leur vie : des dispositifs disciplinaires organisent leur temps de travail dans les salles de production et leur temps libre dans le Patronat. La surveillance de leur conduite morale exercée par l'aumônier, les soeurs de la Présentation et les "gardiennes de la morale et des bonnes moeurs" va de pair avec le contrôle de leur productivité et de leur rendement.

Pour ces femmes, la discipline dans les salles de travail est restée l'un des éléments les plus significatifs de cette époque. Certaines des ouvrières exemplaires qui ont assimilé les exigences de l'usine, parlent avec fierté de leur vie de labeur, de discipline et de dévouement extraordinaires :

"Ils ne m'ont jamais renvoyée au contraire, je gagnais des prix de meilleure assiduité sur toute l'année. J'ai réussi à travailler 16 ans sans manquer une minute (...) jusqu'au jour où je ne me suis pas réveillée. J'en ai été malade de ne pas avoir gagné le prix (...). Rares étaient celles qui arrivaient à supporter tant d'années."

En revanche, pour d'autres, cette discipline qui n'allait pas sans humiliations a laissé un souvenir cauchemardesque :

"Nous ne pouvions même pas nous redonner un coup de brosse, cinq minutes avant l'heure de sortie, nous avions interdiction de quitter notre poste de travail avant la sirène, sinon c'était la suspension. La surveillance était permanente, nous travaillions beaucoup, nous n'avions pas le droit de manger une orange pendant le travail, nous devons déjeuner debout."

Les ouvrières font tout leur possible pour répondre aux exigences de l'usine et aux modestes encouragements avec lesquelles on cherche à augmenter leur rendement. Elles ont pour la plupart des postes directs : elles tissent, filent, enroulent, ourdissent, cousent, coupent ou repassent. Certaines d'entre elles, choisies parmi les plus adroites, les plus sérieuses ou les plus anciennes, reçoivent un "contrat" qui leur confie l'entière responsabilité d'un nombre déterminé de machines. Leur rémunération dépend donc du niveau de production

qu'elles parviennent à atteindre, ce qui leur donne une chance d'avoir un salaire comparativement élevé en travaillant davantage.

"Depuis que j'étais arrivée, le système de contrats existait déjà. Tout le monde désirait en avoir mais d'abord il fallait apprendre, puis être assistante pendant un temps et enfin attendre que l'une d'entre elles tombe malade pour prendre son "contrat". Ils étaient décernés aux plus âgées et aux plus anciennes de l'entreprise."

En 1936, une journée de travail d'une ouvrière sous "contrat" oscille entre 60 centavos et 1,30 pesos et celle d'un ouvrier ou d'une ouvrière ordinaire entre 50 et 70 centavos. Ce sont les ouvriers qualifiés qui reçoivent les salaires les plus élevés : les mécaniciens d'atelier perçoivent jusqu'à 3,70 pesos par jour et les apprêteurs 2,35 pesos. La discrimination sexuelle se ressent dans les salaires des surveillants: les hommes gagnent près de 2,50 pesos alors que les femmes, dont le rôle consiste à veiller à "la morale et aux bonnes moeurs", ne gagnent que 99 centavos (15).

L'organisation scientifique du travail et les systèmes de rationalisation, qui apparaissent à la fin des années 50, impliquent une nouvelle conception de l'ouvrier idéal qui exclue la femme.

L'ouvrier "fordien"

Quatre ans après le début du processus de rationalisation, la participation féminine dans les principaux secteurs de la production a considérablement diminué. En 1957, elle représente 27,5 % au tissage et en 1958, 24 % au filage. Avant 1944, ces pourcentages dépassaient 70 %. D'autre part, la rotation des femmes augmente : 62 % des femmes célibataires qui sont rentrées dans l'entreprise se retirent bien avant l'âge de la retraite alors qu'à la génération précédente 77 % de celles-ci étaient restées jusqu'à la fin. La grande majorité de ces départs ont eu lieu entre 1955 et 1959 et coïncident avec l'instauration de l'organisation scientifique du travail. 16 % de ces départs sont dûs à des licenciements, 15 % à des démissions volontaires et 53 % à des mariages.

La rationalisation des systèmes de production provoque un déplacement de la main d'oeuvre féminine pour plusieurs raisons. D'une part, l'organisation scientifique du travail et le système des primes à la production constituent un attrait pour les ouvriers. A cause des nouveaux avantages salariaux et de la modernisation, le travail dans le textile perd son caractère féminin. Les ouvriers commencent à effectuer sans honte des métiers tels que ceux de tisseur ou de

conducteur de métier à tisser (anciennes filatures) qui étaient traditionnellement réservés aux femmes. Il est certain que la modernisation réduit le travail manuel de l'ouvrier mais encore faut-il être adroit pour rattacher rapidement les fils qui cèdent. Cette habileté, qui en principe figurait parmi les aptitudes naturelles de la femme et faisait d'elle une tisseuse ou fileuse exemplaire sans nécessité de grosses primes, peut maintenant être développée par l'homme.

D'autre part, l'arrivée des ouvriers et la politique familiale que commence à pratiquer l'entreprise, symbolisée par l'affiliation à la Caisse d'allocations familiales de l'ANDI en 1954, l'introduction des primes de maternité et de mariage pour les ouvriers et leurs épouses en 1956, les bourses pour les études secondaires des enfants et l'éducation familiale prise en charge par le Secrétariat social, favorisent la création d'un "marché du mariage" sur lequel rentrent de nombreuses ouvrières qui quittent l'entreprise. Selon Jorge Posada, ingénieur qui à l'époque est responsable de l'implantation de la rationalisation scientifique du travail et qui par la suite deviendra président de l'entreprise, celle-ci justifie sa préférence pour le personnel masculin sous prétexte que :

"En choisissant un homme, il résolvait le problème de la femme."

La nouvelle conception de l'ouvrier idéal se fait de plus en plus nette : Fabricato veut un personnel masculin, sensible aux primes à la production, qui travaille par tour de nuit (ce qui est interdit aux femmes pendant tout un temps pour des questions morales) et qui reproduise de façon satisfaisante son travail au sein d'une famille prospère soutenue par une épouse-mère entièrement dévouée et par les nombreux services sociaux que propose l'entreprise. C'est l'époque où prédominent dans le milieu industriel "antioqueño" les familles ouvrières prolifiques et stables.

Les femmes sont déplacées vers des postes secondaires qui demandent beaucoup de travail manuel. Les célibataires qui sont restées dans l'entreprise s'apparentent aux ouvrières idéales de la première génération sauf qu'elles ne bénéficient d'aucune politique particulière de bien-être. Le rejet des mères célibataires est toujours aussi fort malgré la législation protectrice, et selon le témoignage des ouvrières, la réduction du personnel entraînée par la nouvelle organisation du travail facilite la pratique de cette politique discriminatoire.

"Après la rationalisation il restait trop de personnel. Toute femme qui avait "fauté" a donc été licenciée ; ils ont profité de cette période de transition pour s'en défaire. Une voisine avait eu un fils, car ils ne pouvaient pas la renvoyer, mais en revanche ils ne s'en sont pas privés après sous prétexte qu'il y avait un excès

de personnel. Mais nous nous sommes bien rendues compte que toutes celles qui avaient "fauté" disparaissaient".

Le système des primes à la production transforme les relations de travail, en établissant un contrôle objectif sur la productivité de l'ouvrier, beaucoup plus exigeant que le système de contrats et les primes de bonne conduite et de rendement. Si auparavant l'effort que l'on attendait d'une ouvrière sous "contrat" dépendait du travail moyen exécuté dans des conditions normales réelles par l'ensemble des ouvrières ayant le même statut, maintenant le travail moyen ou normal n'est plus réel mais normatif. En effet, il dépend d'une norme définie par un corps étranger aux ouvriers, le département de rationalisation du travail. Cela explique que le changement ne soit pas facile et que de nombreux ouvriers et ouvrières dont l'efficacité et l'adaptation au travail industriel dépendaient de la possibilité de développer leur propre rythme, ne sont pas parvenus à adopter le nouveau système qu'ils ont perçu comme une augmentation de leur charge de travail et une aliénation de leur autonomie.

"A l'époque où je travaillais au filage, ils ont instauré le système des primes à la production. Ils ont commencé par chronométrer notre temps sur un tableau où ils notaient tout jusqu'au nombre des fils cassés ; mais le contact était très mauvais et les mécaniciens n'étaient pas des techniciens. C'était un travail dur, ils nous faisaient passer d'un contrat à l'autre, en cherchant ce qu'ils pouvaient bien obtenir de plus de nous. Ils nous déplaçaient sans arrêt, augmentaient le nombre des machines, amélioraient les salaires de quelques pesos. Les nerfs et la fatigue m'ont fait tomber malade et ils m'ont mise au ménage des bureaux."

Le modèle "fordien" qui s'accompagne par conséquent d'une participation marginale de la femme dans le processus de la production, dure jusque dans les années 70, époque à laquelle il est remis en question par la crise économique, l'effondrement de l'entreprise-providence, l'anachronisme des contrôles religieux et les nouvelles aspirations de la femme. Le salaire du père devient insuffisant pour faire vivre une famille de huit enfants ou plus ; les perspectives de logement, d'éducation et d'emploi que Fabricato avait fait naître chez celle-ci sont déçues. De nouvelles modalités tant en matière de politiques patronales qu'en matière de stratégies familiales et individuelles apparaissent.

LES STRATEGIES FAMILIALES

Convergence des politiques de l'entreprise et des stratégies familiales

Alors que prédomine le paternalisme autoritaire et que le modèle de l'ouvrier idéal est celui de l'ouvrière célibataire, disponible et soumise aux dispositifs de contrôle moral et disciplinaire sévères, les familles conçoivent des stratégies particulières qui profitent des politiques patronales, au détriment de l'autonomie et de la liberté de leur(s) fille(s).

Durant les premières générations en effet, le travail des filles dans l'usine fait naître une stratégie familiale tournée vers la promotion sociale de la famille moyennant un processus de migration dont le succès est garanti par l'emploi de la fille chez Fabricato. C'est ce qui lui permet, très souvent au terme de plusieurs années d'effort et d'épargne, de devenir propriétaire d'un logement à Bello dans lequel vient s'installer la famille. La fille ouvrière devient le support de la migration et du processus d'urbanisation et de promotion sociale. La famille met donc sa ou ses filles dans une situation d'obligation croissante dont elles pourront difficilement s'échapper. De leur travail dépend non seulement l'obtention d'un logement, mais également l'éducation des frères et soeurs cadets et la prise en charge des neveux orphelins, des soeurs veuves ou abandonnées.

Le foyer d'origine établit une stratégie qui s'articule autour du travail salarié et stable de la ou des filles. C'est ainsi qu'elles le ressentent et elles hésiteront beaucoup à faire des projets de mariage ou à vivre seules :

"J'ai eu un ami au début chez Fabricato, mais j'étais décidée à travailler pour aider ma famille. Je devais être "l'homme de la maison" et gagner ma vie pour soutenir ma mère et mes frères."

"Je ne me suis pas mariée parce que j'avais de nombreuses responsabilités chez moi et que depuis le début c'était moi qui gagnais le salaire le plus élevé grâce au contrat qui me donnait la responsabilité de métiers à tisser. Mes frères se sont progressivement organisés et j'ai fini par me retrouver seule avec ma mère."

Les difficultés qui entravent les projets de mariage à cause des problèmes de subsistance et de mobilité des hommes jeunes, font que de nombreuses filles célibataires restent à demeure chez leurs parents. De plus, les ouvrières regardent d'un oeil sceptique le mariage et ne voient pas toujours dans le célibat un destin frustrant :

"Il y a plus de vingt ans, j'ai eu l'occasion de me marier mais je n'ai pas pu me décider. La responsabilité que j'avais vis à vis de ma mère m'en empêchait, je ne voulais pas arrêter de travailler, et je n'étais pas non plus certaine de vouloir tenter cette aventure. Je refusais de me marier pour me marier et j'avais de nombreuses exigences personnelles. De plus, l'expérience de mes soeurs ne m'encourageait pas beaucoup ; je n'étais pas prête à sacrifier mon indépendance à un mari qui crierait contre moi."

Le sacrifice d'une ou deux filles implique donc de meilleurs jours pour le reste de la famille. Elles contribuent non seulement à la réalisation des projets des frères et soeurs mais elles garantissent également de l'aide en cas d'échec ou de difficultés. En devenant le soutien permanent de leur foyer d'origine, elles convertissent celui-ci en une source de protection et de solidarité familiales pour de nombreuses années, où viennent se réfugier les soeurs veuves ou abandonnées, les frères au chômage, les neveux orphelins et même des enfants recueillis."

"Il y a dix ans, nous avons accueilli une petite fille à la maison que j'ai prise en charge. Sa mère ne pouvait pas s'en occuper et cherchait à la faire garder pour pouvoir travailler. Une de mes belles-soeurs a proposé ses services et l'enfant est restée chez nous quelques temps. Mais quand nous avons voulu la leur rendre, ils n'en ont pas voulu. Nous l'avons donc quasiment adoptée. J'ai deux neveux à la maison, leurs pères ont des difficultés financières, et je leur permets d'étudier, ils sont d'ailleurs très brillants. J'ai également payé les études secondaires d'une nièce il y a quatre ans, on se débrouille comme on peut."

La grossesse et le mariage finissent par devenir des aspirations sans cesse différées par ces ouvrières. La première n'est donc un choix possible et une source de reconnaissance sociale qu'au sein du mariage. Ainsi le cas de la mère célibataire est-il exceptionnel dans les deux premières générations. Le rejet social de cette situation est très fort et l'attitude de Fabricato dure et répressive : l'ouvrière enceinte n'a pas d'autre solution que celle de quitter l'entreprise. Nous ne possédons pas de documents qui nous permettent de déterminer le nombre d'ouvrières dans ce cas, mais nous savons par le témoignage de leurs compagnes qu'elles ont existé. Il est assez probable qu'elles n'ont été qu'une minorité étant donné la stricte surveillance exercée tant par l'usine que par les maisons et le Patronat, la morale chrétienne qui était la leur ainsi que la répression sexuelle qui en découlait. Le sentiment profond de culpabilité que la condition de mère célibataire peut éveiller chez ces femmes, s'exprime à travers la honte que ressentait encore au moment de l'entretien la seule mère célibataire de ces deux générations que nous avons trouvée. Elle était entrée chez Fabricato alors qu'elle avait un fils, grâce à la complicité de son foyer d'orientation qui l'avait dissimulé

parmi ses nombreux frères. Une fois à la retraite, elle craignait encore que l'entreprise ne découvre son secret si bien gardé pendant tant d'années.

Certaines ouvrières mettront de côté leur désir de mariage et ne le rendront effectif que plus tard, après avoir passé l'âge de 40 ans et avoir travaillé 15 ans ou plus :

"Je me suis mariée un an après la mort de ma mère, mais je n'ai pas quitté mes soeurs, c'était la condition que j'imposais à mon mari. Je ne lui ai pas dit que la maison m'appartenait pour être sûre que ce n'était pas cela qui l'intéressait (...). Je suis partie de chez Fabricato pour me marier et j'ai touché la retraite 10 ans après. Je n'étais pas lasse mais fatiguée. De plus, quel intérêt avait-on à se marier si ce n'était pour que le mari vous fasse vivre, il ne manquait plus que ce soit une charge supplémentaire."

On observe comment les stratégies de l'entreprise qui conçoivent l'ouvrier idéal sous les traits de ces ouvrières célibataires, disciplinées, dociles et endurantes, favorisent l'élaboration de la part des familles de stratégies qui renforcent et profitent de ce type de rattachement de la femme à l'entreprise. Pour les foyers, les filles célibataires, entièrement dévouées à leur occupation et dépendantes d'une entreprise qui leur offre stabilité et assistance en dehors du travail, constituent également d'un certain point de vue des soutiens financiers idéaux. En effet, ces ouvrières prennent l'habitude de dépenser tout leur salaire dans leur foyer et sont dotées d'une capacité d'épargne qu'elles orientent totalement vers leur famille. Eduquées dans une morale de sobriété et de sacrifice, elles n'investissent pas ou presque pas pour elles. Durant la première génération, il est courant que les filles remettent la totalité de leur salaire à leur mère qui le gère. Leur rôle de soutien financier leur permet non seulement d'assurer la relève du père mais également d'assurer au foyer d'orientation une fonction décisive d'aide et de solidarité à l'égard des membres dont les stratégies individuelles échouent ou rencontrent des difficultés. Néanmoins, le travail ne constitue pas pour ces femmes une source d'indépendance et d'autorité dans leur foyer. Elles ne produisent pas pour elles mais pour une famille, leur condition de productrices de revenus est médiatisée par celle-ci et par la position de subordination qu'elles y occupent.

Autonomie de la femme et nouvelles stratégies familiales

Les ouvrières qui rentrent chez Fabricato à partir de 1960 présentent des changements significatifs dans leur comportement, dans les priorités qu'elles fixent dans leur vie, dans leur relation au travail, et surtout à la famille tant dans leur foyer d'origine que dans le foyer de procréation qu'elles décident de construire. Ces transformations qui cherchent indubitablement à leur donner une plus grande

autonomie et une plus grande capacité à décider de leur vie en toute liberté, sont particulièrement notoires chez les ouvrières de la quatrième génération qui arrivent après 1974, profitant d'une courte période d'ouverture de Fabricato à la main d'oeuvre féminine. Filles d'anciens ouvriers "fordiens" prospères et prolifiques, qui proviennent de milieux urbains et possèdent un niveau de scolarité supérieure, elles se distinguent clairement de celles qui les ont précédées bien qu'elles leur soient parfois liées par le sang. Nous pouvons imaginer ainsi ces liens de parenté qui unissent les ouvrières de la première génération à celles de la dernière : les célibataires des années 30 et 40 sont suivies par leurs neveux dont certains deviendront les ouvriers "fordiens" des années 50 et 60. Puis, les filles de ces ouvriers rentrent à l'usine entre les années 70 et le début des années 80 et se marient avec les ouvriers de l'entreprise, assurant une continuité endogame assez particulière.

L'évolution des politiques de Fabricato concernant la femme, la récente tolérance à l'égard de la mère célibataire, les formes d'union non catholiques et le travail de la femme mariée sont autant d'éléments qui ont permis ces changements. Les jeunes ouvrières de la dernière génération se distinguent des précédentes tout d'abord parce qu'elles gardent leurs distances par rapport à leur foyer d'orientation. Bien que leur entrée à l'usine fasse partie d'une stratégie familiale qui consiste à compléter le salaire du père de plus en plus insuffisant, les jeunes ouvrières se dégagent très vite de leur obligation et recherchent des solutions d'indépendance.

Malgré l'autonomie croissante dont font preuve les femmes et la plus forte participation des fils dans le soutien du foyer d'origine, quand un père doit choisir entre son fils ou sa fille, c'est sa fille qu'il envoie en général chez Fabricato. L'image de la femme plus responsable et plus dépendante du foyer n'a pas encore disparu. On attend d'elle davantage de coopération et pour une période plus longue tandis que l'on craint de l'homme qu'il ne dépense son salaire en dehors des siens ou se marie rapidement, négligeant le foyer maternel.

"J'ai commencé à travailler pour les besoins de la maison. Nous étions deux, mon frère et moi, et mon père m'a choisie parce qu'on dit que la fille ramène plus souvent son salaire que le fils. Je suis donc rentrée chez Fabricato."

Après quelques années de travail, la majorité de ces ouvrières font des projets personnels, indépendamment du foyer d'origine. En général c'est du mariage qu'il est question, quoiqu'il existe également des cas de mères célibataires et d'unions libres. Le foyer d'orientation n'est plus pris en charge à long terme par le travail salarié et stable des filles, et le père conserve plus longtemps son rôle de principal soutien, secondé occasionnellement et successivement par ses fils. La

famille perd donc la fonction de solidarité et de refuge pour les enfants et les neveux qu'elle avait acquise au cours des deux premières générations.

Les femmes, plus facilement que les hommes, sacrifient quelques années d'études ou diffèrent leurs projets personnels en faveur de leur famille d'origine, mais ce n'est pas un état définitif :

"Je suis rentrée célibataire à l'usine et j'ai vécu avec mes parents jusqu'à ce que je me marie il y a sept ans. J'ai été la dernière à le faire, mes soeurs n'ont travaillé qu'un à trois ans, et j'assumais pratiquement toute seule la charge de mes parents parce que la pension de mon père était insuffisante. Depuis que je suis mariée, nous les aidons tous comme nous pouvons. Nous faisons aussi des dépenses pour mes beaux-parents, car les soins sont toujours très coûteux, nous nous efforçons de faire pour le mieux."

Comme des générations précédentes, le mariage est le moyen donné aux filles d'affirmer leur indépendance par rapport à leur famille d'origine. Nombreuses sont les jeunes ouvrières qui, au bout de quelques années de travail, l'assument comme unique alternative en se mariant presque toutes avec des ouvriers de l'usine et en formant des couples où égalité dans le travail et prudence dans la reproduction vont de pair :

"Mon mari gagne plus ou moins le même salaire que le mien, le loyer nous le payons à deux, toutes les dépenses nous les partageons. J'ai mes dépenses personnelles : dettes envers la coopérative pour les appareils électroménagers, machine à laver et cuisinière, quelques 70 000 pesos, chacun paie sa part hebdomadaire à la coopérative, lui de 808 pesos et moi de 275 pesos. Nous attendons de pouvoir construire le deuxième étage de la maison pour avoir un autre enfant."

L'attitude adoptée face à la procréation a changé. En effet elle ne constitue plus un fait inhérent au mariage, mais s'inscrit dans un optique de projet économique cohérent du couple qui établit des priorités dans ses perspectives et investissements. De nombreux couples attendent d'avoir un logement avant de concevoir un enfant. Une rationalité économique est en grande partie à l'origine des stratégies qu'ils définissent.

La répartition des tâches domestiques tend à être plus équitable chez les jeunes couples, mais dès qu'il y a des enfants, presque toutes les responsabilités retombent sur la mère qui doit à nouveau voler au secours de parents et assumer des journées doubles et épuisantes :

"Ma belle-mère me gardait les enfants, c'est elle qui les a élevés, mais maintenant qu'elle est malade elle va être hospitalisée. J'avais l'habitude de les lui laisser toute la semaine, au Barrio Obrero où elle habite, et de venir les chercher le samedi. Je n'avais pas le temps de les voir en semaine et j'arrivais en coup de vent pour m'occuper de la maison. Quand je me couche je suis morte, je suis désespérée."

"Mon mari et moi faisons salaire commun, nous payons ce que nous devons et ce qu'il reste nous l'épargnons sur mon compte. Il fait le marché et nous nous répartissons les tâches domestiques : il repasse et je lave, il m'aide à la cuisine et range la maison. Le samedi et le dimanche il fait tout et je me repose. Quand nous étions fiancés, je lui avais dit qu'il fallait que nous nous répartissions les choses et nous nous sommes mis d'accord pour pouvoir travailler tous les deux à la maison et à l'usine. Jusqu'à présent il m'a toujours beaucoup aidée."

Chez les jeunes ouvrières, les cas de mères célibataires sont fréquents. Les pères sont plus tolérants, car ils cherchent à garder dans leur foyer cet important soutien financier. Nombreuses sont celles qui maintiennent leur engagement auprès de leur unité d'origine et profitent de la solidarité dont celle-ci fait preuve. Cependant, bien que leur contribution soit importante, leur effort productif et leurs espoirs pour l'avenir sont concentrés sur leur enfant. Cette situation assumée solitairement est vécue dans des conditions de subsistance plus précaires, mais elle est généralement abordée par d'autres formes de solidarité, en réunissant sous un même toit plusieurs mères célibataires.

La stratégie familiale mise au point par le foyer que l'ouvrière décide de construire avec un compagnon, doit prendre en compte les attentes individuelles de la femme, ses projets d'études, de travail ou de maternité. L'équilibre entre ces différents facteurs est assez difficile à atteindre, mais c'est ce que s'efforce pourtant de faire l'ouvrière. Le désir que manifestent certaines d'entre elles d'interrompre leur travail productif pour se consacrer à leur foyer et à leurs enfants, révèle les difficultés auxquelles elles font face pour concilier leurs deux rôles. Mais il indique également leur volonté d'y parvenir. A son tour, le cas des mères célibataires exprime un double choix pour les ouvrières, celui de l'aspiration à un travail productif qui les rende autonomes et de la nécessité simultanée de combler leur vie affective. Danièle Kergoat et Odile Chenal ont analysé ce problème chez de jeunes ouvrières françaises et l'une de leurs observations s'applique parfaitement à leurs homologues "antioqueñas":

"Travail productif et travail reproductif sont difficilement conciliables quand il y a des enfants. Les stratégies des femmes s'organisent autour de cette contradiction (...). En s'éloignant des sentiers battus que leur désigne leur double condition de

femme et ouvrière, elles conçoivent des stratégies qui diffèrent les unes des autres, mais qui tendent toutes à la conquête de nouveaux espaces de liberté (16).

CONCLUSIONS

L'étude du cas Fabricato permet d'observer quelques-uns des mécanismes qui interviennent dans la définition des types de rattachement de la femme au travail industriel, du point de vue de ses principaux acteurs. Il est indéniable que la famille, l'entreprise et les ouvrières ne sont pas les seuls acteurs à détenir un rôle. L'Etat, l'Eglise, les syndicats, les partis politiques sont également des acteurs dont la fonction est décisive et qui, d'une certaine manière, déterminent le cadre historique et structurel dans lequel évoluent les acteurs immédiatement impliqués.

D'un autre côté, ces acteurs ne bénéficient pas des mêmes marges de manoeuvre. L'entreprise possède la plus grande capacité d'action et de décision et par conséquent, ses stratégies dominent et imposent en grande partie les limites à l'intérieur desquelles doivent être conçues les stratégies familiales et individuelles des ouvrières. A leur tour, les stratégies que déterminent les familles tendent à créer le cadre-limite de la liberté d'action des femmes, d'une certaine manière prises en étau entre l'entreprise et la famille.

Mais l'histoire des ouvrières de Fabricato dévoile également un processus de recherche d'autonomie, de remise en question des limites imposées par l'entreprise et la famille. Pour les deux premières générations, les stratégies individuelles sont significativement déterminées par les stratégies familiales qui coïncident à leur tour grandement avec les politiques de l'entreprise. Le statut social de la femme, défini en premier lieu par la famille, se présente ici sous une modalité originale, celle du célibat prolongé de la fille, véritable soutien financier, comme le confirment les remarques de Michèle Perrot, historienne renommée de la classe ouvrière française :

"L'histoire du travail féminin est inséparable de celle de la famille, des rapports entre des sexes et de leurs rôles sociaux. La famille, plus que le travail qu'elle conditionne, est le véritable ancrage de l'existence des femmes et de leurs luttes, le frein ou le moteur de leur changement (17).

Pour les femmes, le célibat prolongé et le travail également prolongé chez Fabricato, sont le résultat d'une décision familiale consistant à assurer un revenu stable à la famille quand le père ne peut plus le faire. C'est ce déterminisme

familial qui empêche de convertir ce travail salarié en une source d'indépendance pour la femme.

Le statut domestique des ouvrières est également présent dans les politiques de l'entreprise. Depuis la révolution industrielle, les femmes rentrent à l'usine dans la fonction que leur confère un statut domestique, se situant dans l'une des catégories suivantes : filles de famille d'ouvriers dans la période qui précède leur mariage ou union libre ; mères seules, abandonnées ou veuves obligées de remplacer leur mari dans son rôle de soutien financier ; épouses ou compagnes à la recherche d'un salaire complétant celui de leur mari ou compagnon. Leur statut productif est toujours défini par rapport à leur statut domestique et, en général on estime que leur présence est temporaire, complémentaire ou exceptionnelle. Dans le cas de Fabricato, les ouvrières des premières générations prolongent simplement dans le temps la situation, habituellement provisoire, des filles qui rapportent leur salaire à leur famille.

Dans la grande industrie, le statut marginal de la femme est directement relié à son statut domestique et à l'idée selon laquelle son travail est toujours temporaire, provisoire ou complémentaire. C'est sur cette conception que repose la division du marché du travail entre les hommes et les femmes, avec des branches, des secteurs de production et des emplois, exclusivement réservés aux femmes, auxquels correspondent un salaire et un statut social inférieurs à ceux des hommes.

Le processus de recherche d'autonomie des femmes que nous avons pu observer tout au long de ces quatre générations (18), débute lorsque les jeunes ouvrières marquent une certaine distance vis à vis de leur foyer d'orientation. Le travail est une condition sine qua non d'un tel processus, mais il est indéniable que les formes de socialisation urbaine et scolaire ont grandement contribué à la création de nouvelles aspirations individuelles.

La remise en question de leur statut marginal au sein de la production est certes naissante, mais elle est visible à travers la tendance des ouvrières à estimer qu'elles sont des employées ayant plein droit à l'emploi et leur inclination à rester dans l'entreprise après un mariage ou une naissance. Le travail fait partie de leur existence et représente le moyen qui leur permet de réaliser leurs projets individuels ou collectifs : achat d'un logement, éducation des enfants, augmentation du niveau de vie familial, loisirs, formation personnelle. Le travail de la femme s'inscrit donc dans une stratégie rationnelle de mobilité sociale. La conjoncture de crise des années 80 et les licenciements entraînés par celle-ci, convertissent l'emploi des deux conjoints en un moyen pour préserver au mieux

leur statut familial, étant donné qu'il est assez probable que l'un des deux en sera victime.

La remise en question du statut marginal de la femme dans la production est une tendance récente qui s'exprime parfois à travers les revendications des ouvrières d'amélioration des primes et salaires, de reconnaissance de leurs qualifications personnelles ou de la possibilité d'obtenir une meilleure formation au sein de l'entreprise. Mais le statut domestique continue à peser et les difficultés de conciliation des rôles découragent plus d'une femme. Certaines assument le double défi de mère et ouvrière mais rares sont celles qui parviennent à convertir le déséquilibre traditionnel des rôles dans leur foyer en une situation de plus grande équité et d'échanges au sein du couple.

L'interaction entre stratégies patronales, familiales et individuelles reste un élément fondamental pour la compréhension des relations entre production et vie quotidienne, réseaux de pouvoir et solutions de rechange proposées par les différents acteurs, car la dynamique n'est plus la même. Le déterminisme familial est relativement menacé, mais il existe une nouvelle dynamique qui se fonde sur une politique de négociations (entre les conjoints, entre les parents et la fille qui les soutient, entre le syndicat et l'entreprise) et obtient des résultats divers. Mais une fois de plus l'entreprise et ses politiques continuent à imposer des limites.

(Traduction S.de Puybaudet)

NOTES

1. Sociologue, docteur IIIème cycle (EHESS), chargée de recherche à l'Université Externado de Colombia.
2. Nous présentons dans cet article certains aspects d'une thèse de doctorat qui sera publiée en 1992 par l'"Universidad Externado de Colombia" et l'"Universidad de Antioquia" sous le titre de: **Mujer, religión y industria (Fabricato, 1923-1982)**.
3. Ils sont issus d'anciennes familles de commerçants d'Antioquia qui ont investi dans la mise en place de petites industries à la fin du XIXème siècle. Dès le XVIIIème siècle ces familles possédaient une identité

fortement marquée par la religion catholique. Ainsi les premiers industriels "antioqueños" ont été porteurs d'une idéologie sociale chrétienne qui a soutenu leur projet d'industrialisation tout au long du XIXème siècle.

4. Voir le livre d'A.Mayor Mora, **Etica, trabajo y productividad en Antioquia**, Bogota, Ed. Tercer Mundo, 1984.
5. C'est la première grande centrale syndicale du pays liée dès ses origines aux gouvernements libéraux. Elle s'inscrit donc dans le système bipartiste du côté du parti libéral tandis que la UTC se placera auprès du parti conservateur et de l'Eglise catholique.
6. Archives de Fabricato.
7. Lettre du père Ramirez à Rudesindo Echevarria, du 28-11-1944, archives de Fabricato.
8. Fondé en 1939 cet organisme a pour fonction de financer des programmes d'habitat économique.
9. Fabricato, 30-01-1962.
10. Chiffre donné par le département du logement de Fabricato, 10-12-1982.
11. Lettre à R.Echevarria dans laquelle lui est communiquée la constitution du Syndicat textile du Hato, 20-05-1934, archives de Fabricato.
12. Les premiers syndicats chrétiens en Antioquia ont donné naissance à l'UTRAN.
13. La ANDI regroupe surtout le gros patronat de Antioquia et se constitue en un puissant facteur de pouvoir dans le jeu politique.
14. D.Pécaut, **Política y sindicalismo en Colombia**, Bogota, Ed. Culturales, 1982, pp.221-222.
15. Rapport fait au gérant, archives de Fabricato, 1936.
16. D.Kergoat et O.Chenal, "Production et reproduction: les jeunes travailleuses, le salariat et la famille", **Critiques de l'économie politique**, Ed. F.Maspéro, Nouvelle série, n°17, oct.-déc. 1981, p.124 et p.126.

17. M.Perrot, "De la nourrice à l'employée", in **Mouvement social**, Ed. Ouvrières, n°105, oct.-déc. 1978, p.5.
18. Elles constituent des "générations historiques" dans le sens où leur trajectoire est marquée par l'étape spécifique de leur rattachement à Fabricato. En effet, nous définissons les générations en fonction des différentes époques des politiques de l'entreprise.

SEPARATION CONJUGALE ET ITINERAIRE PROFESSIONNEL. FEMMES DES SECTEURS POPULAIRES DE BARRANQUILLA.

Lucy WARTENBERG (*)

Cette étude a pour objet de contribuer à présenter une nouvelle vision de l'histoire de la femme, en analysant en profondeur le rôle que celle-ci joue dans l'itinéraire social familial et, donc, dans l'histoire sociale (1).

Nous partons des récits de vie de 40 femmes séparées (2), vivant dans des quartiers pauvres (3) de Barranquilla (4). Par le biais d'interviews ouvertes, nous avons amené ces femmes à raconter les événements de leur vie familiale, éducative et professionnelle, la façon dont ils s'enchaînent, pour expliquer la situation familiale du moment. Nous cherchons ainsi à comprendre leurs projets de vie, les stratégies adoptées à différentes étapes, les conceptions propres à chaque décision, la manière dont les projets et les décisions sont affectés par les déterminations structurales.

Cette étude se limite à l'itinéraire professionnel de la femme (5) et à la façon dont celle-ci est affectée par la dynamique même de son monde privé: le foyer d'où elle provient, son histoire éducative, les migrations, le cycle domestique, autrement dit la dynamique personnelle et familiale, et les relations avec son intégration au marché de l'emploi. Sur la base de ce qui précède, on cherche à observer la manière dont le modèle bourgeois de la famille s'est enraciné dans notre milieu, la manière dont les femmes perçoivent leur rôle et la participation aux deux sphères du monde moderne.

1. Le modèle moderne de la famille

La société industrielle a créé un modèle propre de famille, produit de la séparation nette introduite par elle entre le champ d'action domestique et celui de la production, entre le foyer et le lieu de travail. Des mains du groupe domestique, l'organisation du travail productif passe à celles des maîtres et des agents du capital, où elle se concentre. Les hommes quittent la maison, les femmes perdent tout contrôle sur où et combien gagne le mari, les enfants

n'acquièrent plus leur formation technique en observant le travail du père. Le groupe domestique perd donc les fonctions productives et éducatives qui lui étaient propres jusqu'alors. (6).

Le modèle industriel de la famille entraîne l'unification d'une idéologie au-delà des différences matérielles de vie introduites par le nouveau régime. Les niveaux de revenus sont secondaires face à la généralisation d'une idéologie qui place la famille au centre des valeurs sociales. Le modèle bourgeois de la famille s'articule autour des notions de "foyer" comme sphère privée, d'union du couple basée sur l'amour et de primauté de l'éducation donnée aux enfants (7). Segalen a montré comment l'Eglise, l'Etat, les entrepreneurs et les sociétés de bienfaisance ont impulsé un mode de vie, que plus tard les ouvriers ont repris à leur compte, basé sur le modèle bourgeois, caractérisé par la différenciation des rôles sexuels et la valorisation profonde des soins prodigués par la femme aux enfants et à la bonne marche du foyer.

Le besoin de maintenir le modèle idéal de la famille devient une condition impérieuse de la société moderne au moment où se produisent des phénomènes affectant sa généralisation. Des phénomènes tels que la baisse de la nuptialité légale, l'augmentation du nombre de séparations conjugales, le contrôle de la natalité, pour ne citer que les plus importants, génèrent de profondes mutations dans les formes de famille.

Les processus propres aux sociétés hautement industrialisées ont connu une logique et un développement graduel. En Amérique latine, les processus sont plus rapides et moins homogènes: le "moderne" y côtoie le "traditionnel", tout comme le "rural" et l' "urbain", le "formel" et l' "informel" ou le "sacré" et le "profane"; il en résulte que l'étude des changements familiaux liés à la modernité traduit la diversité des réponses données par cette institution face aux nouvelles conditions économiques et sociales.

Les contradictions du modèle idéal de la famille apparaissent nettement dans l'histoire des femmes des villes colombiennes, socialisées dans la conception de bonnes mères, d'épouses complaisantes, de femmes "entretenuées". Cependant, l'instabilité conjugale a obligé nombre d'entre elles à abandonner le foyer et à chercher leur place entre le marché de l'emploi et les responsabilités domestiques.

2. Les conditions de l'histoire du travail

Avant d'aborder le thème de cette étude, il est intéressant de souligner la forte sous-valorisation qui affecte les activités professionnelles féminines. On a beaucoup écrit sur le caractère invisible du travail féminin dans les statistiques officielles; plus préoccupant est le peu d'estime que les femmes elles-mêmes accordent aux activités qu'elles réalisent. Une part importante des femmes, tout au long de leur vie ou durant une période précise, se sont consacrées à des tâches en relation avec la vie domestique - garde des enfants, lessive, nettoyage, etc. - en échange desquelles, dans la plupart des cas, elles sont rétribuées non en argent mais en nature. Ces tâches sont réalisées soit chez elles, soit chez des voisins ou des parents et elles ne sont que rarement perçues par ces femmes comme une activité professionnelle (8). A ce sujet, Yamile raconte:

"...je dois alors aller chercher du travail et faire n'importe quoi pour survivre, tandis que lui il vient et m'apporte ce qu'il veut bien. Quand je me retrouve comme ça, parfois je vais aider un peu Maman, parfois je n'ai pas de quoi manger, alors elle donne à manger à mes gosses, ou à moi, en échange de ce que je fais pour elle. Il y a quelque temps, j'étais chez une amie pour m'occuper de sa petite fille nouveau-née, pendant trois mois j'étais ici et chez elle; elle me donnait mes trois repas par jour et ici Maman donnait à manger à mes enfants" (9).

Les activités professionnelles dont font état les femmes répondent, dans la plupart des cas, à deux conditions de base: d'une part, le but réel de la transaction est de recevoir un salaire en argent; d'autre part, la relation entre employée et employeur n'est interférée par aucune relation affective.

L'itinéraire professionnel des femmes des couches basses de la ville de Barranquilla doit être analysé comme résultant de deux groupes de facteurs complémentaires: les conditions du marché régional de l'emploi et les caractéristiques de la main-d'oeuvre féminine.

2.1. Le marché du travail

Les possibilités de trouver du travail à Barranquilla se sont fortement réduites depuis quelques années avec l'augmentation du nombre de demandeurs d'emploi et la baisse des offres d'emplois. La population en âge de travailler s'est élargie à la suite d'une espérance de vie plus élevée et de la forte migration vers la ville (10). La lente croissance de la demande de main-d'oeuvre peut s'expliquer par la dynamique économique nationale, caractérisée, au cours de la dernière décennie, par un taux assez bas de croissance économique (11), le recours accru à la

technologie réduisant l'utilisation de la main-d'oeuvre. Il faut également signaler les effets d'une légalisation du travail jugée par les entrepreneurs comme négative pour leurs intérêts et qui dégénère en systèmes d'embauche à court terme, en débauchages massifs, en déclarations de faillite dans le but de pouvoir licencier les travailleurs.

Les récits des femmes mettent en évidence la généralisation du recours aux contrats temporaires:

"...les emplois d'aujourd'hui sont...sont temporaires, alors on ne vous donne ni la sécurité sociale, ni les subsides, rien du tout de ces prestations sociales. Que voulez-vous, après 4 mois, on vous licencie, rien à faire. Bon, moi, j'ai présenté un C.V. à "Graderias", et aussi à "Gran Centro de la 72", c'est un bureau d'emplois temporaires, ils m'ont dit qu'ils me rappelleraient mais ils n'ont pas rappelé. Ils m'ont dit qu'il n'y avait pas de postes vacants" (12).

Il est courant de trouver dans ces récits des passages relatifs à des licenciements massifs:

"...mon mari a cherché du travail avec insistance, mais rien. Il a fait passer une annonce à la radio, et tout et tout, mais sans résultat. L'entreprise de pâtes alimentaires où il travaillait avant est toujours dans une mauvaise situation, on met encore du personnel à la porte...Ils ont même mis à la porte le mécanicien qui arrange les choses...pour les pâtes, ils ont mis à la porte tous ces gens-là. Il dit, ma petite, qu'ils ont mis à la porte des gens qui étaient là depuis 10, 11 ans...Mais ça, ce n'est pas ses affaires. Moi je lui dis: bon, du calme, il faut s'y faire, voilà ce que je lui dis, à quoi bon le décourager..."(13).

Les licenciements massifs s'accompagnent souvent d'une fausse déclaration selon laquelle l'entreprise est dans une situation critique. Une fois les travailleurs licenciés, l'entreprise redémarre avec du nouveau personnel sous contrat temporaire, ce qui permet à l'employeur d'éviter de payer les prestations qu'implique la loi de rétroactivité des pensions.

"J'ai travaillé comme vendeuse dans un magasin. Mais en ce moment, je ne travaille pas parce qu'on y a mis à la porte tout le personnel, en ce moment je cherche du travail. Depuis janvier, parce que le patron a dû changer le magasin d'endroit pour s'installer plus haut, alors il a changé tout le personnel, tout le personnel, pour mettre du personnel nouveau. Je suis restée sans travail. Ce qui fait que je cherche du travail actuellement" (14).

A Barranquilla, le taux de chômage a donc grimpé de façon vertigineuse: en 1979 le taux n'était que de 5.8% (15), en 1988 il atteint 11.2% (16). On a pu constater d'autre part qu'outre cette croissance du chômage, les conditions de travail se sont

dégradées et que les chances de trouver un emploi bien rémunéré, stable et accompagné des prestations sociales se sont réduites. La moitié des femmes interrogées (49% exactement) se considèrent comme chômeuses et cherchent un emploi, tandis que 12% sans emploi également n'en cherchent pas. Il faut ajouter à ce chiffre les 15% de femmes qui, bien que travaillant à l'époque de l'interview, n'étaient pas satisfaites de leur emploi. 24% seulement des femmes interrogées se disaient relativement contentes de l'emploi qu'elles remplissaient alors. Parmi ces dernières prédominent les formes de sous-emploi sur celles d'emploi dans le secteur formel de l'économie.

Au cours des années 70, de nombreux travailleurs émigrèrent au Vénézuéla où ils purent trouver un emploi; cependant, cette solution devint moins accessible au cours des années 80 en raison de la crise économique où plongea ce pays voisin de la Colombie. Bien que les chances de trouver un emploi au Vénézuéla se soient donc fortement réduites et malgré le strict contrôle des flux migratoires qui y est exercé, nombreux sont les travailleurs colombiens qui rêvent d'y retourner vu qu'ils ne trouvent pas leur place sur le marché de l'emploi national.

"...Papa au chômage, moi au chômage, Maman aussi, là-bas [au Vénézuéla] elle travaillait, n'importe quel boulot, mais ici elle n'a rien trouvé, parce qu'elle a 55 ans, et malgré ça là-bas elle travaillait, et ici elle ne trouve rien, sauf faire la lessive chez une voisine, hein, et alors ça ne rapporte pas de quoi se nourrir, dans ces conditions non! C'est pour ça que nous sommes disposées à repartir aujourd'hui même, au Vénézuéla de nouveau, ou aux Etats-Unis, nous sommes en train de chercher l'argent nécessaire...parce qu'on n'en peut plus, c'est tout ce que Maman demande, elle dit que là-bas [au Vénézuéla] elle est comme dans son propre pays...j'ai déjà tous les papiers en ordre, je sais comment me débrouiller, je sais comment ça se passe quand ces gens-là vous tombent dessus quand ils apprennent qu'on est Colombien, on apprend à se débrouiller...On n'oublie pas...moi ce qui m'est arrivé au Vénézuéla m'a servi de leçon, je ne peux garder ça pour moi, je dois aller de l'avant, et si j'ai pu arriver une fois à ce pays-là, j'y retournerai; malheureusement là-bas ils nous disaient, quand j'y étais: Colombiens qui crèvent de faim. Je vais vous dire, croyez-moi, dans mon pays je n'ai pas toujours mangé à ma faim, mais sincèrement, je vous le dis, je suis revenue vivre dans mon pays, nous sommes revenues, parce qu'on nous traitait mal très souvent, alors on est parties, et avec la chute du bolivar, à plus forte raison. Mais maintenant, vraiment, si un Vénézuélien me disait en ce moment: Colombienne crève-la-faim, je fermerais ma gueule, parce que maintenant que nous sommes revenues, on se rend compte qu'on ne mange pas à sa faim. Je préfère qu'on dise de moi: elle crève de faim, mais elle se bat pour ses enfants, pour qu'ils aient de quoi manger...mais il y a des fois qu'on n'arrive plus à supporter cette crise..." (17).

Nous avons pu également observer qu'au fur et à mesure que diminue la demande de travailleuses dans l'industrie et le commerce, l'emploi augmente dans le service domestique. Ce type d'emploi se caractérise par une rémunération faible et le non-respect des normes du code du travail. Dans de nombreux cas, il s'agit de la seule possibilité de trouver un emploi pour les femmes, comme l'illustre l'exemple de Nancy qui, bien qu'ayant un diplôme de comptable-auxiliaire, après avoir tenté plusieurs emplois temporaires, se retrouve au chômage et prend la décision:

"Eh bien, moi maintenant, eh bien...ça a été mon tour, un jour j'ai dû aller faire la lessive, je n'avais jamais fait ce boulot à la journée. Après, j'ai dû travailler comme servante dans une famille..." (18).

Cependant, les plaintes concernant les conditions de travail sont fréquentes dans les récits de femmes ayant accepté cet emploi. Certaines refusent de continuer à être exploitées de cette façon:

"Il y a quelque temps, je travaillais pour une famille, mais ils ne me payaient que 7.000 pesos (19) et je devais payer le bus, je devais prendre 4 bus chaque jour. Tout le salaire y passait. Pensez, c'était une maison immense, le patio était très grand, comme ça, mais ils me payaient 7.000 pesos. Alors je me suis dit: ça vaut mieux de rester chez moi à m'occuper de ma petite fille, et je peux m'occuper aussi des enfants de ma soeur. C'est ce que j'ai fait. Elle m'a dit: si tu peux trouver du travail, pour moi pas de problème, ma vieille, parce que toi aussi tu dois gagner de quoi t'habiller, tu as besoin de vêtements..." (20).

Le nombre élevé de migrants en provenance des zones rurales et à la recherche d'un emploi fait que les salaires offerts pour le service domestique se maintiennent fort bas, comme en témoigne un autre récit de femme:

"...pour ne trouver qu'un emploi où on vous paie seulement 6.000 pesos, autant rester chez soi. Si au moins ils payaient 15.000 pesos, là oui je travaillerais. Mais il y a des gens qui travaillent à ce prix-là, des gens qui viennent de la campagne et qui acceptent du travail à n'importe quel prix. Moi, je veux travailler, mais pour 6.000 pesos, non merci, c'est ce que j'ai dit à mon père" (21). "...il y a peu je travaillais pour une famille où on me payait 10.000 pesos, mais j'ai laissé tomber parce que ça ne me suffisait pas pour vivre, alors j'ai présenté une demande d'emploi dans plusieurs fabriques pour voir, mais rien de rien" (22).

Malgré les observations précédentes, le service domestique dans une famille a fourni un emploi à 55% des femmes interviewées, 30% desquelles continuent à vivre de ce type de travail. Il faut y ajouter les femmes ayant travaillé dans un restaurant ou faisant le nettoyage dans d'autres lieux que des maisons

particulières et qui représentent 21% des femmes interviewées; 6% vivent encore de cet emploi.

La participation des femmes au secteur commercial entraîne également d'intéressantes remarques. 30% de celles ayant travaillé comme vendeuses ont exercé cet emploi alors qu'elles étaient jeunes et célibataires: il semble qu'une fois mariées, elles perdent la possibilité d'exercer cette fonction. Celles qui travaillent actuellement dans ce secteur le font dans le cadre de l'économie parallèle en tant que vendeuses des rues, indépendantes: c'est le cas de 12% d'entre elles. Une observation semblable pourrait être faite à propos des employées de bureau (secrétaires, comptables-auxiliaires et autres), ce type d'emploi étant surtout exercé durant les années de célibat.

Un emploi dans le secteur industriel représente la principale ambition des femmes des couches basses; cependant, seulement 15% d'entre elles en ont obtenu un, et actuellement 6% à peine en exercent un.

Un pourcentage élevé de femmes ont tenté d'avoir une activité dans les petites entreprises familiales ou au foyer, mais 3% à peine en vivent actuellement car la rentabilité est faible et les revenus instables.

2.2. Caractéristiques de la main-d'oeuvre féminine

A toutes ces conditions peu favorables du marché de l'emploi il faut ajouter les caractéristiques de la main-d'oeuvre féminine et les attentes qu'éprouvent les femmes des secteurs populaires de la ville en ce qui concerne le monde du travail. Sous le terme "caractéristiques", nous englobons ici tous les éléments définissant les femmes et leur accordant une place particulière sur le marché du travail.

Un élément essentiel de la participation féminine est constitué par la place que le travail occupe dans son projet de vie. Nous avons déjà souligné la faible valorisation affectant le travail hors du foyer. Plus profondément, on peut affirmer que la participation de la femme au marché du travail est plutôt une réponse obligée à la forte instabilité conjugale qu'une décision fondamentale dans son projet de vie.

L'embourgeoisement des valeurs a profondément imprégné les communautés habitant le milieu urbain, comme il ressort des paroles d'une des femmes interviewées:

"Alors, depuis que j'ai eu les gosses, j'ai arrêté de travailler. Non, avec lui, ça ne me disait rien de travailler. Comme je vis avec lui, je ne voudrais pas travailler, quand on se marie c'est à l'homme à se charger de vous, c'est pour ça qu'on se marie. Vous travaillez à la maison, vous vous occupez de tout, des enfants et de tout le reste, pas vrai?" (23).

En général, l'itinéraire professionnel des femmes interviewées est intermittent, il manque de continuité pour ce qui est des emplois exercés et les faibles conditions salariales prédominent. Ce manque de stabilité s'explique par une série de facteurs en relation, comme on le verra plus loin, avec les caractéristiques des femmes.

Un des principaux facteurs concerne la valorisation accordée par ces femmes au travail. En effet, leur projet de vie est centré avant tout sur la vie familiale. Il en résulte que la participation des femmes au travail au cours des années antérieures à une union interfère avec un âge précoce pour l'union et/ou la maternité (24). Très jeune encore, la femme commence à réaliser les rôles domestiques, interrompt les processus de formation et acquiert une expérience professionnelle limitée, ce qui, par la suite, réduira ses chances de trouver un bon emploi sur un marché du travail très compétitif. On a donc pu souligner le fait que l'importance accordée par les femmes à leur participation professionnelle dépend pour une bonne part de leur succès professionnel.

Les caractéristiques de type éducatif ne semblent pas constituer un facteur d'explication important en ce cas, qui est dû, pour une bonne part, à une formation scolaire incomplète (26). 38% des femmes n'ont fait que des études primaires et le plus fort pourcentage d'entre elles (52%) n'a pas terminé le cycle secondaire. On n'a pas observé de relation nette entre l'emploi exercé et la rémunération d'une part et le niveau scolaire atteint, ce qui produit parmi les femmes une certaine frustration, l'éducation ne représentant pas un facteur de mobilité sociale. Après avoir insisté sur les efforts prodigués pour obtenir une formation de secrétaire, Gloria ajoute sur un ton ironique:

"...alors je suis venue travailler comme femme de ménage à Barranquilla, en ce moment je n'ai pas de travail, demain je commence à travailler dans le nettoyage, ça fait deux ans que je cherche un emploi, le problème de l'emploi est vraiment terrible, désespérant..." (26).

On peut affirmer que la formation scolaire incomplète et le manque d'expérience professionnelle sont deux facteurs qui, en se renforçant mutuellement, ont des conséquences négatives au moment de la recherche d'une meilleure situation professionnelle.

L'origine des femmes faisant l'objet de notre étude est essentiellement urbaine (76%), elles proviennent à 58% de la ville de Barranquilla. Les immigrantes sont arrivées très jeunes, dans le cadre d'une migration familiale, de petites villes ou villages de la zone de la Côte atlantique. Pour 40% de ces dernières, après être passées par plusieurs villes de la région, le processus migratoire s'est arrêté à Barranquilla. Pour un certain nombre d'entre elles, avant l'union, le Vénézuéla a été un pôle d'attraction professionnelle important, moins cependant depuis quelques années.

Dans le cadre qui nous occupe, la participation féminine au marché de l'emploi est en relation évidente avec les cycles de la vie familiale. On observe des niveaux élevés de participation au cours des années de célibat (52%), assez bas durant les années d'union (27%), intenses après la séparation (91%). Dans 35% des cas, ce cycle se répète en raison de la reprise d'une union.

La participation professionnelle n'est pas toujours une réaction automatique de la part des femmes séparées. Dans la région de la Côte atlantique se présente un fait peu courant dans d'autres régions de la Colombie: le soutien très large que les femmes reçoivent de leur réseau familial une fois qu'elles sont séparées de leur compagnon. En effet, 76% de ces femmes retournent dans leur famille après la séparation, 56% d'entre elles y restent. D'où le fait que le foyer des femmes séparées comprenne en moyenne 7 personnes et que sa structure soit fondamentalement étendue (27). Ce réseau familial supplée donc aux besoins essentiels d'existence des femmes séparées, leur évitant ainsi de devoir affronter les problèmes propres aux chefs de ménage isolés.

3. Itinéraire professionnel

L'itinéraire professionnel consiste en une interaction de variables concernant la vie personnelle de chaque femme et l'importance que revêt dans son projet de vie sa participation au marché de l'emploi. On a pu observer qu'il n'existe pas un modèle unique de comportement ni une attitude identique face au travail.

Les histoires professionnelles peuvent être classées en quatre types d'itinéraires qui résument et standardisent les comportements et attitudes des femmes séparées des secteurs populaires de Barranquilla.

3.1. Un itinéraire de vie domestique

Dans le cas de ces femmes de faibles ressources et séparées, il est étonnant, mais non improbable, de trouver des personnes qui représentent le modèle bourgeois pur: ce sont des femmes qui, tout au long de leur vie, sont restées confinées au champ d'action domestique. Ce groupe, bien que peu représentatif (9% du total), déclare n'avoir exercé aucune activité professionnelle et, plus encore, ne se considère pas comme sans emploi.

La solidité des réseaux de ces femmes, en particulier du réseau familial, a suppléé à leurs besoins et à ceux des personnes dépendant d'elles, de telle façon qu'elles ne se sont pas vues obligées de chercher un emploi rémunéré. Il s'agit d'un réseau serré d'aide mutuelle où elles remplissent les tâches indispensables à la reproduction des individus qui font partie du ménage, tandis que d'autres personnes se chargent des fonctions concernant les revenus. La rupture conjugale n'a donc pas représenté pour ces femmes un changement de fonctions puisqu'elles ne sont pas devenues chefs de ménage. La place occupée auparavant par le mari est désormais prise par le père ou la mère, un parent ou un enfant adulte:

"...Pour les frais de la maison, c'est mon père qui travaille. Il travaille comme gardien, à la "Patrulla". Mon frère aussi travaille, il est maçon. Maman, elle, reste à la maison. Moi, je n'ai jamais travaillé car ma mère ne m'a jamais laissé travailler..." (28).

Ces femmes n'ont jamais émigré, toute leur vie elles ont vécu à Barranquilla. Leur niveau scolaire est bas (cycle primaire incomplet). Elles se sont mariées plus précocement (à 16 ans) que les autres femmes interrogées, et, dans leur itinéraire de vie, elles sont passées de filles à épouses-mères. Leur unique patron a été leur mari, ce qu'elles ressentent comme une vertu. Le manque total d'expérience hors du foyer les empêche de tenter leur chance sur le marché de l'emploi, car elles sentent que les possibilités de trouver du travail ne sont pas les meilleures pour elles: elles délèguent donc à d'autres, ayant reçu une meilleure formation, le soin de gagner de quoi vivre:

"...Carlos a étudié jusqu'à la 5e, David a été transféré au Lycée Latino-américain avec une bourse d'études et il est allé jusqu'en 3e. A ce moment-là, il m'a dit: Maman, j'arrête les études, il faut que j'aille travailler pour t'aider. Alors, j'ai dit: d'accord, ça marchera mieux pour toi que pour moi. C'est vrai que j'ai de bons fils..." (29).

3.2. Un itinéraire domestique interrompu

Il s'agit ici du groupe le plus représentatif (34%) parmi les femmes interviewées; les caractéristiques les plus intéressantes sont les suivantes: ce sont essentiellement des femmes d'origine urbaine (30), socialisées sur la base des tâches du foyer, soit qu'elles aidaient la mère dans ces tâches, soit qu'elles étaient chargées de s'occuper de leurs frères et soeurs. Nombre d'entre elles proviennent de foyers détruits, elles ont été élevées par un seul de leurs parents, ou dans un foyer de relais, après la mort ou l'abandon d'un des parents ou des deux.

Dans ce groupe on ne trouve pas d'histoire scolaire uniforme, cependant ce sont les niveaux éducatifs bas qui prédominent. Elever ce niveau d'éducation n'est pas un aspect important dans les projets de vie de ces femmes. Ce qui retient notre attention, c'est, dans le cas des femmes ayant réalisé des études plus avancées, le fait que celles-ci n'acquiescent que peu d'importance quant à la situation occupée, au moment de l'interview, sur le marché du travail.

Le projet de vie de ces femmes vise essentiellement la formation d'un foyer. La fonction principale de l'homme est d'apporter les revenus nécessaires au besoin de la cellule familiale, la femme centralisant les tâches relatives à la bonne marche de la maison et à l'éducation des enfants. Dans ce groupe l'union se fait tôt (17 ans). Vilma raconte à ce sujet:

"Quand je suis née, Maman n'a jamais vécu avec lui. Ils sont cousins. Alors, ils...je crois que Maman vivait chez mon grand-père qui était son oncle à lui...alors c'est là que...c'est arrivé, et c'est comme ça que je suis née. J'ai été élevée chez mes grands-parents, jusqu'à ce que Maman se marie. A 16 ans, j'ai eu envie de partir avec lui, alors je suis partie et on m'a mariée. Je suis sortie avec lui et on m'a mariée" (31).

L'itinéraire professionnel définissant ce groupe de femmes est le suivant: l'union et/ou la maternité à un âge précoce les a empêchées d'acquiescent une expérience professionnelle, ce à quoi s'ajoute l'interruption du processus de formation; au moment de se lancer sur l'exigeant marché de l'emploi, elles ont affronté de sérieuses difficultés. La participation de ces femmes au marché de l'emploi peut être considérée comme un accident dans leur itinéraire personnel. Leur première expérience professionnelle est en relation directe avec leur situation de femme séparée. Sonia résume sa vie de la manière suivante:

"J'ai toujours vécu chez ma tante et je l'aidais, c'est elle qui m'a élevée. J'ai étudié jusqu'en cinquième primaire, ici à Barranquilla. Je n'ai jamais dû travailler au-dehors, jusqu'à ce que je me sépare, alors j'ai dû travailler...franchement je ne faisais rien, je devais faire la lessive, repasser, faire un peu de tout...alors j'étais sans travail, je n'avais rien...Mon mari ne s'est plus occupé de moi et n'est plus

revenu à la maison, parfois il venait et me donnait un peu, alors, à partir de ce moment-là, j'ai dû courir après lui pour qu'il accepte de m'aider un peu. Je ne n'étais pas mariée, nous vivions en union libre, mais il a reconnu tous les enfants; j'ai déposé plainte contre lui la première fois, mais...[plus tard] j'ai travaillé dans un restaurant, en fait je ne travaillais pas. j'y suis allée, j'ai lié amitié avec la dame, je l'aidais et elle m'aidait, elle donnait à manger à mes enfants et elle me donnait quelques sous, 200 ou 300 pesos... (32).

Entrer dans le monde du travail est jugé par ces femmes comme un élément de leur malheur personnel, elles accordent donc une faible valorisation au travail féminin hors du foyer. Deux raisons peuvent expliquer ce qui précède: d'une part, elles s'enorgueillissent de ne pas avoir dû travailler puisque leur mari se chargeait des besoins du ménage, quoique le contrôle économique exercé sur elles par le mari les gêne fortement:

"...Il me donnait de l'argent, je devais lui rendre compte des dépenses, à quoi l'argent était passé, et tout le reste" (33).

D'autre part, leurs expériences professionnelles, brèves, fragmentaires, mal rémunérées, n'ont pas été intéressantes.

La moitié de ces femmes ont choisi de construire un nouveau foyer et de se libérer de cette fonction, nouvelle pour elles, de chercher les revenus pour vivre... sans grand succès puisque cette deuxième union n'a pas duré longtemps et a accru leurs responsabilités (d'autres enfants à nourrir). Quel que soit le nombre d'unions, le cycle de participation professionnelle respecte un comportement similaire: ces femmes travaillent quand elles sont seules, elles retrouvent leur rôle de maîtresse de maison quand elles forment une union, elles recherchent du travail quand elles affrontent une nouvelle séparation. Elles survivent grâce au soutien du réseau familial, caractéristique de cette région de la Côte atlantique, et à ce que leur ex-mari accepte de leur donner. 73% d'entre elles sont de fait sans emploi et préfèrent continuer à adopter le statut de femmes sans protection pour pouvoir réclamer davantage de soutien de la part du père de leurs enfants. On observe également que si ces femmes avaient vécu de meilleures expériences professionnelles et obtenu une rémunération plus équitable lors de celles-ci, elles ne se seraient pas résignées à cette situation de "personnes entretenues".

3.3. Un itinéraire professionnel interrompu

Ce groupe représente 30% des femmes interviewées. Il se compose de personnes plus jeunes que celles du deuxième groupe et l'itinéraire professionnel est ici plus complexe. Bien que ce soit le modèle de la femme mariée étroitement

attachée au foyer qui prévaut ici, les membres de ce groupe se différencient du précédent par leur participation professionnelle avant l'union et, en général, par de meilleures perspectives sur le marché de l'emploi lorsqu'ils sont obligés de chercher du travail.

Comme celles du groupe 2, les femmes ont été socialisées en milieu urbain selon les modèles de division des rôles masculins et féminins. Cependant, elles ne se sont pas vues forcées de quitter la maison aussi tôt et l'ont fait en moyenne quatre ans plus tard que les membres du groupe 2. Au cours de ces années, elles ont pu accéder à un niveau scolaire plus élevé: toutes ont terminé le cycle des études primaires et ont accompli au moins la moitié du cycle secondaire.

Outre cette formation plus avancée, toutes ont vécu une expérience professionnelle avant l'union. Elles ont interrompu cette activité professionnelle tant qu'elles ont vécu en ménage et, après la rupture, se sont mieux réintégrées au marché du travail.

Cette interruption du travail professionnel durant la période d'union résulte, selon certaines de ces femmes, des exigences du mari. Il semble que les hommes craignent de perdre leur souveraineté absolue sur le ménage et acceptent mal une épouse apportant des revenus. D'autres craindraient de perdre leur femme et leur jalousie contraint celle-ci à abandonner leur emploi. C'est notamment le cas de Yamile:

"...J'ai travaillé à [nom de l'entreprise] 6 ans, j'ai laissé tomber parce qu'il m'ennuyait tout le temps à propos du directeur, selon lui le directeur me draguait. Alors, il m'ennuyait tout le temps avec ça et il était jaloux du directeur, alors j'ai abandonné mon emploi, surtout pour éviter tous ces problèmes et cette affaire, mais si j'avais imaginé qu'il allait me laisser tomber comme ça [elle se réfère au mari qui, après 3 ans de vie commune, l'a abandonnée pour une autre femme], je n'aurais pas quitté l'entreprise, je serais encore en train d'y travailler" (34).

La plupart de ces femmes quittent leur emploi pour se consacrer au soin des enfants et s'acquitter des rôles intériorisés de "bonne épouse".

La valorisation par le travail vient plus tard, dans de nombreux cas, quand, une fois séparées, ces femmes affrontent la difficile recherche d'un bon emploi. Beaucoup regrettent alors d'avoir interrompu leur activité professionnelle durant la période de vie commune. Nous avons déjà rapporté à ce sujet les paroles de Yamile, confirmées par celles de Ludy:

"Donc, quand je vivais avec lui, je n'avais pas à travailler, je n'ai jamais travaillé nulle part, je ne manquais de rien à la maison. Alors...après qu'on se soit séparés, alors là oui, j'ai commencé à souffrir parce que...c'est-à-dire que...alors,

j'ai dû passer tout mon temps à travailler et travailler, supporter tout pour mes gosses...je ne suis pas restée à rien faire, je ne suis pas du genre à attendre les bras croisés. J'ai commencé à travailler, mais ce n'était plus pareil parce que je ne savais pas comment...je ne pouvais pas m'occuper de mes enfants. Alors, comme ça, je me suis mise à travailler dur, c'est à ce moment-là qu'on se rend compte si on a bien agi ou non, alors j'ai rencontré un monsieur qui avait un restaurant, il m'a proposé de travailler pour lui, non? J'ai travaillé pour lui 6 ou 7 ans...depuis lors jusqu'à aujourd'hui je n'ai pas cessé de travailler. Je n'aime pas ça, mais c'est ma vie et je ne veux dépendre de personne, de moi seule, parce que si demain ou plus tard j'ai des problèmes, j'ai de quoi m'en sortir...c'est pour ça que je n'ai pas laissé tomber le travail, cette fois-ci non" (36).

Les taux de chômage sont encore élevés dans ce groupe (42%), mais nettement moins que dans les précédents. Les chômeuses subsistent grâce à une aide volontaire apportée par le père des enfants (36). La stratégie de récidence matrimoniale est peu fréquente chez ces femmes.

3.4 Un itinéraire de vie professionnelle

Ce quatrième groupe de femmes diffère fondamentalement des autres par l'attitude face au travail féminin hors de la maison et par l'importance que revêt pour elles l'indépendance provenant du salaire.

Ce groupe représente 27% des femmes interviewées et montre deux éléments fondamentaux communs: l'inexistence et/ou la faiblesse des réseaux familiaux et l'interférence réduite du cycle familial dans la participation à l'emploi.

On note chez ces femmes la faible fonctionnalité des réseaux familiaux au moment de résoudre un problème, ce qui s'explique de deux manières. En premier lieu, 44% d'entre elles sont des immigrantes individuelles qui ont laissé leur famille d'origine dans d'autres régions du pays. Beaucoup ont commencé leur itinéraire professionnel comme ouvrières domestiques. Elles n'ont pas de famille à Barranquilla et dans les moments de crise, notamment lors de la rupture conjugale, elles n'avaient personne à qui recourir. D'où le fait que leur indépendance économique soit devenue une composante essentielle de leur projet de vie.

Au sujet des immigrantes d'origine rurale, il est important d'expliquer le caractère quasi ininterrompu de leur itinéraire professionnel: le fait d'avoir été socialisées dans une région rurale, où il n'y a pas de séparation nette entre le domaine domestique et celui de la production, et d'avoir réalisé des tâches de production

depuis la tendre enfance a profondément influencé le projet de vie de ces femmes. A ce sujet, Maria Mélida explique:

"Nous, on travaillait dans une compagnie du tabac, les quatre aînés nous faisons vivre la famille; moi j'ai commencé à travailler pour cette compagnie quand j'avais 10 ans, je devais enlever les fils et préparer le tabac, pendant que je travaillais, Maman cousait à la maison, elle nous apprenait, je travaillais tous les jours jusqu'au samedi, le dimanche on se reposait, Maman nous emmenait promener; jamais chez nous on est allés dormir sans manger... Quand je suis arrivée à Barranquilla, j'avais 14 ans, vous comprenez, je suis venue ici parce que le petit salaire que je gagnais ne suffisait plus pour aider Maman. La patronne me payait bien et j'envoyais chaque mois un chèque à Maman... après j'ai commencé à travailler dans une cordonnerie tout près d'ici, et j'y ai travaillé six ans en tout..." (37).

Ce modèle de comportement est commun à toutes les immigrantes, de telle sorte que même le taux élevé de chômage à Barranquilla ne les a pas arrêtées: ne trouvant pas d'emploi dans cette ville, elles sont parties vers le Vénézuéla, l'île de San Andrés, le département de la Guajira, etc, en quête de meilleures opportunités.

Les autres membres de ce groupe (56%) sont des originaires de la ville qui, pour différentes raisons, font partie de réseaux familiaux peu serrés ou conflictuels (38), sur lesquels elles n'ont jamais vraiment compté et desquels elles ont été forcées très jeunes à ne pas dépendre: de là le fait qu'elles aient réalisé une carrière professionnelle durable et quasiment ininterrompue. Si elles sont en rapport avec un ou l'autre parent, celui-ci représente, plutôt qu'un appui, une charge de plus.

Mais nous ne pouvons réduire l'explication de la participation élevée de ce groupe à la faiblesse des réseaux. Ce groupe inclut plusieurs femmes présentant une carrière professionnelle plus réussie par rapport à celle des autres : ce sont des ouvrières qui, dès leur entrée sur le marché de l'emploi, ont obtenu un bon salaire; celui-ci leur a procuré la possibilité de renoncer à la vie conjugale quand elle est devenue insatisfaisante:

"Après la naissance de l'enfant, plus ou moins 6 mois après la naissance, il a commencé à tourner mal, à ne plus faire attention à mes conseils, ils croient toujours qu'on cherche à les dominer quand on leur dit non, regarde, ne fais pas ça, regarde, moi j'étudie, moi je travaille...Moi ce que je veux, c'est vivre assez bien, avoir mes meubles, ce n'est pas que je veux le luxe non, mais avoir un toit, avoir à manger, que rien ne manque, si l'enfant tombe malade avoir un médicament sous la main, et justement si je travaille c'est pour ne manquer de rien. Je ne travaille pas pour moi seule, mais vous savez, quand l'homme est jeune...et quand il aime bien le rhum..." (39).

Dans le cas de Maria del Carmen, une carrière professionnelle réussie est devenue une source de conflits avec le mari; elle explique ainsi les antécédents de la séparation:

"Je travaillais aussi, oui j'ai toujours travaillé, je n'ai jamais accepté que les autres me dominant...comme ça, si j'avais besoin de quelque chose je pouvais me le payer avec ce que je gagnais. Si lui se chargeait des dépenses de la maison, c'était pour les enfants, pour la famille ici, mais moi par exemple si j'avais besoin d'un rouge à lèvres, d'un vernis à ongles, d'une crème, ça je le payais moi-même avec ce que je gagnais...J'ai commencé à travailler dans une grande entreprise, j'ai commencé comme ouvrière et à partir de là, j'ai obtenu de l'avancement, c'était une fabrique de chaussures [nom de l'entreprise]. Alors quand il a vu que mon salaire n'était pas celui d'une ouvrière, que c'était plus, que j'avais une meilleure position, et qu'à partir de cette position, j'avais d'autres aspirations..." (40).

Il est important de préciser que, si certaines histoires professionnelles de ce groupe font état d'interruption, d'instabilité, de chômage, il s'agit, par rapport aux groupes précédents, de faits peu significatifs temporellement et qui n'ont pas réduit la capacité d'obtenir des revenus:

"...à ce moment-là je ne travaillais pas, mais je n'ai jamais cessé de vendre certaines choses, je me renseignais pour savoir qui partait par exemple aux Etats-Unis, à Panama, à Maicao, je leur achetais certaines choses à leur retour, avec l'argent qu'il m'envoyait, et ce que je gagnais je le gardais, j'ai toujours été économe..." (41).

Marlène a été ouvrière textile pendant plus de 15 ans et il lui a fallu vivre les licenciements massifs dans cette industrie. Il y a deux ans qu'elle est au chômage. Il lui a fallu vendre la maison et accepter de travailler comme femme de ménage:

"Donc j'ai travaillé à [nom de l'entreprise]. J'avais un emploi stable. J'ai dû arrêter parce que...euh...on nous a mis à la porte parce que...il n'y avait plus de textiles, alors on a licencié une partie du personnel, et on a fermé la fabrique. On l'a rouverte, mais à ce moment-là ils ne m'ont pas appelé. Je n'y suis pas allée parce quand j'ai su qu'ils avaient rouvert, ils avaient déjà engagé tout le personnel, alors j'ai perdu l'occasion. Non, je n'ai pas repris le travail...parfois je fais des lessives et je repasse, mais vous savez que ça ne rapporte pas grand-chose...J'ai déjà tout dépensé [l'argent provenant de la vente de la maison], oui, Madame, et avec ça j'ai payé l'école des gosses, j'ai acheté les livres, les habits pour décembre qu'ils me demandaient...Voilà ce que j'ai fait. Je me suis occupée d'eux...En ce moment, je...je fais le ménage pour une famille, la lessive, le repassage, mais ce qu'ils paient ne suffit pas..." (42).

Le chômage concerne tous les groupes de femmes, quelle que soit leur expérience professionnelle; cependant, c'est dans ce groupe que le pourcentage est le plus bas (22%).

Ce n'est pas seulement grâce à leur expérience professionnelle que ces femmes ont pu mieux se situer sur le marché de l'emploi, elles recourent également à de multiples stratégies pour éviter le chômage. Comme on l'a fait remarquer plus haut, dans ce groupe on retrouve les femmes les plus mobiles sur le plan géographique. La plupart d'entre elles se déplacent d'un endroit à l'autre, en fonction des variations du marché de l'emploi. Julia, par exemple, originaire de Monteria, a vécu et travaillé à Magangué, San Andrés, El Cerrejon:

"En ce moment je ne travaille pas, mais dès que je pourrai, je m'en irai...Ici à Barranquilla, ça ne marche pas pour moi, je n'ai jamais pu travailler ici, jamais un bon boulot, par contre à la Guajira, j'ai eu un bon emploi, je gagnais assez bien; je ne pars pas avec l'enfant parce que je n'aime pas l'eau, les moustiques et tout le reste pour lui là-bas, chaque fois que je pars je le laisse ici..." (43).

4. Conclusions

L'existence d'un modèle idéal et l'intériorisation de celui-ci comme composantes du projet de vie des femmes dépendent, comme on l'a vu, de multiples facteurs. Il est clair que, dans les secteurs populaires, la participation des femmes au marché du travail répond aux exigences de la survie familiale. Les salaires individuels peu élevés requièrent la présence de plusieurs personnes apportant des revenus; ce à quoi il faut ajouter la forte instabilité de l'emploi et le manque de responsabilité des hommes en ce qui concerne leurs obligations envers leurs enfants.

La participation professionnelle est secondaire, dans la plupart des cas, face à un projet de vie basé sur le foyer, l'accomplissement des fonctions de fille, d'épouse, de mère. L'intériorisation du modèle situant la femme dans la sphère domestique résulte du processus de socialisation de l'image de la femme et de l'homme qu'il projette, de la fonction que, dans la société actuelle, remplit le travail domestique subventionnant une grande part du coût de reproduction de la main-d'oeuvre.

L'itinéraire professionnel des femmes des secteurs populaires et les périodes où celles-ci s'intègrent au marché du travail sont en relation très étroite avec le cycle domestique. La participation professionnelle antérieure à l'union dépend de l'âge de la maternité. Durant la vie commune, le contrôle exercé par le mari et la charge domestique liée à l'éducation des enfants limitent les possibilités des

femmes de trouver un emploi hors de la maison. Le cycle de participation atteint son niveau le plus élevé après la rupture conjugale. Cependant, le souhait et la nécessité de trouver un travail bien rémunéré sont affectés par les conditions peu favorables du marché de l'emploi. Le manque d'expérience professionnelle, dans certains cas, ou la faible continuité, dans d'autres, réduisent les chances des femmes en ce domaine. L'âge également conduit à des conséquences de ce type. A tous ces facteurs, il faut encore ajouter la formation déficiente fournie par le système éducatif. Il en résulte que le seul espace qui s'ouvre à ces femmes sur le marché du travail soit le service domestique, caractérisé par un système d'embauche et de rémunération arbitraire.

La participation des femmes à l'emploi résulte de l'évaluation subjective du rapport entre l'effort exigé et les bénéfices obtenus; en d'autres termes, la participation est plus forte quand le caractère positif relatif au salaire compense la surcharge d'une double journée de travail. On a remarqué qu'un itinéraire professionnel réussi, joint à un bon salaire et à une amélioration substantielle du niveau de vie, entraîne chez la femme une valorisation élevée de sa participation au monde du travail. Inversement, de mauvaises conditions professionnelles additionnées à une charge domestique pesante provoquent le refus explicite de se surcharger de travail.

Bien que nous ayons observé cette relation directe entre une expérience professionnelle réussie et la valorisation du travail à l'extérieur, ce qui attire l'attention c'est l'importance que revêt dans l'itinéraire professionnel la qualité du réseau familial. Plus le réseau est solidaire et solide, moindre est la participation féminine à l'emploi. Greffée sur les conditions du marché du travail féminin, la participation de la femme ne se réalise que lorsque les conditions matérielles l'exigent.

Ce modèle se perpétuera tant que prévaudront les mauvaises conditions d'emploi pour les femmes. Tant que les activités professionnelles qu'elles exercent resteront marginales dans la législation du travail, avec des salaires bas, inférieurs au salaire minimum, sans sécurité sociale, les femmes continueront à préférer rester à la maison...restant ainsi à la merci d'une éventuelle bonne relation conjugale et/ou sous le contrôle du réseau familial.

(Traduction G.-M.Lizoir)

NOTES

- * Anthropologue, Master en sociologie rurale, Enseignant-chercheur à l'Université Externado de Colombia.
- 1. BERTAUX-WIAME Isabelle, "Les pratiques quotidiennes des femmes sont-elles productrices d'histoire?" in: FRITSCH P., Le Sens de l'ordinaire, Editions du CNRS, Paris, 1983.
- 2. Nous avons travaillé avec des femmes ayant rompu une union libre ou légalement constituée. Nous avons sélectionné celles séparées pendant 1 à 10 ans, sans tenir compte du fait qu'à l'époque de l'interview, certaines vivaient de nouveau en ménage. La séparation conjugale est un phénomène courant en Colombie, la Côte atlantique étant la région qui présente les pourcentages les plus élevés: 35% des femmes ayant vécu en ménage se sont séparées au moins une fois de leur compagnon. D'autre part, les pourcentages les plus hauts de femmes séparées correspondent aux couches pauvres de la population.
- 3. Aux fins d'une application différentielle des tarifs des services publics, dans chaque ville le Bureau du Plan a classé les quartiers selon une échelle socio-économique. Cette stratification est élaborée en fonction d'une série de variables, parmi lesquelles, outre les revenus du ménage, on accorde une grande importance au type de logement et à la couverture des services publics.
- 4. Notre travail, réalisé en 1989, fait partie d'une étude plus vaste visant à analyser les relations sociales (ou réseaux sociaux) des familles, en particulier durant le processus de reconstruction de l'unité, après une séparation. Cette étude est financée par la Fondation Ford et l'Université "Externado de Colombia".
- 5. L'âge des femmes interrogées va de 17 à 44 ans.
- 6. SEGALEN M., Historical Anthropology of the family, Cambridge, Cambridge University Press, 1986.
- 7. SEGALEN M., "La Revolución industrial: del proletariado al burgués", in: BURGUIERE A. (et al.), Historia de la familia, tome 2, Alianza Editorial, 1988, p. 409.

8. L'omission de ces tâches est généralisée; leur existence n'a pu être détectée que grâce à l'importance accordée par cette étude aux bases de la réciprocité des réseaux familiaux et primaires. Soulignons également que ces tâches, si elles n'entraient pas dans le cadre de la réciprocité des réseaux, seraient rétribuées en argent.
9. Barranquilla, Récit de vie No. B26.
10. Barranquilla est le principal pôle d'attraction de la Côte atlantique. En 1951, le solde migratoire positif net était de 72.849 personnes (17%), en 1964 de 109.673 (15%), et en 1973 de 149.159. CASAS CASTAÑEDA F. et URIBE ECHEVERRIA F., El proceso de urbanización en la Costa Atlántica, Universidad de los Andes, CIDER, Bogota, 1985, p.99.
11. Durant les années 80, le taux moyen de croissance du PIB a été de 3.5%.
12. Barranquilla, Récit de vie No. B25.
13. Barranquilla, Récit de vie No. B21.
14. Barranquilla, Récit de vie No. B31.
15. DANE, Enquête Ménages, 24.9.1979.
16. DANE, Moyenne établie à partir des enquêtes dans les ménages 1988. Le taux de chômage féminin était de 14.2%.
17. Barranquilla, Récit de vie No. B29. Auparavant, Gladys avait retracé ses expériences d'émigrante clandestine et les mauvais traitements que subissent les Colombiens au Vénézuéla.
18. Barranquilla, Récit de vie No. B25.
19. Au moment de l'interview, le salaire minimum était de 32.100 pesos, auquel s'ajoutait une prime de transport de 3.073 pesos (actuellement 1 FF vaut autour de 110 pesos).
20. Barranquilla, Récit de vie No. B7.
21. Barranquilla, Récit de vie No. B8.
22. Barranquilla, Récit de vie No. B25.

23. Barranquilla, Récit de vie No. B40.
24. La moyenne d'âge au moment de l'union est de 19 ans, cependant le plus grand nombre d'unions ont lieu à l'âge de 17 ans.
25. Le système éducatif colombien accorde la priorité à la formation académique (générale) de base plutôt qu'au développement des habiletés et talents; il ne prépare pas une main-d'oeuvre adaptée aux exigences du monde actuel. Il s'agit donc d'une éducation préparant l'élève à une carrière universitaire et ne formant pas des travailleurs pour des secteurs spécialisés.
26. Barranquilla, Histoire de vie No. B19.
27. A peine 20% des foyers de femmes séparées sont nucléaires. Le pourcentage le plus élevé (69%) concerne des foyers complexes, des groupes domestiques formés par diverses personnes qu'unissent des liens de parenté ou d'alliance. Les foyers composés de personnes unies par des relations d'amitié ne représentent que 8%.
28. Barranquilla, Récit de vie No. B12.
29. Barranquilla, Récit de vie No. B14.
30. Certaines de ces femmes sont nées à la campagne; cependant elles ont émigré à Barranquilla au cours de leur enfance, en compagnie du groupe familial. Leurs modèles de socialisation s'inscrivent donc dans la séparation des rôles urbains.
31. Barranquilla, Récit de vie No. B32.
32. Barranquilla, Récit de vie No. B15.
33. Barranquilla, Récit de vie No. B7.
34. Barranquilla, Récit de vie No. B26.
35. Barranquilla, Récit de vie No. B23.
36. La portée de la législation sur la paternité responsable est très limitée; les hommes éludent facilement leur responsabilité. En outre, les femmes ne

recourent à cette solution légale que dans des cas extrêmes; elles ont remarqué qu'elles obtiennent de meilleurs résultats par une solution "à l'amiable".

37. Barranquilla, Récit de vie No. B21. L'itinéraire professionnel de Maria Mélida se poursuit alors et n'est interrompu que le temps d'une première et brève union, au cours de laquelle le mari refuse de la laisser travailler (elle s'arrange pourtant pour se procurer des revenus supplémentaires). Depuis la séparation et durant une seconde union, elle n'a pas cessé de travailler, bien qu'elle soit analphabète et qu'elle ait vécu diverses expériences professionnelles négatives.
38. L'absence de réseaux peut s'expliquer par le fait soit d'être orpheline, soit d'avoir été élevée par la marâtre. La situation la plus courante étant qu'en cas de séparation c'est la mère qui se charge des enfants, il arrive aussi que ce soit le père: les conflits avec la marâtre sont, dans ce cas, chose commune. Un exemple: "...il m'a amenée à Barranquilla...à cette époque-là il était déjà remarié, il m'a emmené vivre avec cette femme, mais tu sais bien qu'avec la marâtre on a toujours des problèmes...j'en veux aussi à mon père parce qu'il avait de l'argent, assez pour payer des études à mes autres frères et soeurs qu'il a eus avec sa deuxième femme...à moi il n'a pas voulu me payer les études, j'ai dû aller travailler..." Barranquilla, Récit de vie No. B16.
39. Barranquilla, Récit de vie No. B33. María n'arrivant plus à supporter l'irresponsabilité de son mari, un jour elle le met à la porte de la maison.
40. Barranquilla, Récit de vie No. B22.
41. Briseida était secrétaire au moment de l'union; abandonner son emploi a représenté pour elle une interruption dans sa carrière professionnelle; cependant, grâce à ses activités commerciales indépendantes, elle a toujours pu garder une source de revenus. Barranquilla, Récit de vie No. B16.
42. Barranquilla, Récit de vie No. B37.
43. Barranquilla, Récit de vie No. B18.

MICRO-ENTREPRISE ET TRAVAIL FAMILIAL

Ernesto PARRA E. (1)

Cet article regroupe certaines conclusions d'un travail de recherche intitulé "Le rôle de la famille dans la micro-entreprise", s'appuyant sur une compilation de mémoires de fin d'études de la Faculté de Travail Social de l'"Universidad Externado de Colombia". Ce travail a été réalisé en 1986 auprès d'un échantillon de mille micro-entreprises de Bogota provenant de dix secteurs différents de production. Elles ont été choisies de manière aléatoire à partir d'une liste fournie par onze instituts chargés de soutenir les micro-entreprises urbaines.

INTRODUCTION

Depuis une dizaine d'années, les pays en voie de développement, plus précisément les pays à revenu intermédiaire, tels que ceux d'Amérique latine, redécouvrent que la production à petite échelle est un élément essentiel pour leur développement socio-économique. En effet, ils commencent à prendre conscience que l'entreprise de taille réduite, ou la micro-entreprise comme on l'appelle un peu partout, est un instrument indispensable de création d'emplois et de revenus pour les couches populaires .

Il y a encore quelques années, la conviction que dans ces pays le développement de l'entreprise industrielle nationale moderne (petite, moyenne mais surtout grande) parviendrait à court terme à absorber la main d'oeuvre, prédominait dans les milieux universitaires et parmi les planificateurs de politique économique. Mais les choses évoluèrent différemment. Ralentie dans son processus d'expansion par la baisse de la demande et contrainte par la concurrence à augmenter progressivement son capital, l'entreprise moderne, surtout industrielle, a perdu sa dynamique de création d'emplois. Elle est même arrivée à un stade où l'emploi industriel recule en termes absolus, ou bien croît à un rythme inférieur à celui de la population active.

Cependant, ce phénomène s'est accompagné dans les couches populaires de la recherche d'un emploi permettant d'assurer un revenu à leur famille. Elles ont donc eu recours à des formes de production qui ont toujours existé. C'est ainsi que se sont mises à proliférer avec une incroyable rapidité les petites unités

économiques de moins de dix employés. Ce qui les caractérise, c'est l'absence de séparation entre le travail et le capital, de division technique poussée du travail, et la relative importance des outils traditionnels par rapport aux machines. Ces unités, ou micro-entreprises, foisonnent dans des secteurs de la production, tels que le prêt-à-porter, la chaussure, la maroquinerie, la charpente, l'ébénisterie, la petite métallurgie de transformation, l'alimentation, les réparations électriques et automobiles.

En Colombie, pays à revenu intermédiaire parmi les pays d'Amérique latine, 56 % de la population active était employée et rémunérée par les micro-entreprises en 1989 (2).

Mais le rôle socio économique de la micro-entreprise ne se limite pas à une simple création d'emplois et de revenus. Son apport dans le PNB n'est pas moins important, surtout dans le secteur de la production des biens de consommation de masse, ou plus précisément populaire (les dits "biens-salaires"). Dans ce secteur, la participation des micro-entreprises atteint 50 % environ et pour certains biens comme le prêt-à-porter ou la chaussure 70 % (3).

Traditionnellement, on estime que les micro-entreprises sont des unités économiques éminemment familiales. C'est d'ailleurs ainsi que les définissent certains auteurs, sans que les chercheurs n'aient au préalable consacré suffisamment de temps et d'énergie à vérifier cette affirmation, malgré les conséquences qu'elle peut avoir. Il est indéniable que l'évaluation de la micro-entreprise dépend en grande partie de cette caractéristique, notamment en ce qui concerne l'emploi, le salaire, la sécurité sociale. Si la micro-entreprise est une unité économique au sein de laquelle les différents membres de la famille contribuent en travail au revenu familial qui les fait vivre et leur procure les principaux facteurs de sécurité, il n'est pas indispensable de s'interroger sur la nature de l'emploi, sur le niveau du salaire individuel et sur un éventuel rattachement à une sécurité sociale.

En d'autres termes, si la micro-entreprise est exclusivement familiale, sa croissance comme entreprise au sens strict est peu probable et, par conséquent, son potentiel en tant qu'instrument de développement, dans une vision globale, est fortement remis en question. En revanche, s'il est prouvé que dans sa dynamique de développement la micro-entreprise finit pas perdre son caractère familial, il est évident que sa nature d'entreprise et son potentiel s'affirment, et que des questions relatives à la création d'emplois et de salaires ainsi qu'au niveau et à la qualité de ces derniers, reprennent tout leur sens.

Dans les pages qui suivent, nous nous efforcerons, en nous appuyant sur une étude empirique, d'éclaircir cette problématique. A partir d'une estimation de la participation des membres de la famille du micro-entrepreneur dans l'unité économique et de l'analyse des types de contrats, des salaires, et en général des conditions de travail, nous tâcherons de savoir jusqu'à quel point une micro-entreprise peut être taxée d'unité familiale. De même, nous mettrons en évidence les conséquences que le caractère plus ou moins familial de l'entreprise peut avoir sur le travail des employés. Enfin, en ayant pour objectif leur amélioration, nous chercherons à définir des critères d'évaluation des programmes de développement des micro-entreprises.

I - ROLE DE LA FAMILLE DANS LA MICRO-ENTREPRISE

Au moment de cette étude (1986), la participation de la famille dans la micro-entreprise était manifeste dans sept secteurs d'activité différents. Elle représentait 46,4 % en serrurerie ; 42,4 % en maroquinerie (cuir à l'exception de la chaussure) ; 14,1 % en chaussure ; 21,6 % en ébénisterie ; 31 % en réparation automobile ; 14,3 % en réparation électroménagère ; 26 % en typographie. Et pour l'ensemble de l'échantillon cette participation représentait 26,6 %. On pourrait affirmer, à la lumière de ces données, que la micro-entreprise n'est pas une unité éminemment familiale, mais plutôt que, au sein de celle-ci, le travail familial occupe un rôle important différent de celui qu'il tient habituellement dans l'entreprise moderne, y compris dans la petite entreprise industrielle.

Entre 1981 et 1986 on remarque l'évolution suivante : dans la maroquinerie, la participation de la famille sur le total des employés est passée de 50 % à 42,4% ; dans la chaussure, de 23 % à 14,1 % ; dans l'ébénisterie de 45,6 % à 21,6 % ; dans la serrurerie de 45 % à 46,4 % ; dans la réparation automobile de 35 % à 31 % ; dans la réparation électroménagère, de 15,7 % à 14,3 % ; dans la typographie, de 35 % à 26 %. La majorité de ces chiffres indiquent donc une tendance nette et homogène à la diminution du travail de la famille. En d'autres termes, ils prouvent que dans sa dynamique de développement, la micro-entreprise passe, au cours de son existence, de l'étape d'unité familiale à l'étape d'unité économique moderne.

S'il est vrai que dans certaines branches d'activité (cuir à l'exception de la chaussure, serrurerie, typographie), la participation de la famille nucléaire est plus importante, dans d'autres (chaussure, ébénisterie), c'est la famille élargie qui domine. On ne peut donc pas affirmer l'existence d'une nette tendance dans cette direction. Le lien entre le micro-entrepreneur et sa famille semble donc être le plus courant. La famille réunit les proches parents et les parents en ligne directe,

comme l'atteste le nombre élevé de cas dans lesquels intervient la famille étendue (4).

II - COMPARAISON DES CONDITIONS DE TRAVAIL

La comparaison des conditions de travail des membres de la famille et de celles des autres employés peut-être formulée dans les termes suivants :

a - Dans les secteurs analysés il n'existe pas de différence entre les deux groupes quant au type de contrats qui se présentent presque toujours sous une forme verbale et par journée de travail.

b - Il existe des différences salariales, non pas entre les niveaux de salaires qui sont identiques pour chacun des deux groupes, mais plutôt dans la présence relativement fréquente de membres de la famille non rémunérés.

c - Les rares cas d'affiliation à la sécurité sociale ne concernent jamais la famille.

d - Quant à la nature du travail et aux responsabilités dans l'entreprise, la famille occupe souvent des postes administratifs, ce qui n'est presque jamais le cas des autres employés.

e - Les membres de la famille ont en général un poste permanent, alors que l'emploi temporaire est plus fréquent dans la deuxième catégorie d'employés. Cependant la stabilité des premiers n'implique pas toujours un salaire ni même des revenus supérieurs à ceux que perçoivent les employés temporaires.

Le niveau de scolarité dans les micro-entreprises est digne d'intérêt. En effet, il est de toute évidence plus élevé chez les membres de la famille, au point que la quasi-totalité des employés qui ont une formation universitaire ou continue ont un degré de parenté avec le directeur. Cela se traduit pour eux par un salaire plus important, de telle sorte que la rémunération de la famille est plutôt déterminée par le niveau de scolarité que par le lien de parenté. Tout cela est bien évidemment lié à l'âge ; les membres qui ne perçoivent pas de rémunération sont presque tous mineurs et ceux qui ont le plus haut degré d'éducation reçoivent les salaires les plus élevés.

III - UNE TENTATIVE D'INTERPRETATION

Le fait que la participation de la famille dans la micro-entreprise ne soit pas aussi forte qu'on l'estimait et la diminution dans le temps de sa relative importance constituent des preuves du processus d'insertion de la micro-entreprise dans la

dynamique de l'économie capitaliste, de son entrée progressive sur le marché accompagnée d'un début de consolidation.

La rentabilité, principe directeur de l'activité de l'entreprise, exige que la main d'oeuvre soit embauchée en fonction de sa productivité (dans laquelle entrent en jeu le niveau de qualification et l'adresse dans le travail) et réfute la tendance qui consiste à privilégier le recrutement pour des motifs autres que ceux-ci, tels que les liens de parenté. Au fur et à mesure que l'entreprise se développe, sa demande en main d'oeuvre qualifiée s'accroît proportionnellement car croissance dans la micro-entreprise est synonyme, dans 99 % des cas, de technicité à travers l'acquisition de machines simples mais modernes, qui requièrent de la qualification. La croissance implique un développement du marché qui exige non seulement une augmentation de la production mais également une amélioration de la qualité des produits et une modernisation de leur présentation qui, à nouveau, exigent un personnel qualifié.

Tout semble indiquer que la dynamique interne de la micro-entreprise est une dynamique de développement qui la rapproche, ne serait-ce que progressivement, de l'entreprise capitaliste courante. Il s'agit en effet d'une dynamique d'insertion sur le marché capitaliste, qui impose ses critères de qualité et de présentation et cherche à rompre avec les marchés, retenus entre les mains d'une communauté ou d'un quartier et toujours dominés par des relations personnelles. La micro-entreprise, en rentrant sur le marché et en consolidant son image d'entreprise, s'éloigne de la famille ; mieux encore, elle rejette les liens familiaux qui, en tant que tels, sont contraires à la logique de productivité et de rentabilité.

Cette récente tendance ne donne des résultats qu'au bout de plusieurs années d'efforts. Pendant longtemps, la micro-entreprise conserve ses caractéristiques artisanales, parmi lesquelles figure l'insertion de l'entreprise dans la famille ou, au contraire, l'insertion de la famille dans l'entreprise. Il s'agit là d'une logique de survie, et non de rentabilité ou d'accumulation, dans laquelle le directeur structure le travail familial et le maintient conformément à cette logique.

A partir d'un tel raisonnement, il est possible de fournir une explication qui, à première vue, peut sembler constituer une alternative, mais qui en réalité est complémentaire au processus de diminution dans le temps du rôle de la famille dans la micro-entreprise. Les parents s'en retirent ou cessent d'y rechercher un emploi pour deux raisons. D'une part, à cause du traitement discriminatoire dont ils sont souvent l'objet et, d'autre part, parce que le salaire qu'ils reçoivent ne leur permet pas de satisfaire leurs besoins individuels, ce qui les pousse à changer de travail et à trouver de nouvelles sources de revenu.

Les micro-entrepreneurs reconnaissent en général que, s'ils ne pouvaient pas compter sur l'aide de la famille, ils seraient obligés d'embaucher du personnel externe à un salaire de marché. Cependant, comme nous l'avons déjà remarqué, dans la plupart des cas, la famille n'est pas rémunérée ou bien reçoit un salaire en nature. Cette contradiction fait penser que les rapports entre le dirigeant et sa famille sont souvent perçus comme un engagement familial plutôt que comme une véritable relation de travail. Et ce, en dépit du fait que leur tâche et leur temps de travail ne diffèrent en rien de ceux des autres employés, exception faite du cas des membres de la famille dont les activités administratives leur assurent en général un salaire supérieur à celui réservé aux occupations manuelles.

La gestion nettement informelle qui découle des relations de travail entre les membres d'une même famille agit au détriment du revenu familial perçu par le micro-entrepreneur. En effet, cette force de travail qui n'est pas ou peu rémunérée pourrait augmenter ce revenu si elle avait un emploi ailleurs. De plus, il n'est pas prouvé que la faible ou inexistante rémunération de la famille gonfle considérablement le revenu du micro-entrepreneur.

A partir de ce qui vient d'être dit nous pourrions poser l'hypothèse suivante: le travail de la famille - non rémunéré ou sous-rémunéré - subventionne la micro-entreprise en ce que de toute évidence la valeur qu'apporte cette force de travail est transférée vers d'autres groupes socio-économiques, essentiellement les unités intermédiaires de matières premières et de produits finis, soit en assurant un rôle interne qui aide à couvrir les frais de l'entreprise, soit en étant progressivement capitalisée dans l'unité économique.

Nous pourrions également mener, en termes de valeur, une réflexion pertinente sur les micro-entreprises appelées à se multiplier. Il est de notoriété, conformément à la théorie marxiste, que la valeur de la force de travail est donnée par le temps socialement nécessaire à sa production et à sa reproduction. Ce qui veut dire que, non seulement il faut garantir les moyens de survie permettant d'assurer à leur tour l'existence de l'ouvrier, mais qu'également cette condition implique que la famille de celui-ci soit considérée comme un tout. Ce n'est que de cette manière que peut être assurée la reproduction permanente de la force de travail.

Par conséquent, il incombe au chef de famille de garantir à l'unité familiale un revenu suffisant de survie. C'est pour cette raison que la progression du capitalisme, avec l'incorporation des membres d'une même famille à la production, entraîne une chute de la valeur de la force de travail. "Les machines, en attirant sur le marché du travail tous les membres d'une famille ouvrière, ont

redistribué à chacun d'entre eux la valeur de la force de travail du chef de famille. Elles ne font donc que déprécier la force de l'individu" (5).

Cela ne veut certes pas dire, qu'en termes de salaire individuel, la rémunération par nouveau membre de la famille lié à la production, soit inférieure. Mais désormais, le revenu familial nécessaire provient du travail de différents membres de l'unité familiale et, dans l'ensemble de l'économie, le niveau des salaires peut être plus faible.

Ainsi il semble clair que, si les membres de la famille produisent une valeur dans la micro-entreprise, ceux-ci doivent recevoir une rémunération correspondante, laissant de côté ici toute discussion cherchant à savoir si le salaire minimum correspond ou non à la valeur.

A ce stade de la réflexion, nous pourrions parler des membres de la famille qui, alors qu'ils produisent une valeur dans la micro-entreprise, sont rémunérés en-dessous du salaire minimum ou ne sont pas rémunérés du tout. Jusqu'où peut tomber cette valeur si de plus, comme nous l'avons déjà dit, il n'est pas prouvé que dans les cas de faible ou inexistante rémunération de la famille, le salaire du micro-entrepreneur dépasse celui des autres? Cette valeur serait-elle capitalisée par la micro-entreprise? Devant une telle situation, il serait opportun de parler de plus-value, et de dire que la micro-entreprise commence à s'insérer dans le mode de production capitaliste à partir du moment où non seulement elle transfère de la valeur dans des unités nettement capitalistes, mais où également elle convertit de la plus-value (valeur) en capital propre.

(Traduction S. de Puybaudet)

NOTES

- 1- Economiste (diplômé de l'Université de Francfort), directeur de CORFAS (Corporación Fondo y Apoyo Empresas Asociativas), professeur à l'Université Externado de Colombia.
- 2- LOPEZ Hugo, Estado y economía, Mission de l'Emploi, Universidad de Antioquia, p.4.

- 3- GOMEZ H., TARAZONA L., LONDOÑO J., La microempresa urbana, Ediciones Grupo Social, Bogotá, 1984, p.15.
- 4- Par famille nucléaire on entend le groupe composé par les conjoints et leurs descendants. Par famille étendue on entend un groupe plus important comprenant les parents consanguins et les proches parents (parents en ligne directe et parents par alliance).
- 5- MARX K., El capital, Fonds de la culture économique, Mexico-Buenos Aires, 1959, Tome I, p.324.

L'INACTIVITE: LE SEUIL DE LA MALADIE

Mara Viveros V.⁽¹⁾

Introduction

Il s'agit au long de cet article de dégager ce que les discours sur la santé et la maladie et les pratiques thérapeutiques des habitants de Villeta (2) nous apprennent sur leur position objective et subjective dans la commune (3).

En effet, à travers les discours des enquêtés, la santé et la maladie se dessinent comme des réalités polymorphes et des concepts pluriels, construits à partir de multiples cadres de référence (organique, psycho-social, comportemental etc.) (Herzlich 1969). Etant donné que la santé et la maladie ne sont pas des réalités séparées des autres domaines de leur vie, les non-professionnels évoquent en parlant de la santé et de la maladie, leurs conditions de vie et de travail, leurs relations familiales, leurs rapports à autrui. Dans la mémoire des gens l'expérience de la maladie déborde son contenu organique, elle retentit sur la vie de l'individu modifiant son état d'esprit, son humeur, son comportement familial et social de façon négative.

Toutefois, si les conceptions de santé et de maladie ne sont pas univoques, il est apparu important, dans le cas de notre enquête, d'analyser le lien que les enquêtés font entre santé, maladie et la possibilité ou non de travailler. Puisque le travail est l'axe autour duquel s'organise leur vie, c'est par rapport à lui que les individus se perçoivent comme malades ou bien-portants et que les notions de maladie et de santé prennent leur sens.

Villeta peut être décrite comme une commune en mutation qui vit un intense processus d'urbanisation depuis 25 ans. En 1964, 39% seulement de la population habitait la zone urbaine; en 1985 (date du dernier recensement) ce pourcentage s'est élevé jusqu'à 51%.

(1) Anthropologue, chargé de recherche à l'I.F.E.A. (Institut français d'études andines)/Université Externado de Colombia.

(2) Villeta est une commune située à 87 kilomètres de Bogota.

(3) Ce texte se réfère à des enquêtes de terrain réalisées de 1983 à 1986 à Villeta, dans le cadre d'une thèse de doctorat soutenue à l'EHESS en Juin 1990.

Sa population, par l'effet des communications avec le monde urbain, des migrations, du tourisme, de l'éducation et des médias a été soumise à des transformations sociales importantes: le dépeuplement progressif de la campagne; la création d'un nouveau type d'emploi et à la fois l'accentuation du problème du chômage urbain; l'évolution des moeurs et du mode de vie, etc.(4)

Ses principales activités économiques sont, dans la zone urbaine, le commerce et les activités liées au tourisme; à la campagne, la culture de la canne à sucre et sa transformation en **panela**, appellation colombienne du pain de sucre complet.

Dans la zone rurale, la **vereda** (l'unité de voisinage rurale) est encore aujourd'hui le lieu de repère fondamental du paysan dans la mesure où elle lui fournit un cadre de rapports sociaux stables. En tant qu'unité écologique et culturelle, la vereda garantit l'organisation sociale de ses membres et engendre chez eux un sentiment d'appartenance particulier qui a un fondement historique, économique et sociologique (Jaramillo 1988). Mais si la vereda est un lieu de solidarités, il n'en existe pas moins des contradictions internes liées à l'appropriation des ressources et outils de travail(5).

Du point de vue de la santé, la population de Villeta présente les mêmes caractéristiques que la majorité de la population colombienne, c'est à dire, une prédominance de maladies infectieuses liées à la malnutrition et à l'absence d'hygiène.

D'une façon générale, on pourrait dire que les modes de résolution des problèmes de santé qu'ont les familles de Villeta dépendent de leur situation économique, de leur localisation géographique dans la commune, de leur perception de ces problèmes et de la qualité des services dont elles disposent.

Pour les familles les plus pauvres, les conseils familiaux et ceux des voisins, les "remèdes-maison", constituent une partie non négligeable de leurs recours thérapeutiques. Cette population compte d'abord sur elle-même et ne s'adresse aux divers agents thérapeutiques que lorsqu'elle ne peut faire autrement. L'hôpital local est utilisé surtout pour les cas considérés urgents comme les

(4) Villeta est un endroit de villégiature des "bogotanos" des classes moyennes et populaires depuis au moins 50 ans.

(5) Par exemple, à l'intérieur d'une même vereda des conflits et des méfiances se développent parfois entre les paysans travaillant dans les terres les plus fertiles ou irrigables et ceux qui ne bénéficient pas des mêmes conditions de travail (accès à l'eau); la propriété du moulin à sucre est un autre élément de différenciation qui confère au propriétaire non seulement un pouvoir économique mais aussi un prestige social.

accouchements, les diarrhées aiguës et les accidents qui ne permettent pas de choisir une autre solution. Des raisons économiques expliquent en partie ce comportement mais il ne faut pas sous-estimer les facteurs culturels et subjectifs: une utilisation très grande de la médecine libérale vient confirmer cette hypothèse (Viveros 1990).

L'enquête sur laquelle s'appuie l'étude comprend deux types d'information. D'abord, une série d'entretiens semi-directifs, recueillis auprès d'une population essentiellement rurale et féminine, concernant ses perceptions et comportements en matière de santé et de maladie et l'évaluation des services de santé présents dans la commune. Ensuite, des questionnaires qui ont été appliqués à un échantillon de 100 personnes, plus représentatif de la diversité de la population. Des trois parties de ces questionnaires, seule la deuxième va être évoquée dans cet article; elle cherchait à dégager quelles sont les représentations de santé et maladie de cette population à partir des termes associés à ces mots, des définitions des signes de santé et de maladie et des classements de ces dernières.

La santé et la maladie: essais de définition

La plupart des habitants de Villeta établissent une équivalence entre santé et activité. La santé c'est "avoir envie de travailler", "d'être actif", c'est "pouvoir faire les activités quotidiennes". Elle devient aussi "le plus grand capital", "la plus grande richesse", surtout pour une population qui ne compte que sur sa force de travail physique pour accomplir les tâches quotidiennes et subvenir à ses besoins. En effet, pour des individus qui travaillent avec leur corps, tomber malade équivaut à perdre leur seul capital: "Sans santé on ne vaut rien", "même si on est pauvre, avec la santé on est riche", "la santé c'est la richesse du pauvre".

D'autre part, la santé apparaît comme un idéal et une norme: "La santé est le plus important", "le meilleur de la vie". Il semblerait que cette notion de santé désigne plus une aspiration qu'une réalité, une situation idéalisée parce que devenue exceptionnelle. "Cette valorisation de la santé ne signifie pas que la santé soit une finalité, un but en soi mais plutôt le pilier indispensable de la vie qui prend son sens par rapport au travail et à l'activité" (Pierret 1984:236).

Dans nos entretiens, la maladie est décrite comme une rupture avec le rythme normal et quotidien de lutte pour la survie. Comme la santé, la maladie est un état qui se définit aussi en termes de comportement social. La maladie c'est "être incapable de travailler", "ne pas pouvoir profiter de ses facultés physiques pour accomplir ses devoirs".

Dans les conditions matérielles de vie des personnes enquêtées, la "normalité physique" correspond à un état de malaise continu, surtout avoué par les femmes, qui ne devient inquiétant que lorsqu'il empêche de travailler, que lorsqu'il "cloue le corps au lit". L'inactivité est le critère réel et le seuil de la maladie. Les états intermédiaires ne donnent pas lieu à une reconnaissance sociale de la maladie justifiant l'arrêt du travail. La reconnaissance du statut de malade est fonction de l'importance de la force de travail en jeu au regard de la survie familiale. On verra plus loin comment l'attribution sociale des rôles selon l'âge et le sexe a une incidence sur l'attribution du statut de malade aux différents membres de la famille (Loyola 1983, LLOvet 1984).

Prévention et Modération : devoirs éthiques et besoins pratiques

Associée à cette organisation de la vie autour du travail et à ce rapport instrumental au corps apparaît un ensemble de règles de conduite ayant pour but le maintien de la santé. Si on donne des conseils à propos du corps, c'est parce qu'il faut le maintenir en bon état de fonctionnement; les mesures recommandées sont très variées, allant de la pratique du sport à la modération en passant par l'hygiène corporelle et alimentaire.

Préserver la santé devient une façon d'assurer la survie, évitant que la maladie survienne trop tôt ou très fortement, au point d'empêcher la réalisation des tâches quotidiennes (Loux 1983).

Parmi les comportements à but préventif, ceux à l'égard de l'alimentation tiennent la place la plus importante. En effet, l'alimentation reste la dépense la plus importante dans le budget familial, surtout chez les familles paysannes (De Paredes 1983).

"Avoir bon appétit", "pouvoir bien manger" sont des phrases qui reviennent souvent dans leurs discours sur la santé. "Avoir de l'appétit" est le signe par excellence d'une bonne santé physique; à l'inverse, ne pas avoir d'appétit est perçu comme un symptôme qui témoigne de l'avènement d'une maladie. "Pouvoir bien manger" se réfère aussi bien au fait de manger des aliments "nourissants" qu'au fait de manger suffisamment. La nourriture est mise en rapport avec la santé de deux façons: comme source d'énergie et comme forme de prévention.

Les familles paysannes protègent le corps par le biais de la nourriture, mettant en parallèle l'alimentation et les pratiques de santé (Herzlich et Pierret 1984).

Ainsi s'établissent une série de normes alimentaires qui tiennent compte à la fois de l'état du corps (âge, sexe, grossesse, maladie, etc.), de l'équilibre entre la quantité et qualité des aliments (aliments "chauds ou froids", "lourds ou légers"), de leur succession dans les repas ("le lait ne doit pas suivre les fruits"), de la façon de les manger (régulière, calme) et des circonstances temporelles (heure de la journée, phénomènes climatiques, etc.).

Lors de l'enquête on a demandé aux interviewés de dire en quoi consistait, à leur avis, "une bonne alimentation". Les réponses données étaient plus proches de celles que recommandent les principes diététiques biomédicaux que de leurs habitudes alimentaires réelles: "Il faut manger des oeufs, du lait, des crudités, de la viande qui a des protéines et des légumes qui sont très bons pour la santé; les médecins le disent" (femme paysanne, 26 ans, 5 ans d'études primaires).

Il semble que la situation artificielle d'enquête n'a pu susciter que des réponses "adéquates", c'est-à-dire des réponses qui montrent leur connaissance du régime alimentaire prôné par les médecins.

On peut se demander cependant si la notion, par exemple, "d'alimentation équilibrée" signifie la même chose pour les médecins que pour les habitants de la commune. Le nombre de personnes disposant de ressources suffisantes pour suivre les principes alimentaires préconisés par les médecins est très réduit, ce qui amène à penser qu'une bonne alimentation est pour eux d'abord une alimentation suffisante. Une fois assurée la nourriture de base, les familles distinguent entre les aliments qui donnent la force, ceux qui "échauffent" ou ceux qui "refroidissent" pour composer un repas "équilibré". L'équilibre consiste alors à ne pas faire d'excès dans aucune catégorie d'aliments pour que l'effet bienfaisant de la nourriture ne devienne dangereux.

Il n'en demeure pas moins que l'essentiel de leur discours insiste sur l'insuffisance des ressources pour parvenir à s'alimenter correctement, que ce soit en référence aux critères des nutritionnistes ou aux habitudes alimentaires traditionnelles. La conscience de cet écart entre l'alimentation définie comme la meilleure pour la santé et leur mode effectif d'alimentation est à l'origine, comme le montre Loyola (op.cit) à propos des habitants de la banlieue de Rio, d'un fort sentiment de vulnérabilité aux maladies, d'un sentiment d'impuissance et de découragement.

Dans d'autres conditions d'existence matérielle les normes alimentaires traditionnelles seraient plus facilement affirmées face au discours médical mais de telles circonstances ne permettent pas de faire valoir un système alimentaire quelconque.

L'élément central de tout leur discours sur le corps est la modération. "Ne pas se coucher très tard", "ne pas boire en excès", "travailler avec mesure" sont des règles énoncées par les enquêtés à propos de la conservation de la santé. Sous couvert de conseils de prévention on intervient aussi dans le domaine privé censurant les comportements qui seraient déviant moralement ("boire et fumer en excès", "être un coureur de jupons").

La dimension morale des recommandations de modération s'appuie sur un ordre du monde par rapport auquel la maladie prend son sens (Loux et Richard 1978). L'individu, par le biais de son "inconduite", catégorie qui recouvre toutes les attitudes "fautives" par rapport au respect de l'équilibre du corps (thermique, alimentaire, émotionnel), participe au déclenchement de la maladie (Bernard 1985). Par cet intermédiaire il y a continuité entre santé morale et santé corporelle, la maladie apparaissant comme la sanction de la non observance des règles de prévention.

A l'inverse, derrière les conseils qui, à première vue, apparaissent comme des préceptes moraux, se révèle une considération pratique et utilitaire dont le corps apte au travail quotidien est l'enjeu (Loux 1983): "Dans la mesure où ses forces (celles du paysan) suffisaient à peine à répondre à la dureté des tâches journalières, il fallait le ménager (le corps) lors des activités autres que celles du travail, ne pas le surmener" (op cit: 51).

La maladie et la santé comme métaphores du rapport à l'ordre social.

A travers les discours sur la maladie, les sujets enquêtés parlent en fait d'autre chose: de la société et du rapport à l'ordre social (D'Houtaud 1977, Herzlich 1984). En ce sens la maladie fonctionne comme une métaphore (Sontag 1979).

Au sujet de leur labeur à la campagne, les hommes paysans parlent de "l'épuisement" de la santé à cause de la rudesse de leurs tâches: "Il faut travailler comme un âne, se tuer au travail" (homme paysan, 40 ans, 3 ans d'études primaires).

Les femmes parlent de leurs pénibles conditions de travail: "J'ai une maladie qui m'accompagne depuis quinze ans. C'est une, je ne sais pas quoi bronchiale, et ça me gêne quand je suis enrhumée. Je tousse tout le temps. Je crois que c'est parce que j'ai longtemps lavé les linges dans les sources, les jambes dans l'eau" (femme paysanne, 33 ans, 2 ans d'études primaires).

Les enquêtés se perçoivent comme étant plus exposés aux atteintes de la maladie que les gens des classes plus aisées qui ne font pas le même type de travail et ne subissent pas les mêmes conditions d'existence. Leur discours à son propos manifeste un mécontentement quant à leur mode de vie, une critique des rapports sociaux: "Il y a des tâches qu'il faut accomplir même s'il pleut à torrents, alors comment ne pas devenir malade?" (homme, ouvrier agricole, 30 ans, analphabète).

Le paysan de Villeta, à la différence d'autres paysans appartenant à des communautés rurales plus repliées sur elles-mêmes, a été maintes fois exposé à la présence de programmes de développement rural et de leurs agents. En outre, à travers le tourisme il a été confronté à d'autres modes de vie, aux biens et services qui leur sont liés, sans pouvoir y avoir accès; il a ainsi acquis une claire perception des liaisons entre les risques de maladie et ses conditions sociales d'existence.

A travers l'expression de ce mécontentement, les enquêtés manifestent une conscience de leur faiblesse au sein de l'ordre social. C'est dans cette logique que l'attribution de la maladie à leurs conditions matérielles de vie défavorables devient une remise en cause discursive de cet ordre mais qui ne se traduit pas pour autant en une action revendicative. On a l'impression que, malgré la contestation verbale de cette structure sociale dont ils se considèrent les victimes, la notion de fatalité demeure présente. L'ordre social est perçu plus comme une permanence inéluctable que comme un type de rapports sociaux qui peut être changé. Il faut se demander à ce propos, d'abord, si la fonction de cette remise en cause discursive n'est pas avant tout une façon d'affirmer leur identité, leur dignité individuelle et sociale malgré leur position objective de dominés; ensuite, si l'ordre moral et le système de valeurs concomitant qu'ils ont intériorisés - et qui intègrent à la fois une conception chrétienne de la vie et une volonté d'équilibre et de modération - ne neutralisent pas les rapports conflictuels qu'ils entretiennent avec cette société.

Si la maladie est une métaphore de leur relation à la société, cette métaphore se différencie selon la position objective et subjective que chacun d'entre eux occupe dans la société et le groupe familial. Même s'il y a des différences dans l'espace social, il existe une nécessité commune qui tend à homogénéiser celui-ci: le travail comme unique ou principale source de revenu. En revanche, c'est davantage dans l'espace familial que ce discours présente des tendances distinctes. Ainsi, étant donné la division sexuelle du travail et l'attribution des rôles qui en découle, la femme se trouve en position de dominée dans un rapport de forces instauré à son détriment. C'est pourquoi la femme parle plus que l'homme des conflits familiaux et des déséquilibres émotionnels comme sources de maladie.

Tout se passe comme si la femme n'avait que la maladie comme seul moyen pour se faire entendre, exprimer sa souffrance face aux divers motifs de souci: gestion d'un trop maigre budget familial, séparation des enfants, existence d'une rivale qui lui ôte "son pain et son mari", violences physiques reçues de la part de ce dernier...La maladie devient la métaphore de son rapport conflictuel à l'ordre familial.

Un cas particulier servira à illustrer la façon dont la maladie devient révélateur et enjeu des relations familiales difficiles:

Casilda est une femme d'une quarantaine d'années qui habite dans une petite hutte située dans une des **veredas** les plus éloignées du bourg. Elle a quatre enfants et son mari travaille avec son frère, plus fortuné que lui, propriétaire du terrain voisin à sa parcelle et du **trapiche** (moulin à sucre). Lorsque je suis allée l'enquêter, elle a abordé très directement le thème du "**mal postizo**" (ensorcellement) qui semblait l'inquiéter:

- Avez-vous été dernièrement malade Doña Casilda?
- Oui je souffre d'une maladie mais presque aucun médecin n'a trouvé les médicaments pour me guérir.
- Et quelle maladie avez-vous?
- Une maladie que j'ai depuis cinq ans, une pesanteur à l'estomac après manger, une crispation qui me fait sentir très mal, mais vraiment très mal. Je suis allée chez plusieurs médecins à Villeta, à Sasaima, à Guaduas (des communes voisines) mais leurs médicaments ne me guérissaient pas, au contraire cela empirait; je sentais parfois une oppression qui m'étouffait, j'avais très peur, on disait que c'était **un mal postizo**. Un jeune médecin de Sasaima m'a dit que c'étaient les nerfs qui étaient en train de me tuer. Parfois j'étais tranquille et d'un moment à l'autre je sentais cette oppression, comme si quelqu'un m'oppressait. J'avais le coeur qui battait très fort. Alors on m'a dit que c'était **un mal postizo** qu'on m'avait fait; elle-même (la femme qui habite avec son mari) l'a dit. Vous savez, en réalité j'aimais beaucoup mon mari.

Je suis devenue presque folle parce qu'il est parti avec une femme d'à côté, qui n'est même pas une femme saine parce qu'il semble qu'elle ne lui fait que des maléfices. Plusieurs personnes m'ont dit de faire attention parce que...comme c'est lui qui nous apporte à manger à moi et à mes enfants. Qu'il fallait se méfier parce que c'était pas normal de sentir cette indisposition après les repas. Le professeur Carlos m'avait dit qu'il y avait des gens qui m'avaient fait ça parce que cette maladie était énigmatique. Qu'on m'avait mis de la poudre de mort dans les aliments pour me travailler. Il m'avait demandé dix mille pesos

pour m'ôter le mal mais on l'a fait fuir du village pour qu'il ne puisse pas me faire le travail."

Division sexuelle du travail, stratification générationnelle et fonction économique: trois critères pour classer les maladies.

Les diverses attitudes et la plus ou moins grande diligence à l'égard de la santé se définissent par rapport à trois aspects de la vie familiale: l'attribution sociale des rôles et des activités en fonction du sexe, la stratification générationnelle et la fonction économique de chacun de ses membres.

La division sexuelle du travail détermine que la femme soit la principale responsable des activités reproductives de la famille (travail ménager, soins et éducation des petits enfants etc.) et l'homme, le pourvoyeur des ressources de celle-ci.

En dehors des tâches reproductives les femmes paysannes de Villeta se chargent des cultures de subsistance (maïs, haricots, arbres fruitiers), de l'alimentation et de l'élevage des animaux (poules, porcs, cochons) et de la cuisine pour les salariés agricoles pendant la mouture de la canne à sucre. Du fait que beaucoup de familles paysannes n'ont ni électricité ni eau, les tâches ménagères se réalisent dans des conditions assez difficiles. Les femmes doivent parcourir de grandes distances pour assurer l'approvisionnement en eau, ramasser du bois pour cuisiner, laver le linge dans les sources, restant pendant longtemps les jambes dans l'eau, repasser le linge avec un fer à charbon ou à essence. Toutes ces activités, responsabilités et conditions de vie signifient pour elles un lourd fardeau de travail et une longue journée (la plupart sont les premières à se lever et les dernières à se coucher) qui ont des conséquences certaines sur leur état de santé.

C'est ainsi que cette femme (couturière, 37 ans, 5 ans d'études primaires) met en rapport ses malaises avec son emploi du temps : "Je recevais beaucoup de travaux, je ne m'organisais pas bien, je savais que je devais cuisiner, laver et faire tant d'autres labeurs, et j'acceptais beaucoup de couture, alors je passais des nuits blanches: avec tous ces soucis j'étais toute nerveuse, je crois que c'est ça qui me rendait malade."

En accord avec leur rôle, les femmes sont aussi chargées de veiller à la santé de la famille et surtout des enfants. Cette responsabilité dans le foyer explique qu'elles soient les dernières à pouvoir arrêter leurs activités dans le ménage en cas de maladie, qu'elles "tardent" à chercher à se soigner. Les femmes questionnées se

plaignent sans cesse de migraines, de petites douleurs constantes, se disent facilement malades et souffrantes. Mais si l'éventail des maladies rapportées par les femmes est assez large, la plupart d'entre elles croient ne devoir jamais s'arrêter, appelées par des tâches multiples, "toutes urgentes". C'est ce que soulignent des études colombiennes (Gutierrez de Pineda 1961, Gutierrez de Pineda et Vila 1985) montrant que ce sont les femmes qui arrivent à l'hôpital dans les conditions de santé les plus critiques.

D'un autre point de vue, dans la culture colombienne, ce sont les femmes qui, le plus souvent sont l'objet de superstitions et d'accusations de sorcellerie. Parfois, ce sont les belles-mères ou les belles-soeurs qui sont inculpées, parfois ce sont les vieilles filles. Le célibat pour les femmes à partir d'un certain âge est perçu comme un comportement déviant et de ce fait est susceptible d'être associé à la sorcellerie. La vieille fille est souvent décrite comme une personne âpre dans ses rapports sociaux et comme une sorcière potentielle à laquelle peuvent être attribuées les morts d'enfants et les maladies d'adultes (Gutierrez de Pineda et Vila 1985). Ce qui rejoint l'analyse suivante: "On peut poser en thèse générale que les individus auxquels l'exercice de la magie est attribué ont déjà, abstraction faite de leur qualité magique, une condition distincte à l'intérieur de la société qui les traite de magiciens" (Mauss 1985:24).

Des événements naturels tels que les règles, la grossesse et l'accouchement sont désignés dans le langage courant comme des maladies. L'attribution de l'état de maladie à ces états du corps n'est pas seulement l'effet de leur médicalisation; il y a une série de normes, d'interdits et de privilèges les entourant qui les transforme en faits extraordinaires tels que la maladie. Le sang menstruel peut être altéré par toute transgression de l'équilibre thermique du corps ("il ne faut pas marcher pieds nus", "ni se laver avec de l'eau très chaude", "ni boire des boissons trop froides") ou par l'ingestion de certains aliments contre-indiqués pendant les règles (les fruits citriques notamment).

La grossesse est une période où la femme peut bénéficier des privilèges inhérents au statut de malade (par exemple être dispensée de certaines tâches matérielles), où ses désirs apparaissent légitimes bien que parfois considérés déraisonnables ("les envies") (Knibiehler et Fouquet 1983). Elle doit aussi être protégée et entourée d'affection par la famille, le traditionnel rapport de domination exercé par l'homme devant s'atténuer: en particulier, elle ne peut pas être battue (Gutierrez de Pineda et Vila 1985).

A l'opposé de la femme, l'homme est perçu comme étant plus fort. Son rôle social de soutien matériel de la famille, la quasi-impossibilité de s'arrêter de travailler (les travaux agricoles ne connaissent pas de repos), supposent qu'il doit

être "fort" puisque c'est sa force de travail qui permet de nourrir la famille. C'est pourquoi l'homme entretient ce rapport instrumental à son corps et qu'il se fait un point d'honneur de ne pas "s'écouter" au moindre malaise.

En parlant des maladies les hommes se réfèrent surtout aux conditions et aux accidents de travail. Quand ils parlent de leurs activités (ils cultivent la canne à sucre et fabriquent artisanalement la **panela**), ils mettent en rapport certains malaises éprouvés, certains accidents subis et leurs conditions de travail. Ainsi apparaissent dans leurs descriptions, douleurs musculaires associées à des positions courbées; névralgies, rhumes et refroidissements liés aux changements brusques de température auxquels ils sont exposés; rhumatismes lors de trop nombreux contacts avec l'humidité, doigts broyés ou mutilés par les moulins à sucre, mains coupées par la machette.

Les médecins de Villeta décrivent les paysans de Villeta comme des individus "bagarreurs", "buveurs", "trop sûrs d'eux": "La plupart des hommes qui arrivent à l'hôpital le font à cause des blessures; les blessés proviennent des disputes des samedis et dimanches; ils utilisent beaucoup la machette. Il y a aussi des gens mutilés par les moulins à sucre mais je crois que c'est par manque d'attention au travail qu'ils font; par excès de confiance ou par ivresse, ils ne se rendent pas compte des risques. Ils boivent de l'**aguardiente** (l'eau de vie) et du **guarapo** (boisson fermenté à base de canne à sucre) et pour la plupart des gens qui subissent des mutilations, c'est à cause de l'alcool. Quand ils ont bu, ils ne peuvent plus se contrôler" (médecin travaillant à l'hôpital).

On retrouve dans ces commentaires la présence d'un discours médical qui n'est pas surprenant. Il rappelle les discours des médecins du XIX^{ème} siècle en France pour qui hygiène morale et santé physique allaient de pair (Léonard 1981).

D'après nos observations, il est inexact et abusif d'attribuer les accidents de travail à la seule consommation de l'alcool, parce que la mouture de la canne à sucre et la fabrication de la **panela** sont des tâches dangereuses en elles-mêmes. Le travailleur n'ignore pas les risques encourus, puisqu'ils sont présents dans son discours sur la maladie, mais il les banalise. Réduire l'importance des dangers liés au travail n'est pas une manifestation d'"ignorance" ou de "négligence", mais une dénégation qui lui permet de continuer à travailler dans ces conditions d'existence.

Même si pendant la période de la mouture de la canne à sucre, quelques paysans ont l'habitude de boire un peu de **guarapo**, ils le font pour aider le corps à récupérer les forces que le travail a consommées. Mais la norme habituelle est l'austérité qui permet de préserver l'énergie du corps. En revanche, aux

contraintes du travail quotidien répond le défoulement des fins de semaine. Une fois la panela vendue, les paysans de Villeta, se retrouvent les samedis dans les cafés, devant des tables où les bières se succèdent les unes après les autres, du matin jusqu'au soir. Même lorsque l'argent n'abonde pas, il leur importe de boire et de payer les boissons des **compadres**. Les rixes, la violence verbale et physique, l'ébriété sont partie intégrante d'un mode de vie où le repos ne peut se faire que dans l'excès (Loux 1983). Le rapport au corps des hommes, que ce soit au travail ou dans la détente est fortement marqué par une valorisation de la vigueur, la force et la résistance, des signes qui incarnent dans cette société, la virilité.

D'un autre point de vue, nous avons remarqué que c'étaient les hommes qui avaient le plus de difficultés à parler de leur expérience en matière de maladie. Tout se passait comme s'ils ne possédaient pas le vocabulaire nécessaire pour exprimer cette situation ou comme si l'expérience de la maladie n'était pas pour eux une expérience qui devait être verbalisée. Ils ont répondu souvent par des monosyllabes ou par des expressions stéréotypées. L'homme exprime une certaine pudeur à parler des "faiblesses", la maladie étant considérée comme une manifestation de faiblesse; dès la plus tendre enfance, il est éduqué pour s'endurcir au mal, pour supporter la fatigue et la douleur. Quand on demande aux paysans comment ils se soignent, ils répondent souvent avec une pointe d'ironie: on prend la "**yerba del aguante**". Littéralement on pourrait traduire cette expression par "prendre l'herbe de l'endurance", c'est-à-dire développer leur aptitude à résister à la souffrance et à la maladie.

Néanmoins, le tourisme, les migrations, transforment les valeurs paysannes, le mode de vie traditionnellement austère des campagnes. Les conceptions sur l'oisiveté, le travail et les loisirs ont beaucoup changé (Jaramillo 1988). L'attitude dominante chez les jeunes est une attitude pragmatique, qui déprécie le travail agricole et sa dureté et se tourne davantage vers les valeurs de la société de consommation.

Beaucoup de propriétaires d'exploitations de canne à sucre à Villeta commencent à se plaindre de la "paresse" du jeune, préférant le journalier des autres villages à celui de la région. Ils remarquent que ces autres journaliers travaillent plus et exigent moins du patron. Les jeunes de Villeta sont devenus plus sensibles aux pénibles conditions de travail du cultivateur de la canne à sucre; la proximité de la ville (Bogota) et l'impact des habitudes urbaines ont transformé leur perception du travail agricole.

La rudesse du travail n'est pas épargnée aux enfants des campagnes. Ils apprennent très tôt à supporter la dureté de la vie rurale, avec des levers de bonne

heure et de longues marches pour aller à l'école ou pour chercher de l'eau. Le garçon aide le père pendant la mouture de la canne; la fillette aide sa mère à la maison en s'occupant de ses jeunes frères et soeurs. Ils apprennent aussi "à ne pas se plaindre au moindre bobo".

Les maladies infantiles sont souvent définies comme des faits "normaux". La rougeole, la varicelle et certains troubles tels que les diarrhées et "les vers" sont considérés comme des maladies propres à l'enfance et donc faisant partie du développement naturel de l'enfant.

Dans le cas des maladies éruptives, la crise, l'éclosion de la maladie sont interprétées comme les signes d'une guérison en cours. Par ailleurs, elles sont jugées nécessaires parce qu'elles évitent la déclaration de la maladie à un âge plus avancé, aux effets alors plus pénibles, voire dangereux. Elles jouent le rôle d'un vaccin, immunisant le corps contre cette maladie. Mais à la différence d'un vaccin qui suscite méfiance et résistances, laisser développer les maladies dites propres à l'enfance constitue une forme naturelle de prévention.

L'attitude des familles par rapport à la mortalité des enfants est ambiguë (Velasquez 1957, Gutierrez de Pineda 1961). D'une part, elles estiment la mort des enfants comme étant une mort prématurée et de ce fait injuste; de l'autre, elles semblent l'accepter comme une loi de sélection naturelle: seuls doivent survivre les enfants forts et bien-portants.

On a souvent parlé du fatalisme des classes paysannes devant la mort des enfants (Loux 1979), la justifiant comme un signe de volonté divine: "C'est un petit ange qui va au ciel, là-bas il va vivre mieux. Le Seigneur a voulu l'emmener chez lui parce qu'ici il allait beaucoup souffrir" (enquête citée par Ospina 1987:20). Cependant, il faut replacer cette attitude apparemment "détachée" et "résignée" dans un contexte social où la mort des enfants est une menace réelle et quotidienne. Elle est fréquente, certes, mais pour autant elle n'en est pas moins douloureuse et révoltante. Il n'est pas vrai que les familles acceptent ce malheur sans réagir. Au contraire, elles ont développé un savoir et un savoir-faire assez important dans le domaine des maladies infantiles et de leur prévention (Gutierrez de Pineda 1961). Néanmoins elles considèrent la mort comme quelque chose d'inévitable.

D'autre part, la mort des enfants est parfois acceptée par les parents comme une délivrance par rapport au sort difficile que les conditions de pauvreté leur donneraient. En ce sens, mourir apparaît à leurs yeux comme le terme des souffrances liées aux privations.

L'attitude à l'égard des maladies des vieux est aussi ambivalente que celle concernant les maladies des enfants. Le vieux suscite des inquiétudes parce qu'il est considéré fragile et délicat, mais en même temps ses maladies sont banalisées car perçues comme relevant de la sénescence. Il y a à leur propos beaucoup de recommandations: la vieillesse est un âge qui exige encore plus de modération que les autres, tant il faut préserver les forces amoindries par le temps. Comme ils sont tenus pour être particulièrement sensibles au froid, les précautions conseillées visent le maintien de la chaleur du corps. Il s'agit donc "d'éviter les changements brusques de température", "ne pas s'exposer au grand air", "se couvrir très bien dès qu'il fait froid", "ne pas boire des boissons très froides", "ne pas rester sous la douche trop longtemps" etc.

Cette "familiarisation" avec les maladies des enfants et des vieux détermine une recherche moins active des services de santé qui peut être jugée comme une "négligence" envers eux. Cette attitude peut être mise en relation avec le fait que dans des conditions d'existence difficiles, ceux-ci deviennent une charge économique pour les familles. C'est pourquoi il est possible d'émettre l'hypothèse que c'est par rapport aux fonctions économiques de chacun des membres de la famille que celle-ci adopte une attitude plus ou moins diligente à leur égard (Viveros 1990).

Les comportements des familles vis-à-vis des maladies semblent se différencier nettement selon que la maladie est perçue comme grave ou non, en ce sens où elle interrompt ou non le déroulement normal de leur vie. De cette façon si la maladie empêche le patient de réaliser ses activités professionnelles, l'entourage familial tend à diriger le malade vers l'extérieur. En revanche, si la maladie ne signifie pas une limitation de l'activité, la famille prendra plus facilement en charge le malade avec son savoir thérapeutique.

Ainsi, les choix et les comportements adoptés pour se soigner sont étroitement liés aux représentations de la santé et de la maladie qu'ont les paysans de Villeta. L'analyse de la liaison maladie-inactivité montre combien ces représentations sont construites à l'intérieur d'une problématique "du travail" qui a son origine dans les conditions concrètes d'existence.

BIBLIOGRAPHIE

BERNAND, C.: **La solitude des Renaissants: malheurs et sorcellerie dans les Andes**, Paris, Presses de la Renaissance, 1985.

HERZLICH, C.: **Santé et maladie: analyse d'une représentation sociale**, Paris, Mouton, 1969.

----- **Médecine moderne et quête de sens: la maladie comme signifiant social**, in: **Le sens du mal: anthropologie, histoire, sociologie de la maladie**, M. Augé et C. Herzlich, eds, Paris, Editions des Archives Contemporaines, Ordres Sociaux, 1984, p. 189-215.

HERZLICH, C. et PIERRET, J.: **Maladies d'hier, maladies d'aujourd'hui: de la mort collective au devoir de guérison**, Paris, Payot, 1984.

d'HOUTAUD, A.: **Recherches en Lorraine sur les facteurs psychosociaux de la santé**, Paris, Honoré Champion, 1977.

JARAMILLO, J.E.: **Estado, Sociedad y Campesinos**, Bogotá, Tercer Mundo Editores, 1988.

KNIBIEHLER, Y. et FOUQUET, C.: **La femme et les médecins, Analyse historique**, Paris, Hachette, 1983.

LEONARD, J. **La médecine entre les pouvoirs et les savoirs**, Paris, Aubier-Montaigne, 1981.

LOUX, F. **Le corps dans la société traditionnelle**, Paris, Berger-Levrault, 1979.

----- **Traditions et soins d'aujourd'hui**, Paris, Interéditions, 1983.

LOUX, F. et RICHARD, P.: **Sagesses du corps, santé et maladie dans les proverbes régionaux français**, Paris, Maisonneuve et Larose, 1978.

- LOYOLA, M.A.: **L'esprit et le corps: des thérapeutiques populaires dans la banlieue de Rio**, Paris, Editions de la Maison des Sciences de l'Homme, 1983.
- LLOVET, J.J.: **Servicios de salud y sectores populares: los años del Proceso**, Buenos Aires, Estudio CEDES, 1984.
- MAUSS, M.: **Sociologie et Anthropologie**, Paris, PUF, 1985.
- OSPINA, S.: **Les infections respiratoires aiguës chez les jeunes enfants et leur rapport avec les facteurs culturels**, Mémoire D.E.A., Paris V, 1987.
- de PAREDES, B.: **Diagnóstico de programas de alimentación y nutrición que han implementado instituciones de servicio social en el municipio de Villeta entre 1975 y 1983**, Bogotá, doc. ronéo., 1983.
- PIERRET, J.: **Les significations sociales de la santé**, Paris, l'Essone, l'Hérault, in: **Le sens du mal: anthropologie, histoire, sociologie de la maladie**, M. Augé et C. Herzlich, eds, Paris, Editions des Archives Contemporaines, Ordres Sociaux, 1984, p. 217-256.
- de PINEDA GUTIERREZ, V.: **La medicina popular en Colombia: razones de su arraigo**, **Monografías sociológicas**, n°8, Bogotá, 1961.
- de PINEDA GUTIERREZ, V. y VILA, P.: **Medicina Tradicional de Colombia**, Bogotá, Universidad Nacional de Colombia, Editorial Presencia, 1985.
- SONTAG, S.: **La maladie comme métaphore**, **Essai**, Paris, Le Seuil, 1979.
- VELASQUEZ, R.: **La medicina popular en la costa colombiana del Pacífico**, **Revista Colombiana de Antropología**, vol XI, 1957.
- VIVEROS, M.: **L'herbe de l'endurance: Discours et pratiques thérapeutiques des habitants de Villeta, une commune colombienne**, Thèse de doctorat, Paris, E.H.E.S.S., 1990.

LES RECUPERATEURS DE DECHETS A BOGOTA UN APPORT AU DEBAT SUR LE SECTEUR INFORMEL (*)

Lucro ZAMUDIO C. (**), Alvaro TOLEDO R. (***)

INTRODUCTION

La progression de la société de consommation a entraîné une véritable révolution dans la quantité et la qualité des déchets. L'industrie de l'emballage a remplacé ses produits réutilisables par des matériaux jetables, et la durabilité de la majorité des biens de consommation a été réduite en fonction de l'augmentation du taux de consommation. Le développement de l'industrie chimique a apporté un changement radical dans l'aspect dégradable des déchets, qui caractérisait la société agricole latino-américaine du siècle dernier. La présence de plus en plus courante de matériaux non dégradables est en effet la caractéristique essentielle de la production moderne.

En Amérique latine, la facilité de l'accès aux matières premières, en termes de disponibilité et de coût, n'avait pas rendu indispensable, il y a encore quelques années, la réutilisation des déchets. Cependant, l'épuisement des ressources naturelles, l'augmentation de leur coût, l'apparition de nouvelles orientations - face à la nécessité de préserver l'environnement - ont progressivement rendu urgents la définition de politiques en matière de protection et d'utilisation rationnelles des ressources ainsi que le recours au recyclage en tant que solution de rechange dans la production de moyens industriels. C'est afin de remédier à cette situation que la récupération des déchets s'est développée.

Le coût des matières premières provenant de ressources non renouvelables ou renouvelables à long terme, les progrès des techniques de conversion et la crise écologique provoquée par la prolifération des déchets et la pollution de l'environnement, ont rendu possible et nécessaire la mise au point de méthodes de recyclage des déchets d'origine industrielle.

Dans les pays industrialisés, ces méthodes ont été directement soumises au capital, qui en a fait une entreprise organisée, rentable, efficace et dynamique

dont le rôle dans le développement économique de certaines industries n'est pas négligeable.

En revanche, en Amérique latine, dans un premier temps, face à la croissance des indices du chômage, la récupération des déchets a été considérée comme une solution de survie pour les couches de la population urbaine les plus défavorisées. Son organisation technique et sociale est cependant complètement différente de celle des autres pays. L'interprétation selon laquelle il s'agit d'une activité indépendante, contraire à la logique capitaliste et propre à certains secteurs de population aux caractéristiques qu'on estime différentes de celles des autres travailleurs, a empêché de la rapprocher avec la production moderne et d'y voir des formes spécifiques d'exploitation du travail.

A cela vient s'ajouter une vieille croyance, toujours en vigueur, qui associe les ordures à une notion d'inutilité mais surtout de saleté. Une telle conception de la récupération des déchets explique l'idée généralisée selon laquelle c'est dans l'ensemble une activité dégradante, honteuse et sale, et que ceux qui l'exercent incarnent une couche de la population en déclin et sous-prolétarisée. De plus, la précarité de son organisation technique ne fait rien pour dissiper cette image.

C'est la raison pour laquelle les pays d'Amérique latine n'ont pas conscience du gaspillage insensé des matières réutilisables qui a lieu chez eux. Le pourcentage des déchets non réutilisables est vraiment très faible. En effet, près de 90 % des ordures pourraient être récupérées, alors que ce n'est le cas que de 30 %. L'affirmation des ramasseurs de déchets selon laquelle la décharge est une mine est donc assez proche de la réalité.

En termes de composition, les ordures comprennent une grande variété de déchets, essentiellement d'origine industrielle, aussi diversifiés que la structure de la production et de la consommation. Cette composition varie par conséquent non seulement en fonction du pays mais également en fonction de la ville et même du quartier, au point qu'elle sert maintenant d'indicateur de stratification urbaine. Cela explique que la diversité des possibilités de récupération des articles susceptibles d'être recyclés ait beaucoup d'importance, d'un point de vue économique, pour la production-même, les méthodes de circulation ou la consommation directe.

Par ailleurs, dans le contexte des spécificités démographiques et socio-économiques d'un pays comme la Colombie, cette activité prend un sens particulier en tant que charnière entre les différentes stratégies permettant d'affronter les principales difficultés d'ordre social, telles que le chômage, la faiblesse des revenus, la pollution et l'utilisation des ressources naturelles.

A l'importance indéniable qu'a pour le capital une telle activité dans les différents secteurs de l'économie qui la composent, s'ajoute celle de la participation d'une bonne partie de la force de travail qui s'apparente plus ou moins au reste de la population active, mais qui acquiert une grande dextérité et adopte des moyens d'organisation du temps et du travail ayant leur propre rationalité.

1. LA RELATION CAPITAL-TRAVAIL DANS L'ACTIVITE DE RECUPERATION DES DECHETS

Quel que soit le sort final des déchets récupérés et leur quantité, le processus se divise en trois grandes étapes dans lesquelles interviennent différents agents ayant chacun une organisation administrative, technique et sociale bien distincte. Ces trois temps importants sont celui de la récupération directe, celui de la commercialisation du matériel et celui de son utilisation par l'industrie, par le commerce ou par le consommateur direct. L'articulation des trois phases structure le réseau des activités et méthodes de travail, qui détermine la particularité des modes d'intervention et veille aux relations entre les différents agents, en définissant les types d'exploitation du travail et les mécanismes spécifiques du réseau-même.

Quant à la dynamique propre de chaque secteur de l'économie, le réseau qui se crée entre les ramasseurs de déchets directs et l'industrie et/ou le commerce, est plus ou moins complexe, plus ou moins important, en fonction du type de matériel récupéré, des conditions objectives de réduction du réseau intermédiaire posées par cette force de travail, mais surtout de la dynamique du capital en jeu. Dans les secteurs les plus énergiques, l'industrie tend à se relier aux ramasseurs directs par le biais d'agences d'achat intermédiaires. Parfois il n'existe qu'un seul intermédiaire, et parfois le produit passe par tout un réseau complexe avant d'arriver à l'industrie.

Dans le cas, par exemple, du carton et du papier, et dans une moindre mesure dans celui de la ferraille, l'industrie a progressivement déplacé les petits et même certains moyens intermédiaires en installant de grands et moyens entrepôts, les derniers étant des satellites des premiers.

1.1. Le réseau des ramasseurs et les lieux de travail

Dans tous les cas, les ramasseurs directs, pour qui le lieu et le mode de récupération des déchets constituent des facteurs de stratification, forment le

premier maillon de la chaîne. Le rôle, les instruments de travail, les exigences de capital, la relation avec les intermédiaires, l'utilisation de la main d'oeuvre familiale varient en fonction du lieu et des modalités d'intervention.

Sous cet angle, on peut donc distinguer les grands groupes suivants :

1.1.1. La récupération sur les grandes décharges

A Bogota, les neufs grandes décharges municipales, situées en contrebas, faisaient face à de graves problèmes d'inondation, d'autant plus que six d'entre elles se trouvaient sur les bords du rio Bogota. Chacune en son temps a constitué un centre de récupération qui a fait vivre un nombre élevé de familles.

En invoquant divers prétextes (sanitaires, policiers et autres), la politique générale, depuis 1977, a été d'y d'interdire la récupération.

A l'époque de cette enquête, la décharge du Cortijo n'était pas encore fermée et constituait pour 500 personnes environ leur lieu de travail permanent. En tant que tel, il est comparable à un emplacement sur lequel on extrait une série de matières industrielles. L'activité qui en découle demande de la spécialisation, des procédés techniques dont le non-respect peut entraîner de graves accidents, et enfin une journée de travail qui correspond à l'horaire du service municipal de ramassage et transport des ordures.

Les instruments de travail sont limités : récipients (sacs, caisses), gants dans certains cas, "uniformes" (bottes, vieux vêtements, chapeaux ou objets pour se protéger la tête). Ce groupe n'a pas besoin de fournir de capital puisqu'il ne doit pas faire d'investissements, sauf de temps en temps lorsqu'il doit payer les employés de l'entreprise de ramassage des ordures pour qu'ils le laissent oeuvrer.

En général, le fruit du travail est directement vendu sur la décharge. En effet, quelques acheteurs, petits et moyens intermédiaires, viennent régulièrement dans la semaine chercher les objets et dédommager les ramasseurs. Ainsi ces derniers réalisent-ils tout leur travail sur la décharge mais y reçoivent aussi périodiquement des revenus, une fois par semaine ou une fois tous les quinze jours, toujours des mêmes intermédiaires. Echappent à cette règle quelques produits particuliers comme la ferraille qui, étant donnée la faible quantité dans laquelle on la trouve sur la décharge, ne demande pas de spécialisation. Elle est donc mise de côté et amassée jusqu'à ce qu'elle atteigne une proportion suffisante pour être vendue à d'autres intermédiaires.

La récupération faite, avant le stade de la décharge, par les employés de l'entreprise de ramassage des ordures a affecté la productivité de ce premier groupe et les possibilités de récupération de certains produits, tels que les bouteilles, le carton et le papier.

1.1.2. La récupération "porte-à-porte"

Elle se fait de manière ambulante, dans les quartiers résidentiels et commerciaux de la ville.

Ce groupe présente diverses particularités. Tout d'abord, la plus grande partie se spécialise dans le papier et les emballages en verre, et une minorité seulement dans les vêtements usagés, les métaux et quelques autres produits plus ou moins élaborés. Ensuite, son activité se fonde sur l'achat direct des articles aux particuliers, ce qui implique donc la nécessité d'un investissement donné de capital. C'est donc dans les zones résidentielles et commerciales qu'intervient ce groupe.

Outre son apport de capital, il a essentiellement besoin de moyen de transport et/ou d'une stratégie associative qui lui assure le déplacement et l'approvisionnement quotidiens du produit récupéré dans des endroits préalablement déterminés. Cela suppose une certaine planification du travail avant que l'objet n'arrive à l'intermédiaire.

1.1.3. La récupération dans la rue

Ce troisième groupe récupère les déchets dans la rue et dans les poubelles des quartiers résidentiels et commerciaux. Une minorité entretient des relations plus ou moins stables avec des petits magasins dont ils retirent les poubelles, riches en déchets réutilisables, notamment en papier et en carton. Son principal et quasi unique instrument de travail est un moyen rudimentaire de transport, un chariot ou une "zorra" (charrette à traction animale).

Les jours de travail et les horaires sont conditionnés par ceux de l'entreprise de ramassage des ordures.

Il existe différents types de contrats avec des bureaux, des magasins ou des usines. En effet, certains ramasseurs reçoivent une petite rémunération pour retirer les poubelles, alors que d'autres les achètent ou paient une somme donnée pour avoir le droit exclusif de venir les chercher.

Face à la concurrence que représente, pour la récupération sur les décharges municipales, l'intervention des employés de l'entreprise de ramassage des ordures, ce troisième groupe a eu tendance à se développer.

1.1.4. La récupération sur des lieux d'activité spécialisée

Elle s'organise sur les décharges qui se sont créées autour des poubelles que l'entreprise de ramassage a disposées dans chacun de ces lieux.

Ce groupe récupère dans les poubelles des cliniques et des hôpitaux, des gants de caoutchouc, des seringues jetables, des plastiques, des blouses, du coton, des matelas, des déchets alimentaires. Les enjeux de la réutilisation de ces articles ont déjà été mentionnés dans l'étude que Francisco Zepeda a menée sur le cas mexicain (1). A proximité des hôpitaux, un commerce de placentas et autres déchets biologiques s'est développé.

Certains ramasseurs travaillent également sur d'autres lieux d'activité spécialisée, tels que les abattoirs, où ils se consacrent aux cornes et sabots des bovins ; les boucheries où ils récupèrent les os qui sont d'abord vendus à une petite usine pour être traités et ensuite revendus à une autre entreprise pour servir de matières premières dans la fabrication d'engrais. De même, ils recherchent dans le foie des bovins les calculs biliaires qui se revendent à un très bon prix à un commerçant qui détient le monopole de l'achat et les recède ensuite à un célèbre laboratoire allemand.

Il existe également un groupe qui opère sur de petites décharges privées qui, depuis longtemps, leur servent à la fois de logement et de travail. C'est là que viennent y déverser leurs ordures un petit nombre d'entreprises et de particuliers. Il s'agit d'une activité familiale qui exclue toute personne étrangère et assure un emploi rémunéré (au-dessous du salaire minimum) à deux ou six membres. Ces derniers ne sont couverts par aucune sécurité sociale et effectuent un travail de sélection et d'emballage. Les camions des grands entrepôts leur achètent ensuite les articles qu'ils ont récupérés, tels que le papier, le carton et la ferraille. Pour le reste, ils se chargent eux-mêmes de le transporter dans des entrepôts plus petits.

1.1.5. La récupération sur des lieux intermédiaires d'approvisionnement et sur des places de marché

Ce groupe est constitué par ceux qui récupèrent les déchets dans des lieux intermédiaires d'approvisionnement (poubelles ou grands conteneurs dispersés un

peu partout dans la ville, qui créent des petites décharges dans la rue) et sur les places de marché. Ils fouillent également les poubelles et sacs qui attendent d'être ramassés par les camions des éboueurs. Les conditions de travail de cette catégorie sont vraiment très mauvaises, faisant probablement de celle-ci le pire échelon de la chaîne de récupération. Dans de nombreux cas, son activité se rapproche davantage d'un vagabondage à travers les lieux de récupération où ne règne aucune trace de spécialisation, d'organisation de la journée de travail, d'identification par rapport à un rôle. En fait, elle s'apparente plutôt à une situation d'extrême survie.

Sur les places de marché, la nature même des déchets donne lieu à deux types de récupération. Un premier groupe, qui possède en général une petite charrette à traction animale pour le transport, se charge de ramasser les aliments, les emballages, les cordes, les cartons et le matériel à engrais pour les revendre ensuite soit directement, soit à de petits intermédiaires. Enfin, un deuxième groupe récupère essentiellement les aliments quelque peu abîmés pour sa consommation personnelle. Les femmes sont nombreuses au sein de celui-ci, jouant un rôle de glanage sans lequel on aurait du mal à expliquer que le faible revenu familial puisse assurer la survie de toute une couche de la population à Bogota (2).

1.1.6. La récupération chez les employés de l'entreprise des services publics du district de Bogota

A ceux pour qui la récupération est une profession permanente et essentielle, est venu s'ajouter depuis quelques temps le groupe des employés de l'entreprise des services publics, chargés du ramassage des ordures. Ces derniers trient les déchets et les revendent aux entrepôts ou autres intermédiaires qui sont postés tout au long de la route qui mène à la décharge principale. On distingue clairement dans le camion le matériel sélectionné, dont le fruit de la vente est reparti entre toute l'équipe, le conducteur et les trois éboueurs. Cela constitue un supplément qui, selon un employé, justifie plus que le salaire lui-même le travail dans l'entreprise. En effet, toujours selon la même source, les salaires se verraient doubler ou tripler.

En triant les ordures, les éboueurs concurrencent fortement le groupe qui travaille principalement sur la décharge municipale. A cela s'ajoute l'inefficacité et l'élévation du coût des services de ramassage des ordures. Au sein de l'entreprise se sont développées des activités administratives clandestines liées à l'achat des zones de travail dans la mesure où celles-ci présentent un intérêt plus ou moins grand selon la nature de leurs ordures. Dans certaines zones industrielles, il existe

un "ramassage spécial" pour le groupe d'entreprises qui produisent le plus de déchets, auxquelles est assurée une prestation directe. Une fois son travail fait, l'équipe peut disposer des ordures comme elle l'entend. Ces zones font bien évidemment l'objet d'une demande très forte dans l'entreprise.

1.2. Le réseau des intermédiaires et les mécanismes d'intervention

Dans ce réseau, on peut nettement distinguer deux secteurs :

Le premier, composé par le petit acheteur et le petit entrepôt ou centre d'approvisionnement, dont le capital de travail est, en général, relativement limité et l'activité, conjointement avec celle du ramasseur direct, absorbée par le second secteur, composé par les grands et moyens entrepôts.

La situation dans ce second secteur n'est pas simple. Au sein de celui-ci, se trouvent un sous-ensemble de capital commercial et un autre sous-ensemble, constitué uniquement par une modalité de présence de capital industriel sous la forme apparente d'un capital commercial, qui contribue grandement à compliquer les types de liens directs qui rattachent le premier au second. La présence de ce capital industriel, sous une autre forme, est plus ou moins courante dans les différents domaines, suivant la dynamique et les conditions de chacun d'entre eux. Elle est par exemple beaucoup plus visible pour le papier que pour la ferraille.

1.2.1. Le premier niveau des intermédiaires

Le **petit acheteur** est en général un ancien ramasseur qui cumule désormais deux activités. D'une part, il récupère directement, et d'autre part, il achète. Le capital qu'il investit est le fruit de son travail de récupération directe. Il n'a pas de lieu d'approvisionnement bien qu'il possède un moyen de transport qui va de la "zorra" au petit camion. Il y entrepose chaque jour le matériel qu'il achète, dans un quartier déterminé, aux ramasseurs de la rue ou les déchets des magasins, bureaux, ou petites industries, et les amène personnellement dans les entrepôts. Ses fournisseurs sont de ceux qui travaillent dans les conditions les plus précaires : leurs limitations, en termes de possibilité de transport et d'incertitude dans la quantité, la qualité et la régularité, les empêchent de vendre à un entrepôt ou aux camions de ramassage des ordures. Le petit acheteur est celui qui rémunère le moins bien. Il a l'avantage d'acheter directement sur le terrain et l'inconvénient de ne pouvoir rémunérer qu'après avoir été payé par l'entrepôt.

Les petits entrepôts ou petits centres d'approvisionnement diffèrent du cas précédent non pas tant par le lieu de stockage dont ils font usage que par une certaine disponibilité de capital qui leur permet d'acheter les déchets, de les trier, de les sécher, de leur redonner une certaine présentation, en les emballant, et parfois même, de les classer dans des catégories encore très volumineuses. En général, ils n'engagent pas de main d'oeuvre salariée, car c'est la famille qui assure toutes les tâches au sein de l'entreprise. En fonction de la qualité du matériel, ils le revendent ensuite aux grands ou aux moyens entrepôts.

1.2.2. Le second niveau des intermédiaires

Les moyens entrepôts sont presque tous tenus par d'anciens employés des grands entrepôts. Ce sont sans aucun doute ceux qui connaissent le mieux le milieu, qui ont l'expérience la plus longue dans le métier et le plus grand nombre de contacts, aussi bien avec les fournisseurs qu'avec les entrepôts. Leur connaissance du marché leur permet d'obtenir d'importantes quantités de déchets à bon prix parce qu'ils sont moins exigeants sur la qualité que les grands entrepôts. Ils sont capables de réaliser un travail de sélection très avancé et peuvent supporter une très longue rotation de stock. Bien que l'installation de ce type d'entrepôt ne soit pas très coûteuse, ils investissent quand même dans de la main d'oeuvre salariée pour faire le travail.

Même si ces entrepôts peuvent vendre à n'importe quel grand entrepôt, il traitent dans la plupart des cas avec celui dans lequel travaillait le propriétaire avant de s'installer à son compte. Il existe donc entre eux des contrats d'exclusivité ou, tout au moins, des accords moraux d'exclusivité en vertu desquels il serait déloyal de vendre à un autre confrère.

Les grands entrepôts correspondent au dernier maillon de la chaîne des agents qui participent au processus de récupération des déchets et permettent leur réutilisation par l'industrie.

Ce sont eux qui constituent l'axe de tout le réseau des intermédiaires dans la relation avec l'industrie. Ils sont le lieu de concentration finale des déchets récupérés par tous les groupes de ramasseurs directs et commercialisés par les différents agents intermédiaires, aucun d'entre eux n'ayant directement accès à l'industrie. Cette situation et la nature des relations qui les relient au capital industriel, rendent possible leur contrôle absolu du marché des déchets. Ces entrepôts matérialisent et concentrent les processus et mécanismes d'appropriation du travail des ramasseurs par l'industrie.

Leurs déchets proviennent de trois sources principales : directement de la source productrice de déchets, des petits entrepôts et des moyens entrepôts, mais également, bien qu'en moindre quantité, des petits intermédiaires et des ramasseurs directs.

Une estimation du total des déchets que reçoivent les grands entrepôts, selon des témoignages, nous permet d'affirmer que, dans le cas du carton et du papier, les deux premières sources leur remettent directement 80 % de leur matériel, chaque groupe intervenant plus ou moins à égalité. Les familles récupératrices de déchets et les petits intermédiaires ne parviennent pas à fournir directement plus de 20 % de leur travail. Les raisons invoquées sont en rapport avec la qualité du matériel qu'ils vendent. Il serait, d'après ces entrepôts, très souvent mélangé à des morceaux de matériaux inutilisables (pierres, verre) et, pour avoir été ramassé parfois sur des décharges, il arriverait dans un tel état que sa récupération serait pratiquement impossible ou très coûteuse. A cela s'ajouterait le risque de "malhonnêteté des ramasseurs qui n'hésitent pas à mouiller le papier pour qu'il ait plus de poids dans la bascule". Enfin, les entrepôts leur appliquent un décompte de 20 % sur le poids total et les rémunèrent donc moins que les autres, compte tenu de l'éventuelle humidité du papier. Certains d'entre eux refusent même de leur acheter quoi que ce soit pour toutes les raisons que nous venons d'invoquer.

La ferraille connaît une situation semblable mais pour d'autres motifs qui tiennent à sa nature. Les petits intermédiaires et les ramasseurs directs n'arrivent pas jusqu'aux grands entrepôts à cause de leurs limitations de transport et d'approvisionnement des quantités requises.

De toutes les manières, il existe pour ces trois produits une priorité d'achat direct aux deux premières sources. Le cas des emballages en verre et des bouteilles est différent car, comme leur commercialisation se concentre essentiellement dans les moyens entrepôts, la participation des ramasseurs directs est massive.

Les grands entrepôts procèdent dans le cas des papiers à un contrôle strict de qualité, en les triant et en les classant dans le groupe des papiers clairs et le groupe des papiers foncés qui ont chacun une utilité différente dans l'industrie. Hormis cela, les déchets sont pressés et emballés pour en faire des ballots beaucoup plus faciles à transporter que les énormes monceaux de papiers récupérés. La ferraille, quant à elle, est fondue par ce type d'entrepôt, alors que dans les moyens entrepôts qui récupèrent les emballages en verre et les bouteilles, il s'agit essentiellement d'un travail de sélection en fonction du genre, du type de nettoyage nécessaire et de l'emballage.

1.2.3. Les mécanismes d'intervention

La rémunération forfaitaire et les contrats d'exclusivité constituent les principaux mécanismes d'appropriation du travail de récupération directe par l'industrie. Les modes d'intervention du capital industriel dans le champ de la commercialisation constituent, quant à eux, les mécanismes au moyen desquels l'industrie s'approprié le travail des petits intermédiaires et des petits entrepôts et complique la nature de ses relations avec les différents agents qui participent au processus de récupération. Dans le premier cas, on occulte le caractère de l'activité du petit intermédiaire qui réalise essentiellement, à son compte et à ses risques et périls, un travail de transport de matériel pour l'industrie. Dans le second cas, on se l'approprié au nom de l'excès de travail familial investi dans les entrepôts, en nettoyage, en tri et en emballage.

Dans ce sens, on pourrait dire qu'il existe une relation directe entre le capital et le travail, et parler d'une forme très particulière d'extraction de la plus-value, dissimulée sous un certain mode d'organisation du capital industriel en capital commercial, et favorisée par les caractéristiques du travail au forfait qui oblige à une plus grande productivité.

1.2.3.1. Les grands entrepôts et leur lien avec l'industrie

Selon la nature de la relation, on peut distinguer trois catégories différentes :

Les entrepôts intermédiaires de l'industrie qui font partie du groupe industriel qui tire profit en dernier lieu des déchets récupérés (3).

Les entrepôts qui, bien qu'autonomes sur le plan juridique, administratif et financier, travaillent sous contrat d'exclusivité avec les entreprises productrices (4).

Enfin, les entrepôts indépendants qui vendent le matériel récupéré aux entreprises qui le leur demandent quand elles en ont besoin. Leurs obligations vis-à-vis de l'usine ne sont pas permanentes, et il n'existe pas de preuve de liaison organique entre l'un ou l'autre de ces entrepôts.

Les modes d'intervention des usines sur le marché des déchets, afin de garantir leur approvisionnement (filiales ou contrats d'exclusivité) font penser que les entrepôts indépendants jouent un rôle de compensation aux mauvaises périodes, par exemple en hiver (5).

Indépendamment de la relation directe ou non qu'ils entretiennent avec le secteur industriel, les entrepôts, à travers la rémunération forfaitaire et les contrats d'exclusivité entre eux ou avec l'industrie, constituent le mécanisme au moyen duquel le capital industriel s'approprie le travail excédentaire des ramasseurs de déchets.

1.2.3.2. Les modes de contrôle de l'industrie du marché des déchets

Le degré de concentration de l'industrie, tant dans le secteur du carton et du papier que dans celui de la ferraille, est un facteur déterminant du degré de contrôle d'un marché des déchets qui est relativement insuffisant face à ses besoins en matières premières. Ce degré de concentration lui permet de faire un investissement de capital dans des entrepôts d'approvisionnement de matériel, qui peut revêtir les aspects les plus divers. En effet, il peut aller de la forme traditionnelle de capital aux formes non conventionnelles, telles que la facilitation de capital ou de travail aux entrepôts indépendants, à condition qu'ils souscrivent à un contrat d'exclusivité de vente avec l'usine correspondante.

Le caractère traditionnel du capital dans la sphère de très forte concentration de la commercialisation, les formes non conventionnelles de celui-ci, ainsi que les contrats d'exclusivité qui lient les moyens et grands entrepôts, donnant jour au système d'entrepôts satellites, constituent les principaux mécanismes de contrôle du marché des entreprises. Il est évident que le contrôle est plus étendu dans les grandes entreprises dans la mesure où elles ont plus de moyens pour le faire. C'est le cas, dans l'industrie du carton et du papier, de Cartón de Colombia, et apparemment celui, dans le domaine de la ferraille, de l'entreprise sidérurgique SIDEMUÑA à Bogota.

1.3. L'appropriation par l'industrie

La réutilisation des déchets, que ce soit dans la production, la circulation ou la consommation, constitue la troisième grande étape au cours de laquelle le processus de récupération se réalise finalement.

La principale signification économique de cette activité et les principaux indices de réutilisation apparaissent dans la production industrielle sous la forme de matière première. En Colombie, les entreprises qui consomment la plus grande quantité de matériel récupéré sont les industries du papier et de la métallurgie et,

en moindre quantité, celles des plastiques, des engrais, des concentrés pour animaux, des produits de beauté et des produits pharmaceutiques.

L'importance économique qu'a l'activité de récupération des déchets pour les différents secteurs de la production qui la composent, est indéniable. Dans celui des cartons et papiers, par exemple, la croissance s'est accompagnée d'une hausse de l'utilisation du papier recyclé comme matière première. Entre 1976 et 1980, la récupération est passée de 98737 tonnes à 148423 tonnes, soit une augmentation de 50,3 % (6). Entre 1980 et 1989, cette dernière a été de 57,2 %, fixant ainsi le chiffre à 259330 tonnes annuelles (7). Sur cette quantité, une partie provient du travail de récupération qui a lieu dans la rue. A Bogota, ce pourcentage atteignait 60 % alors que la récupération à la source ne dépassait pas 25 % (8).

En deuxième lieu, le matériel traité est remis en circulation essentiellement sous forme d'emballage. C'est le cas du verre et des bouteilles qui resservent à certains produits. Font partie de cette catégorie les biens qui sortent directement sur le marché, tels que les vêtements, les timbres, les meubles, les objets rares.

2. LES CARACTERISTIQUES DE CETTE ACTIVITE ET LA FORCE DE TRAVAIL

Les différents types d'emplois liés à la récupération des ordures, les modalités spécifiques de chacun d'entre eux et les caractéristiques de l'organisation familiale et des conditions de vie, révèlent l'existence de secteurs distincts les uns des autres qui se rattachent sous des formes variées à l'organisation économique et sociale.

2.1 Les caractéristiques de la force de travail

La récupération des ordures est une activité qui a nettement tendance à être familiale.

En effet, la force de travail familiale représente 45,6 % du total des personnes qui se consacrent à cette activité, sachant que 52,8 % récupèrent dans les poubelles et sur les places de marché alors que 37,2 % seulement travaillent sur la décharge du Cortijo. Cela se traduit donc par une importante intervention de cette main d'oeuvre, en moyenne 2,1 membres par famille, qui est d'autant plus frappante que les familles sont composées de 4 à 5 personnes (9).

71,3 % des chefs de famille se consacrent à cette activité, la participation des chefs femmes étant de 82,5 %, soit supérieure à celle des hommes. Le recours à la main d'oeuvre familiale est un phénomène généralisé.

44,1 % du total de la population récupératrice est constituée par les fils qui interviennent plus massivement que les filles. Les personnes étrangères à la famille nucléaire (parents et autres) qui vivent sous le même toit, se consacrent également pour la plupart à cette tâche, prouvant ainsi que la famille au sens large a tendance à s'organiser autour de la même activité économique.

Contrairement à l'idée reçue, il s'agit d'une population jeune. En effet, la moyenne d'âge est de 25,1 ans, sachant que 40 % de cette couche de la population se situe dans la tranche de 15 à 35 ans. Les plus de 45 ans ne représentent que 9 % alors que les moins de 15 ans 29 %.

Pour ce secteur, l'activité de récupération est leur principale et très souvent unique source de travail. 81,7 % des 674 ramasseurs de l'enquête se consacrent exclusivement à cette occupation et seulement 11,9 % (soit 80 personnes) ont un second emploi rémunéré, 30 d'entre elles dans le bâtiment et 13 dans les services domestiques. Sur les 151 pour lesquels c'est une activité secondaire, 29,1 % ont pour principale occupation les études et 25,8 % les tâches domestiques. Cela implique donc que pour 91,8 % du total des ramasseurs, la récupération est la principale ou unique source de revenus.

Sur 68 personnes qui ont une deuxième occupation rémunérée qu'elles considèrent comme la principale, 42,6 % travaillent dans le bâtiment, 13,2 % dans les services domestiques et 26,5 % à d'autres postes. Certaines activités, telles que celles des ouvriers industriels (8,8 %) et des employés (8,8 %) n'occupent que 1,5 % des ramasseurs de l'enquête.

Sur les 8,1 % des ramasseurs qui font des études et les 16,5 % qui assurent des tâches domestiques, un pourcentage élevé reconnaissent ouvertement mener de front les deux activités, soit comme occupation principale, soit comme occupation secondaire.

Il faut souligner ici le cas des femmes qui, outre cette activité doivent assurer les autres tâches familiales, quand on sait qu'elles représentent 40% des ramasseurs et que près de la moitié d'entre elles (45.6%) exerce cette activité à titre principal.

La récupération des déchets montre une grande stabilité dans le temps et un sacrifice horaire plus grand que celui de la journée de travail ordinaire. 46,8 % des

ramasseurs consacrent 6 jours de la semaine à leur activité et 17 % 7 jours, travaillant dans la majorité des cas entre 44 et 50 heures. 43 % d'entre eux ont une expérience de plus de 10 ans, 22 % de 5 à 10 ans et 8 % seulement de moins d'un an.

Par ailleurs, cette activité a été le mécanisme qui a lancé bon nombre des ramasseurs actuels dans la vie active. 37,9 % d'entre eux sont dans cette situation ou déclarent ne pas avoir eu d'autre emploi avant ou n'avoir été jusqu'à présent qu'étudiants ou femmes au foyer. 18,3 % travaillaient dans le bâtiment, 11,6 % dans l'agriculture et 9,7 % dans les services domestiques.

2.2. Types de produits récupérés et modes d'organisation du travail

Le travail de récupération passe par un processus avancé de spécialisation des produits ramassés. En général, l'organisation du travail, ses conditions d'exercice, l'activité des intermédiaires et la destination finale de recyclage des produits exigent une relative spécialisation par produit et par type de produit.

Les biens, qui grâce au processus de récupération retrouvent leur valeur d'utilisation et peuvent à nouveau rentrer dans la circulation des marchandises, déterminent non seulement leur propre remise en circulation mais également les conditions et le degré de spécialisation du travail.

La variété des déchets provenant des produits industriels est aussi diversifiée que la structure de la production et de la consommation. Cela explique le nombre élevé de possibilités de récupération des différents types de produits et la diversité des articles susceptibles d'être recyclés, certains d'entre eux étant considérés comme rares. La classification et l'analyse de ces produits se fait par rapport à ceux qui sont les plus communs et les plus demandés. Afin d'examiner le degré de spécialisation du travail, nous pouvons distinguer deux grands types de produits :

Les produits qui par leur abondance dans les poubelles, leur demande et leurs caractéristiques physiques, exigent une attention quasi exclusive de la part du ramasseur. Et ce, afin d'obtenir une plus grande productivité du travail débouchant, à son tour, sur des quantités qui justifient la vente aux intermédiaires. Le papier et le carton, dont les ramifications influent sur la spécialisation, constituent des exemples significatifs. C'est également le cas des plastiques, des bouteilles et des emballages en verre.

Les produits qui par leur valeur d'échange élevée et leur relative rareté dans les ordures, sont récupérés indépendamment de la spécialisation car leur prix justifie l'interruption du processus de travail. Ils sont accumulés jusqu'à ce qu'ils atteignent une quantité suffisante pour être vendus à un intermédiaire. Parmi ces articles figurent les métaux, tels que le cuivre, l'argent et l'or, les os, la ferraille, etc.

La spécialisation du travail de récupération ne peut être observée que dans le premier groupe et non dans le second puisque le matériel est nécessairement récupéré indépendamment de celle-ci.

Les produits les plus abondants coïncident à juste titre avec l'industrie qui bénéficie le plus de cette activité, à savoir l'industrie du papier et du carton. La sidérurgie est également grosse consommatrice de déchets, mais le processus de récupération de la ferraille n'est pas majoritairement pratiquée dans les ordures. Par conséquent, 80,3 % des ramasseurs se consacrent à la récupération des papiers et cartons, soit en se spécialisant, soit en les combinant avec d'autres articles. Il est intéressant de constater que 90,1 % des femmes se consacrent à ces deux articles contre 74,1 % chez les hommes.

De même les bouteilles et emballages en verre sont des produits qui mobilisent un grand nombre de personnes. Le coût de certains types d'emballage et la demande des petites entreprises artisanales justifient leur importance. Par bien des aspects, la récupération de ce matériel s'apparente à celle du papier et concentre 57,7 % des ramasseurs.

C'est également le cas de la ferraille (57,2 %), des plastiques (54,2) et des os (53,9 %).

Du point de vue de la spécialisation, c'est dans le secteur du papier et du carton que se trouve le plus grand nombre de ramasseurs. En effet 35,6 % se consacrent exclusivement à ces deux produits et il existe une tendance à la spécialisation en fonction des sexes, qui est de 43,2 % chez les femmes et 30,8 % chez les hommes.

La spécialisation dans les autres produits est sensiblement inférieure. Elle n'atteint que 3 % pour les bouteilles et les emballages en verre; 3,3 % pour la ferraille ; 0,8 % pour les plastiques ; 0,9 % pour les caisses en bois ; 0,3 % pour les sacs en corde.

La prise en considération de la spécialisation par produit en fonction du type de ramasseur modifie et enrichit cette vision générale. Comme nous l'avons déjà

vu, le lieu de récupération implique des formes différentes d'organisation du travail, détermine les types de produits à récupérer et facilite ou non le processus de spécialisation de la récupération et des produits.

Sur les décharges, les conditions de travail sont déterminées par la composition particulière des ordures de la ville et par les fouilles auxquelles ont procédé auparavant les ramasseurs de la rue et les éboueurs.

Dans le cas spécifique de la décharge municipale, l'objet de spécialisation est d'une toute autre nature. Seulement 4,4 % de ceux qui y travaillent se consacrent exclusivement au papier. 22 % se spécialisent ou le combinent avec d'autres produits. Des résultats qui contrastent avec les 80,3 % du total de la population récupératrice qui se spécialisent dans ce domaine.

Sur les décharges, les produits d'intérêt sont donc différents, et il est rare qu'un ramasseur ne s'intéresse qu'à l'un d'entre eux. Les principaux objets de récupération sont les plastiques ou polyéthylènes (4,4 % se spécialisent et 84,5 % les combinent avec d'autres produits). Viennent ensuite, dans une proportion moins importante qui reste cependant supérieure à la moyenne, les os, la ferraille, les bouteilles et les emballages en verre.

Chez les personnes qui pratiquent cette activité dans la rue ou au porte-à-porte, quatre produits prédominent : le papier et le carton (45,5 % se spécialisent et 51,6 % les combinent avec d'autres produits), les bouteilles et les emballages en verre (54,9 %).

C'est la récupération dans les poubelles et sur les marchés qui est la moins spécialisée, le papier constituant cependant l'article le plus recherché (19,5 % se spécialisent et 70,1 % le combinent avec d'autres produits). Suivant les caractéristiques du lieu et des ramasseurs eux-mêmes, les articles suivants sont plus ou moins importants : la nourriture (14,2 % la combinent avec du papier) et les caisses, le bois et les sacs en cordes (7,8 %).

La relation avec les intermédiaires permettant au produit du travail de se réaliser, varie également en fonction des conditions du lieu d'activité (suivant qu'il est fixe ou ambulancier, éloigné ou proche), ainsi que du type de produits récupérés.

Pour ceux qui travaillent sur les décharges, point fixe comparable sous l'angle de la localisation à une exploitation agro-industrielle ou minière, l'agent réalisateur de leur travail est constitué par un ensemble de petits intermédiaires spécialisés par produits. Ces intermédiaires sont en liaison avec l'industrie (plastiques, os et autres), avec le commerce (emballages) ou avec de grands entrepôts (papier,

ferraille). Ils achètent à 83 % des ramasseurs de ces lieux, créant une relation qui ressemble à celle de l'employeur qui engage au forfait, et rémunérant par semaine ou par quinzaine sur la base du travail effectué.

36,8 % des moyens entrepôts et 38,6 % des grands entrepôts ont affaire aux ramasseurs du porte-à-porte et de la rue. Ces intermédiaires, qui sont les plus importants dans ce domaine, leur assurent également organisation et moyens de transport. Il s'agit donc de ramasseurs indépendants.

Ceux qui récupèrent sur les places et dans les marchés ont une relation semblable avec 36,1 % des petits intermédiaires ; 30,6 % des moyens entrepôts ; 23,6 % des grands entrepôts et 4,9 % d'autres intermédiaires sans importance.

3. LES ASPECTS CULTURELS DE L'ACTIVITE ET LA PERCEPTION IDEOLOGIQUE EXTERIEURE

Les caractéristiques de cette activité, les conditions quotidiennes dans lesquelles elle est exercée, ainsi que l'idéologie développée autour d'elle par différents secteurs et intérêts, plantent le décor conflictuel dans lequel évolue cette force de travail qui concentre les contradictions les plus profondes des économies de ces sociétés reliées également de manière tellement paradoxale au capitalisme.

3.1. Les aspects culturels de l'activité et l'attitude des ramasseurs

Ces hommes travaillent à récupérer les déchets que d'autres ont jetés. Ils n'ont pas d'horaire fixe mais sont tributaires des horaires variables de l'entreprise de ramassage des ordures. S'ils restent étrangers à la pression qu'implique la présence d'un patron, ils vivent en marge du système de sécurité sociale. Ils sont libres de décider de leur dose d'activité quotidienne mais, dans la pratique, ils ont les journées les plus épuisantes et parfois même les plus longues. Ils ne connaissent pas la peur du renvoi et du chômage, cependant leur travail dépend des variations climatiques. Bien qu'ils se sachent en possession d'un emploi, ils sentent bien que leur travail n'est pas reconnu et qu'ils sont l'objet d'une discrimination sociale et d'une persécution policière.

Toutes ces conditions contradictoires leur inspirent un sentiment tout aussi ambivalent à l'égard de leur propre activité.

Et ils éprouvent une même contradiction face aux déchets. Certes pour eux c'est "une mine (...). Il suffit de récupérer ce qui a de la valeur (...) de l'argent sous une forme pure". Mais ils n'ignorent pas que les gens estiment en général que les ordures sont par essence sales et que l'activité des ramasseurs est dégradante ; "Ils pensent que, sous prétexte que nous exerçons ce métier, nous sommes ce qui se fait de pire, que nous ne sommes quasiment pas humains, parce que nous vivons au milieu des ordures". (Témoignage d'un ramasseur de la décharge municipale).

Ils savent parfaitement bien que leur activité est importante pour l'industrie et que c'est une occupation comme une autre. "En hiver, c'est dur de travailler (...) en fait, c'est quasiment impossible (...) mais ça rapporte parce que le papier est rare et que les entrepôts rémunèrent mieux étant donné que la demande est plus forte dans les usines". Mais ils sont conscients que le reste de la population et la police ne prennent pas leur rôle au sérieux. "Pour eux (la police), nous sommes des délinquants parce que nous travaillons dans la rue et dans les ordures".

Comme nous l'avons déjà vu, leur revenu est en moyenne plus ou moins équivalent à un salaire minimum normal. Dans ce sens, ils pourraient avoir accès aux services dont bénéficie n'importe quel ouvrier recevant un salaire identique, ne serait-ce que pouvoir entrer dans un restaurant populaire pour déjeuner. En fait, dans la journée ils sont obligés de cuisiner dans la rue, car ils ne sont admis dans aucun établissement.

Pour toutes ces raisons, ils détestent leur situation et rêvent théoriquement d'en changer. Mais dans la pratique, ils supporteraient difficilement les conditions qu'imposerait un autre travail. "Nous travaillons de 7 heures du soir à 3 heures du matin". "Dans ce métier, il y a des jours d'abondance et des jours de souffrance (...), par exemple le jour où on n'arrive pas à dépasser 50 kg, c'est 150 pesos (1982) avec lesquels on ne mange même pas un seul repas (...). Si j'avais la possibilité ou l'aide nécessaire, j'aimerais me sortir de là". "Mais, j'aime bien mon indépendance, mon petit monde auquel je me suis fait (...). Supposons que je travaille dans une entreprise et qu'on me dise que je fais mal mon boulot, ça ne me plairait pas (...)". (Témoignage d'un ramasseur de la rue).

3.2. La valorisation sociale de l'activité

D'un point de vue social, l'idéologie qui se développe autour de la récupération des déchets s'oriente en fonction de trois types de relations : la relation entre la population en général et ses détritiques, la relation entre la police et les pauvres qui n'opèrent pas dans un espace privé et la relation entre les secteurs économiques et la reconversion.

Les ramasseurs parviennent à survivre dans le contexte contradictoire de ces relations.

En général pour la population, l'idée de saleté et de décomposition (dans le sens de putréfaction) est associée aux déchets, d'où le nom d'ordures. Ainsi, l'activité qui consiste à vivre et à travailler au milieu des ordures est extrêmement misérable, et ceux qui l'exercent sont non seulement méprisables mais également suspects. C'est, pour le ramasseur, la source de sa discrimination sociale.

Cette conception se perçoit même dans l'opinion et dans l'attitude des autorités municipales. L'ex-maire de Bogota, Duran Dussan, disait "Nous avons hérité de la décharge du Cortijo que nous pourrions taxer, en empruntant le mot au vocabulaire minier, de gisement à ciel ouvert. Les cochons, les vautours, les rats et les pauvres gens qui vivent des ordures y cohabitent et se disputent leur nourriture quotidienne". Le chef de la division de la santé et de l'environnement de la ville faisait la remarque suivante : "Si ça ne tenait qu'à moi le Cortijo serait fermé depuis longtemps (...). C'est triste de voir les gens pourrir sur un tas d'ordures sans pouvoir leur venir en aide, sachant en plus qu'ils ne l'accepteraient pas. Bien qu'ils soient consumés par l'anémie, les plaies et les infections, ils préférèrent cette vie à n'importe quelle autre" (10).

Pour la police, le réseau des activités qui ont lieu dans la rue est lié à la délinquance. Cette attitude vaut pour tous ceux qui y exercent une profession en général. Il faut préciser que la police est mal rémunérée et que nombreux sont les policiers qui n'ont reçu aucune formation éthique. C'est dans ce contexte que se développent différentes formes d'extorsion et de chantage à l'égard de cette couche de la population. C'est pour les ramasseurs une source d'extorsion économique, de répression et de mort. En effet, la plupart n'ayant pas de papiers d'identité, c'est pour la police l'occasion d'exercer du chantage, et avec, dans les cas de répression et de meurtre, l'impunité assurée.

Et bien souvent, même ceux qui ont leurs papiers ne réussissent pas à échapper au chantage de la police. "Les flics nous demandent nos papiers et même si nous les avons, ça ne change rien (...). Tenez, le garçon là-bas avec la petite fille, lui il est en règle. Mais à chaque fois qu'ils l'arrêtent, ils lui demandent sa carte d'identité, lui leur donne, mais ils cherchent quand même à lui soutirer quelques pesos, parce que pour eux, nous sommes tous des délinquants (...). C'est faux, mais s'ils continuent à nous gêner la vie, il faut bien leur montrer que dans le fond nous pouvons en être".

"Ils nous demandent nos papiers, et les papiers c'est un billet de deux-cent pesos (...) même si nous les avons. La première chose qu'ils veulent voir c'est la carte de l'entreprise (...) et si nous montrons tous nos papiers (...), ils disent que c'est pour se payer un café. Plus il y a de monde, plus c'est cher, trois-cent ou quatre-cent pesos environ (1982) (...). Ce sont des voleurs qui travaillent avec une autorisation". (Entretiens recueillis auprès de récupérateurs travaillant dans la rue).

La croissance de l'intérêt des groupes économiques dans le recyclage, afin de diminuer les coûts et de remédier à l'insuffisance des matières premières, a également des conséquences contradictoire pour les ramasseurs. D'une part, elle accélère la dynamique de l'activité et transforme l'idéologie ayant trait aux déchets, ce qui, en principe, devrait garantir la survie économique du ramasseur et restructurer son image sociale, en le protégeant de la discrimination et de la répression. D'autre part, en devenant une activité économique formelle, le recyclage attire des capitaux qui procèdent à une organisation technique du travail, en embauchant une main d'oeuvre différente et en déplaçant ceux qui ont toujours travaillé dans ce secteur.

4. L'ASPECT SOCIAL DE L'ACTIVITE DE RECUPERATION

En dépit des paradoxes qui l'entourent, cette activité accomplit un rôle important dans différents secteurs de l'économie, ainsi qu'une fonction sociale non moins négligeable dans la création d'emplois, dans le règlement des conflits sociaux et dans la protection de l'environnement.

4.1. L'organisation économique

Tout déchet, en tant qu'ordure, a perdu ses valeurs initiales d'usage et d'échange, même si en tant que matériel recyclable, il conserve une certaine valeur. Le ramasseur travaille donc sur un objet qui est dépourvu de telles valeurs. Son activité constitue un processus grâce auquel non seulement il restitue la partie de la valeur d'usage qu'en tant que déchet l'ordure a conservée, mais en plus il lui redonne une nouvelle valeur d'usage (dans la majorité des cas sous la forme de matière première destinée à des industries à haut degré de développement dans le domaine du papier, de la métallurgie ou des produits chimiques) et, par conséquent, une nouvelle valeur d'échange.

En termes du rôle qu'elle joue dans le processus d'accumulation capitaliste, l'activité du ramasseur de déchets s'articule selon trois axes, en fonction de la destination finale du matériel récupéré :

L'axe de la production

En faisant baisser les coûts de la production à deux niveaux :

- dans les matières premières, quand le matériel récupéré sert de moyens de production dans la fabrication de biens industriels, comme c'est le cas du carton et du papier pour l'industrie du papier, de la ferraille pour l'industrie sidérurgique, des cornes et des os pour l'industrie des engrais, des calculs biliaires et du placenta pour les laboratoires pharmaceutiques.

Les économies réalisées en matières premières sont relativement importantes. Par exemple, l'économie en coût par tonne de papier produit, en cas d'utilisation de papier récupéré, est de l'ordre de 42,58 % pour le papier ordinaire, de 42,5 % pour le papier de qualité supérieure, de 47,11 % pour le papier hygiénique (11). On utilise en général 100 % de papier recyclé dans la fabrication de ce dernier, et 82,5 % pour les papiers de meilleure qualité (double épaisseur).

De même, on note une différence de prix entre une tonne de fer, une tonne de ferraille importée et une tonne de ferraille récupérée.

- dans l'investissement de capital variable puisque les ramasseurs directs, les petits acheteurs et les petits entrepôts ou centres d'approvisionnement sont potentiellement des employés directs de l'industrie, non couverts par la législation du travail en vigueur, en dépit de la stabilité relativement forte de leur contribution. 80 enquêtes réalisées sur la décharge municipale auprès de familles, couvrant un total de 154 ramasseurs, montrent que la majorité d'entre eux ont presque toujours vendu aux mêmes intermédiaires depuis qu'ils y travaillent. Dans la rue, le pourcentage est un peu moins élevé mais, de toutes les manières, l'approvisionnement d'une industrie déterminée est relativement régulier, se trouvant de plus renforcé par des mécanismes de contre-prestation, en termes de prêts, ou par les services de l'entrepôt acquéreur.

L'axe de la circulation

En réduisant l'investissement de capital commercial et en dégageant ainsi un gain supplémentaire pour l'investisseur :

Quand le matériel récupéré est vendu à des intermédiaires qui fonctionnent comme des unités de capital commercial. C'est le cas de certains entrepôts intermédiaires, essentiellement dans le secteur de la ferraille, ou celui du commerce des timbres, des antiquités, des objets rares, etc.

Quand le matériel sert directement d'emballage dans le commerce, comme c'est le cas du verre et des bouteilles à réutiliser, et de certains plastiques.

L'axe de la consommation

En minimisant le coût de vie des ramasseurs :

Quand le matériel récupéré est vendu pour la consommation d'autres secteurs de la population ou quand il est directement utilisé par le ramasseur et sa famille, comme c'est le cas des aliments, des vêtements et chaussures, des récipients, des couverts et de la vaisselle.

Dans le cas d'un "ramasse-tout", sur le total du matériel récupéré, 10 % est destiné à sa consommation personnelle et à celle de sa famille, ou est vendu dans le même but à d'autres personnes du même milieu ou d'un milieu voisin.

En général chez les ramasseurs, la totalité des ustensiles, meubles, jouets, décorations ont été récupérés, ainsi que les matériaux qui ont servi à la construction de la maison, et pas moins de 80 % des chaussures et vêtements.

Par ailleurs, les ramasseurs alimentent dans une certaine mesure le marché des vêtements et des chaussures d'occasion, sur lequel viennent s'approvisionner à leur tour ceux qui travaillent dans d'autres secteurs.

4.2. La fonction sociale

Du point de vue de son rôle social, la récupération des déchets a quatre conséquences :

4.2.1. La réduction de la pression exercée sur la structure de l'emploi

A l'importance qu'a le capital pour cette activité, il faut ajouter l'importance de celle-ci dans la survie d'un secteur de la force de travail qui a plus ou moins les

mêmes caractéristiques que le reste la population non salariée de la grande industrie. Un tel secteur adopte des modes d'organisation du temps et du travail qui ont leurs critères propres de rationalité, en contradiction avec ceux de la grande entreprise capitaliste.

Dans un pays qui, comme la Colombie, a un indice de chômage et de sous-emploi urbain élevé, les activités de ce genre se convertissent en mécanismes efficaces de réduction de la pression qui s'exerce sur la structure précaire de l'emploi.

Dans ce pays, d'après le diagnostic qui a servi de point de départ au Plan d'intégration nationale (PIN), 43,7 % des emplois créés entre 1974 et 1978 se situent dans le secteur dit informel auquel se rattache l'activité de récupération des déchets (12). Ce pourcentage n'a pour ainsi dire pas bougé depuis cette époque.

Bien qu'aucun chiffre ne permette de mesurer l'ampleur exacte de cette source d'emplois à Bogota, il est cependant possible d'affirmer que, pour les ramasseurs directs interrogés, elle constitue clairement l'activité économique de laquelle dépend constamment leur survie et celle de leur famille.

L'importance de cette source d'emplois se voit dans le contexte de forte sous-valorisation sociale de cette activité et de complexité des préjugés à l'égard de ceux qui l'exercent. Du coup, une bonne partie de la population au chômage qui pourrait y voir un emploi, a beaucoup de mal à se décider. Dans ce sens, la reconnaissance sociale de l'importance de cette activité, une plus grande rationalité de l'organisation du travail, de meilleures conditions pour l'exercer et une législation protectrice, stimuleraient sa tendance à la création d'emplois pour de nombreux secteurs de la population.

Cela n'est pas improbable si l'on prend en compte que, d'une part, l'activité a mis en oeuvre des méthodes spécifiques d'organisation du travail et une certaine rationalité d'action sur les bases desquelles on pourrait intervenir et que, d'autre part, pas plus de 30 % du total du matériel récupérable est récupéré.

4.2.2. La réduction de la pression exercée sur les salaires

La nature même de l'activité laisse de la place à tous les membres de la famille qui contribuent chaque jour au revenu familial, diminuant la pression qui pèse sur le salaire du chef de famille. Cette caractéristique est commune à d'autres secteurs de l'emploi à revenu minimum dont le montant n'est pratiquement pas différent.

Comme nous l'avons déjà vu, 29,59 % du total des enfants qui travaillent avec leur parents ont moins de 15 ans, 42 % ont entre 7 et 15 ans et 12 % ont moins de 7 ans. De même, 36 % du total des conjoints et concubins exercent la même activité et 43 % du total des "autres membres de la famille" (grands-parents, oncles et tantes, frères et sœurs) qui vivent sous le même toit, se consacrent également à la récupération des ordures. L'âge n'est pas un obstacle à l'exercice de cette activité, si ce n'est une réglementation qui interdit l'accès de la décharge municipale aux enfants de moins de 7 ans.

Cette source de revenus fait diminuer la pression exercée sur le salaire dans la mesure où elle n'occupe que quelques membres de la famille ou n'est utilisée qu'en tant qu'activité secondaire pour gonfler les revenus obtenus par un autre emploi. La surexploitation du travail, rendue possible par les caractéristiques de cette occupation, non seulement de la population active mais également de la population infantile et âgée, en fait donc le pilier de la stabilité sociale précaire de ces secteurs.

4.2.3. La réduction du coût des services publics et de celui de la protection de l'environnement

La récupération des déchets constitue une solution rationnelle et rentable aux problèmes que posent le maniement des ordures et la pollution de l'environnement. Toute quantité de déchets récupérés est une quantité d'ordures qui se soustrait aux éléments polluants et sous-entend une économie de moyens non seulement dans les services de ramassage mais également dans les dépenses faites pour la protection générale de l'environnement. Dans le cas des matériaux non dégradables ou dégradables à long terme, tels que les plastiques et les bouteilles, la récupération contribue précieusement au contrôle de la pollution de l'environnement.

4.2.4. La contribution à la protection des ressources naturelles

Toute activité de récupération des déchets implique une économie de ressources, soit non renouvelables comme la ferraille et le plastique, soit renouvelables à long terme comme le carton et le papier. Le calcul de l'économie de bois faite par tonne de papier récupéré est de 3,2 tonnes dans le cas du papier de qualité supérieure (160 g/m²), 4 tonnes dans le cas du papier ordinaire (126 g/m²) et 2,6 tonnes dans le cas du papier hygiénique (13).

4.3. Les codes culturels et le problème politique

Les mécanismes (réseau des intermédiaires contrôlé par l'industrie) et instruments (rémunération forfaitaire, contrats d'exclusivité) à travers lesquels se dissimule la relation entre l'industrie et les ramasseurs, les excluent également de la "socialisation idéologique" qui se déroule dans l'enceinte de l'usine. C'est le principe du travail pour vivre et non de la vie pour travailler qui motive bon nombre de leurs actes et attitudes.

Cela détermine leur position face au revenu quotidien, leur conception du temps et du travail, leur refus du patron et des lieux de travail fermés, leur manque d'intérêt pour l'accumulation, leur valorisation du temps libre et de la liberté.

Ces valeurs qui, dans des couches sociales privilégiées, placent ceux qui les ont choisies dans une position particulière, constituent pour les ramasseurs la raison de leur discrimination sociale mais également un défi aux points forts du capitalisme : accumulation, consommation, planification, efficacité, intensité du travail. Ce défi, c'est l'espace de leur liberté mais également la fragilité de leur survie.

(Traduction de S.de Puybaudet)

NOTES

- (*) Cet article est basé sur divers travaux réalisés en ce domaine par les auteurs; cf en particulier "La récupération des déchets, une activité marginale de la production capitaliste ? La cas de Bogota", recherche réalisée entre 1981 et 1984, avec l'appui du CLACSO; au travail de terrain, ont participé également les sociologues Marcelino Torres et Luis Arturo de la Torre.
- (**) Professeur au Département de Médecine Préventive et Sociale, "Universidad Nacional de Colombia". Chercheuse et directrice de la Faculté de Travail Social, Université "Externado de Colombia", Bogota.
- (***) Chercheur à "Investigadores y Asesores Ltda", INVAL, Bogota.

1. CEPEDA PORRAS F., Separación de materiales para reuso: primaria, intermediaria y final, polycopié, s.d.
2. Cette activité de glanage des femmes et leur rôle dans l'économie familiale ont été mentionnés par ZAMUDIO L. et CLAVIJO H. dans La familia en los sectores populares urbanos, Premier prix du concours latino-américain sur la situation de la famille, CENPAFAL, Bogota, 1981.
3. Dans le secteur du papier, nous trouvons à Bogota, COLPAPEL de COLPAPEL y Desperdicios Nacionales, créé par Papeles Nacionales de Pereira pour centraliser les déchets réutilisables. De même Recuperadora de Papeles Ltda, filiale de Cartón de Colombia, principale fabrique de papier du pays qui rachète et recycle la plus grande quantité de papier, semble bénéficier des mêmes caractéristiques. Dans le domaine de la ferraille, nous trouvons par exemple l'entrepôt de SIDEMUÑA, filiale de l'entreprise sidérurgique du Muña, ainsi que les filiales de SIDELPA.
4. L'entreprise SCOTT a adopté ce système et compte à Bogota deux entrepôts qui exécutent en toute exclusivité un travail d'approvisionnement en déchets: Repapeles et Fibras Papeleras de Colombia. Certains entrepôts en font de même pour la ferraille.
5. A Bogota, Materias Primas Ltda et Papeles Universales sont des entrepôts indépendants spécialisés dans le carton et le papier.
6. Comité de la Industria de Pulpa, Papel y Cartón, ANDI (Asociación Nacional de Industriales), La industria de pulpa, papel y cartón en Colombia, Annuaire Statistique 1983, p.28.
7. Ibid., Annuaire Statistique 1989, p.48.
8. Cartón de Colombia, Papel de desecho, una oportunidad para todos, p.8.
9. L'enquête a été réalisée à partir d'un échantillon de 400 familles dont le chef est un ramasseur direct. Sur les 825 membres de ces familles, 674 ont la récupération pour principale activité et 151 pour activité secondaire.
10. "Bogota: un basurero abierto". Interview de H. Duran Dussan, ancien maire de Bogota, et G. Echeverry, chef de la division de la santé et de l'environnement du Secrétariat de la Santé de la ville. Revue Cromos, n° 3249, 22-04-1980, Bogota.

11. PERLAZA D., El reciclaje de papel desperdicio como ahorro de recursos. Mémoire de fin d'études en vue de l'obtention du diplôme d'économiste, Universidad Javeriana, Bogota, 1981.
12. Departamento Nacional de Planeación, "Plan d'intégration nationale" Bogota, 1978-1982.
13. PERLAZA D., op. cit.

MIGRATIONS ET EMPLOI DANS LE BATIMENT A BOGOTA.

Premières données d'une recherche en cours

Thierry Lulle(1)

Ce texte se présente comme un document de travail rédigé à l'issue de la première phase d'un programme de recherche intitulé: "Le rôle de l'emploi dans les stratégies d'insertion urbaine des migrants: le cas des travailleurs du bâtiment en Colombie"(2). Cette première phase a principalement consisté à faire un repérage de la littérature existante sur cette question et sur ses incidentes (les migrations, les politiques d'emploi et urbaines, le secteur du bâtiment et les caractéristiques de ses travailleurs) ainsi que des diverses données statistiques relatives à ces mêmes objets.

Si la justification du projet, conçu hors de Colombie avec peu de données récentes et dans une perspective comparative avec d'autres pays latino-américains (Brésil et Chili), s'est trouvée confortée au cours de ce repérage, un réajustement dans le choix du terrain s'est rapidement imposé. Il avait été envisagé de se pencher sur le cas de Cali (la troisième ville du pays), considérant que les arrivées de migrants y étaient toujours très nombreuses et qu'en outre elle avait été moins étudiée que la capitale. Or, même si la crise qui a récemment affecté le secteur du bâtiment dans la plupart des villes colombiennes, a été moins forte à Cali qu'à Bogota, les migrants travailleurs du bâtiment y sont proportionnellement bien moins nombreux; de plus, le fait même que la capitale soit en train de connaître un net ralentissement de son activité constructrice constituait une conjoncture particulièrement intéressante pour l'observation des forts probables changements de stratégies opérés par les employeurs de ce secteur d'activité et par les migrants dans leur recherche d'emploi.

Si nous n'avons remarqué pratiquement aucune étude, récente ou ancienne, qui soit directement liée à notre propre problématique, de nombreux travaux ont été réalisés dans les champs incidents déjà évoqués: les migrations, les politiques urbaines et d'emploi qui ont pu être mises en oeuvre face à l'arrive massive des migrants, le secteur de la construction, son économie et ses travailleurs.

La question des migrations a surtout été traitée durant les années 1960 et 1970, simultanément et conséquemment aux diverses dynamiques migratoires vers les villes dont celles, très fortes, vers la capitale, à partir des recensements du DANE (Département Administratif National de Statistiques) et d'enquêtes plus ponctuelles (3); beaucoup moins depuis, si ce n'est par le biais d'une

problématique qui s'est largement développée récemment, celle de la pauvreté(4). Quant au secteur du bâtiment, il fait depuis plusieurs années régulièrement l'objet d'analyses s'appuyant également sur les diverses enquêtes statistiques du DANE ou bien de la CAMACOL (Chambre de la Construction Colombienne) et d'autres institutions liées au bâtiment et au foncier comme le CENAC (Centre National d'Etudes de la Construction) ou la FEDELONJAS (Fédération Colombienne des Agences Immobilières), mises à jour très fréquemment.

Nous venons de voir que ces différents travaux se réfèrent à une source commune: les recensements du DANE opérés en 1951, 1964, 1973, 1985. Bien qu'il y ait eu antérieurement d'autres recensements, ceux-ci deviennent plus complets et plus fiables à partir de 1951. A la fois pour cette même raison et pour des données historiques générales et spécifiques, les récentes analyses du secteur du bâtiment le considèrent également à partir du début des années 1950. En effet peuvent ainsi être mieux mises en évidence les causes et la nature des mesures prises en 1972 par l'Etat pour répondre à l'afflux massif des migrants en ville apparu très tôt mais renforcé dans les dernières décennies.

Cette nouvelle politique urbaine, renvoyant à une nouvelle politique économique, (re)structurait les conditions de production et d'accès au logement de manière à pouvoir à la fois offrir plus de logements et, en développant ainsi l'activité du secteur du bâtiment, plus d'emplois aux nouveaux citoyens. Depuis, les migrations ont diminué et changé, le secteur du bâtiment a connu tantôt une expansion sans précédant tantôt des crises (les mesures économiques et urbanistiques de 1972 s'avérant insuffisantes, de nouveaux acteurs, les narco-trafiquants, jouant un rôle important dans le marché immobilier, etc.); mais l'intime relation entre l'absorption des migrants et les tendances du bâtiment n'a cessé d'opérer sans pour autant avoir été analysée de près, comme nous nous le proposons dans cette étude.

C'est donc une présentation générale du cadre dans lequel se situe la relation qui est faite ici. Dans la mesure où l'inscription conjuguée des analyses des flux migratoires et de l'activité du bâtiment dans une perspective historique est un apport précieux dans la compréhension de l'état présent de notre objet, nous réutiliserons cette même séquence 1950-1985, elle-même périodisée par décennie.

Après une évocation des dynamiques migratoires en Colombie et à Bogota, nous chercherons à caractériser les générations successives de migrants, en nous référant aux divers travaux qui ont porté sur cette question. Toutefois les portraits qui s'en dégagent abordent beaucoup plus l'origine des migrants et leur itinéraire antérieur que leurs modes d'insertion en ville qui ne seront donc vus qu'allusivement. Nous verrons ensuite les mesures prises par l'Etat face à ce phénomène et l'évolution du secteur du bâtiment. Enfin, nous présenterons les données (5) dont nous disposons actuellement au sujet des travailleurs de ce secteur, même si elles ne nous permettent pas de distinguer celles qui sont propres aux migrants (selon les périodes analysées, différentes interprétations ont

été faites au sujet du statut socio-professionnel défavorisé ou non du migrant par rapport aux natifs).

1. Les flux migratoires vers Bogota

Tout au long des XIX^{ème} et XX^{ème} siècles, les dynamiques migratoires ont été multiples dans le pays. On énumérera les principales dans l'ordre chronologique: la "colonisation" de la région d'Antioquia; les départs du secteur rural occidental en crise vers l'est et la côte atlantique; les migrations vers la zone caféière, vers les villes s'industrialisant; les départs des régions rurales fortement atteintes par la "Violencia" (1948-1953) puis par les guerrillas ou par la restructuration du marché agricole affaiblissant les petits propriétaires, qui se sont faits d'abord vers les grands centres urbains puis plus récemment vers les moyens et petits; les retours vers les zones rurales; les flux inter-ruraux saisonniers, etc. Les migrations vers les pays voisins, notamment le Vénézuéla, ont également été importantes. D'une manière générale, on peut dire que le fort accroissement de la population urbaine qui a eu lieu durant ce siècle (de 30% en 1938 elle serait passée à 70% en 1990) est en grande partie due à l'arrivée des migrants (6).

Ce fut notamment le cas de Bogota (dont l'accroissement net de la population n'a commencé à devenir supérieur à celui des autres villes qu'à partir de 1948), où les migrations s'étaient déjà manifestées depuis la fin des années 1910. En 1951, 58.4% des habitants de la capitale étaient nés en dehors, venant principalement des départements de Cundinamarca (au coeur duquel se trouve Bogota) et de Boyaca (aux limites nord-est du précédent).

Entre 1951 et 1964, période durant laquelle le taux de croissance annuel de population a été le plus élevé (7.1%), la part revenant à l'afflux de migrants n'est pas précisément connue mais semble avoir été importante.

Entre 1964 et 1973, alors que le taux de croissance annuel commençait à diminuer (5.8%), le taux annuel moyen d'immigration a probablement baissé. Plus récemment, entre 1973 et 1985, le taux de croissance annuel a continué de diminuer (3.3%), ce qui était dû à une baisse du taux de natalité mais aussi des flux migratoires qui avaient alors un impact, en termes relatifs, plus modéré face à une population devenue importante (4.200.000 habitants en 1985, probablement autour de 5 millions en 1990) et à une ville qui présentait des signes de saturation. Néanmoins, 12.6% de la population actuelle (autour de 625.000 habitants) est constituée de migrants arrivés il y a moins de 5 ans, ce qui est loin d'être négligeable.

Si les travaux portant sur ce phénomène ont surtout été produits durant les années 1960 et 1970 (beaucoup moins auparavant et durant la dernière décennie), il est toutefois possible de dresser un portrait de chaque génération de migrants qui se sont succédées depuis le tout début des années 1950. Mais plus

difficilement, comme nous l'avons remarqué plus haut, des conditions de leur insertion professionnelle et sociale. Signalons également chez quelques auteurs une discussion sur la définition-même du migrant qui intègre certes le lieu de naissance mais aussi le temps de résidence dans la ville où habite l'enquêté. Cette donnée permet de distinguer le migrant récent (1 à 5 ans de résidence) du migrant ancien (au-delà de 5 ans).

A partir du milieu du siècle, Bogota connaît une forte industrialisation (favorisée par l'offre de facilités administratives) mais diversifiée et peu spécialisée. Transformation propre à l'ensemble du pays qui, pour parler schématiquement, passe d'une économie mono-exportatrice et quasi "féodale" à une économie industrielle (certes cette industrialisation était déjà apparue antérieurement notamment en Antioquia, mais elle prend à partir de ce moment-là une nouvelle ampleur). Afflue alors une main d'oeuvre nombreuse et le plus souvent non qualifiée. Bien que les salaires y soient faibles et les conditions de vie mauvaises, les migrants, constitués en majorité par de jeunes ruraux et un peu plus par des femmes que par des hommes, voient dans ce départ vers la capitale le moyen d'obtenir de meilleures rémunérations.

Mais d'autres raisons, plus ou moins conjoncturelles, ont été invoquées pour expliquer ces départs (7). D'abord celle des effets de la "Violencia", une guerre civile entre conservateurs et libéraux qui dura principalement entre 1948 et 1953, fit plus de 150.000 morts et s'est fortement manifestée en milieu rural. Ensuite le fait que les hommes devant quitter la campagne pour faire leur service militaire en ville avaient ainsi l'occasion d'y poursuivre leur séjour. D'autre part, selon C.Torres, les femmes pouvaient prétexter, lorsqu'elles étaient enceintes, de trouver en ville de meilleures conditions d'hygiène pour accoucher ou bien, lorsque plus précisément elles étaient mères célibataires, voir là le moyen d'échapper à la censure sociale de leur communauté d'origine. Enfin, l'attrait de la grande ville.

A ce moment-là, le niveau de vie des migrants semblant avoir été inférieur à celui du reste de la population, ils consommaient moins (logement, alimentation, vêtements, etc.).

Durant les années 1960, davantage d'informations statistiques ont été recueillies et traitées (8). Ainsi il a été constaté que la majorité des migrants (58%) proviennent toujours des mêmes départements de Cundinamarca et de Boyaca, plus de la campagne que d'autres villes (comme cela se passait dans les autres pôles urbains d'immigrations) et qu'ils arrivent directement à Bogota sans étape intermédiaire. Les femmes ont davantage que les hommes une origine rurale. Les migrants sont jeunes, la moitié d'entre eux ayant entre 15 et 24 ans, un tiers des femmes ayant moins de 15 ans. Les hommes arrivent plus souvent seuls que les femmes. Ceux qui viennent directement de la campagne, la majorité donc, sont issus de strates basses et ont un niveau éducatif plus faible que celui des natifs de Bogota.

Leur motivation principale est la recherche d'un emploi mais parfois aussi une formation. Leur arrivée en ville a pu être liée à la mise en oeuvre d'une politique de revalorisation du milieu rural qui a eu des effets contraires à ceux attendus: les petits propriétaires ont été victimes des restructurations commerciale et foncière opérées par les gros propriétaires et n'ont eu comme issue que de venir en ville. Toutefois, les départs sont encore souvent dûs aux guerrillas rurales, au service militaire pour les hommes, à la recherche d'un milieu plus épanouissant pour les femmes. D'une manière générale, on migre plus par décision personnelle que par pression familiale.

Une fois à Bogota, la majorité des migrants (74%, chiffre de 1964), qui eux-mêmes proviennent, nous l'avons vu, de milieux ruraux défavorisés (davantage d'ailleurs que durant les décennies précédentes), ont un statut socio-professionnel inférieur à celui des natifs. Néanmoins, si une enquête faite en 1968 sur un échantillon réduit (875 hommes mariés de 20 à 50 ans) montre que les possibilités de mobilité leur étaient effectivement limitées, il y est souligné que celles qui étaient offertes aux natifs de strates basses n'étaient pas beaucoup plus larges (9).

Une autre enquête, faite à partir du recensement de 1964, est un peu plus précise (10). Elle montre qu'une forte majorité (82%) des migrants récents (depuis moins de 5 ans) travaillaient dans des entreprises de moins de 20 employés (ce qui était le cas pour 67% des natifs). Et que le secteur de la construction (11) offrait très peu de mobilité ascensionnelle (mais cela tant pour les migrants que pour les natifs), plutôt une stabilité voire un déclin, sans que ce soit son exclusivité (les transports et les services également).

Les études menées durant les années 1970 mettent en évidence que les différences de statut professionnel et de conditions de vie entre migrants et natifs de Bogota se sont estompées: une enquête réalisée en 1978 montre même que les premiers tendaient à gagner plus (12). D'autre part, ils ne se destinaient pas nécessairement vers le secteur informel et n'avaient pas plus de difficultés à trouver un emploi que les natifs. Enfin, ils n'habitaient pas des quartiers différents. Pour expliquer cette mise à niveau, a été invoquée la plus grande "motivation" dont pouvaient être armés les migrants, hypothèse déjà formulée par ailleurs (13) à partir de données recueillies en 1973. Mais à nouveau sont distingués ceux qui proviennent d'autres villes de ceux qui sont des ruraux.

On trouve moins de travaux sur la période actuelle. Mais ils recourent ou complètent les commentaires oraux des chercheurs et des planificateurs que nous avons pu entendre. D'une part, les conditions de vie en milieu rural se sont plutôt améliorées et, dans les régions qui restent fortement marquées par l'action des guerillas, les flux migratoires se font plutôt vers les centres urbains secondaires et beaucoup moins vers Bogota. D'autre part, les difficultés socio-

économiques éprouvées dans la capitale sont largement connues. Raisons qui expliqueraient le ralentissement des flux migratoires vers la capitale.

Deux critères paraissent pertinents pour différencier les migrants dits pauvres et au faible niveau éducatif des autres. Ce sont ceux de la distance proche ou lointaine du lieu d'origine (on retrouve donc à nouveau les caractéristiques propres aux départements voisins du district de Bogota) et de l'ancienneté. Ainsi la condition de migrant récent et de courte distance augmente les risques de pauvreté. Mais d'autres variables interviennent: l'âge du chef de ménage, son expérience professionnelle ainsi que le nombre de membres de son ménage qui ont un emploi. Or elles sont transitoires de telle sorte qu'il n'est pas aussi évident d'associer le statut de migrant à la condition de pauvre (14).

En ce qui concerne plus précisément la nature de l'emploi, il faut d'abord tenir compte du fait que les activités de Bogota ont changé: le secteur industriel est moins prépondérant tandis que l'économie du tertiaire continue de croître. D'autre part le chômage est important (autour de 10% en 1989). Ainsi le profil des migrants semble être devenu plus sélectif, plus féminin encore, et les secteurs d'emploi vers lesquels ils se dirigent sont, outre l'emploi domestique pour les femmes, les services (par exemple, surveillance pour ceux qui ont eu un certificat de bonne conduite à l'issue de leur service militaire, messageries, etc.), le commerce et la construction (ce dernier secteur est de plus en plus mal perçu par les jeunes qui le surnomment "la rusa"). Il semble également que l'embauche soit plus fermée, avec des réseaux qui absorbent directement la main d'oeuvre. Dans le même temps la rotativité est très grande.

On voit donc qu'après plusieurs vagues importantes les migrations vers la capitale se sont peu à peu réduites. Le statut du migrant semble avoir également changé et présenterait aujourd'hui diverses facettes. Probablement existe-t-il toujours le migrant démuné lors de son arrivée en ville, ayant un niveau d'éducation très faible et aucune qualification professionnelle, aux ressources familiales et sociales limitées tant dans le lieu d'origine que dans celui d'arrivée et prêt à chercher un emploi dans n'importe quel secteur, y compris les plus durs et les moins rémunérateurs; mais également celui dont l'accueil en ville serait déjà organisée avant son départ, pouvant bénéficier d'un réseau d'insertion professionnelle et sociale efficace. Il s'agit là d'hypothèses que permettent de fonder la lecture historique qui vient d'être entreprise.

Mais jusqu'à présent nous n'avons abordé qu'incidemment le rôle du secteur du bâtiment (15) dans l'absorption de ces générations successives de nombreux migrants. Pour le comprendre davantage, il convient non seulement d'analyser l'organisation de ce secteur en lui-même mais aussi de se pencher sur les politiques économiques, d'emploi, d'habitat, mises en oeuvre par l'Etat, les planificateurs et aménageurs urbains, qui ont pu avoir des effets directs sur son activité (16).

2. Le secteur du bâtiment: un secteur privilégié dans l'absorption des migrants

Bien évidemment, l'activité de ce secteur (évaluée sur la base du nombre de mètres carrés autorisés de construire) s'inscrit dans l'ensemble des dynamiques socio-spatiales qui ont sous-tendu la transformation de Bogota durant les quatre dernières décennies: expansion vers le nord, l'ouest et le sud (le site géographique le permettant facilement), densifications du centre et du sud, renforcement du découpage de l'espace selon les différentes strates sociales, phénomène d'urbanisation "pirate", etc. Nous ne les décrivons pas dans le détail mais les évoquerons cependant pour chaque décennie.

Dans les années 1950, Bogota connaît sa troisième forte vague de développement urbain du siècle, après ceux des années 1920 et 1940 (durant lesquelles les migrations furent déjà importantes): les quartiers périphériques populaires s'étendent rapidement jusqu'à occuper 35% de la surface de la ville. Pendant cette même année est mis au point un "Plan regulador" qui s'appuie sur les orientations fonctionnalistes préconisées par le Mouvement Moderne et en particulier Le Corbusier (qui jouissait alors d'un immense prestige auprès des jeunes architectes colombiens) et, l'année suivante, Bogota est dotée du statut de district spécial lui donnant une plus grande autonomie, notamment en matière de gestion urbaine.

L'activité constructrice est intense et, à partir de 1953, il y a un accroissement du stock de logements supérieur à celui de la population. Des institutions étatiques créées antérieurement y contribuent: pour les logements sociaux, il s'agit de l'ICT (Institut de Crédit Foncier), initialement prévu (en 1939) pour le secteur rural puis reconverti (en 1956) dans ce secteur et à travers lequel l'OEA (Organisation des Etats Américains) finance diverses opérations, la CVP (Caisse de Logement Populaire) datant de 1942; pour les logements des classes moyennes et hautes, la BCH (Banque Centrale Hypothécaire) datant de 1932. Néanmoins l'auto-construction joue un rôle majeur dans la réalisation de l'habitat populaire. D'autre part, de grands efforts sont faits pour combler les carences en services (notamment en eau et électricité), fortement éprouvées dans les décennies antérieures.

Nous ne disposons pas actuellement des données qui nous permettraient d'évaluer précisément le nombre de travailleurs du bâtiment dans la population active du Bogota de cette période ni leur répartition entre migrants et natifs de la capitale. Mais on peut supposer que ce secteur occupait une place importante dans le marché de l'emploi et que la participation des migrants y était assez large.

De même nous ne savons pas quels étaient les niveaux de qualification de la main d'oeuvre mais l'analyse de l'évolution architecturale propre à cette période peut être éclairante. En effet, avec le développement du style dit international

(changement d'échelle, géométrisation, rationalisation, standardisation, etc.), qu'elles participent à des opérations de luxe (comme l'hôtel Tequendama, un bâtiment de 18 niveaux et comportant des réseaux hydrauliques et mécaniques complexes) ou de logements sociaux (comme les ensembles de maisons unifamiliales réalisés par l'ICT qui sont construites en série à partir de systèmes préfabriqués), les entreprises parfois énormes (jusqu'à 5000 ouvriers) sont amenées à franchir au tout début des années 1950 un pas technologique déterminant. Toutefois, cette phase d'innovation reste bien circonscrite dans le temps. Parallèlement, dans le domaine de l'auto-construction, on voit perdurer la tradition populaire d'une maçonnerie en briques qui nécessite une certaine habileté mais qui peu à peu va elle aussi se standardiser et s'appauvrir.

Dans les années 1960, le problème de l'arrivée des migrants devient plus aigu tant pour le logement que pour l'emploi. Face à cette situation, la politique choisie est de retenir la population à la campagne plutôt que de chercher à améliorer le bien-être en ville. En fait, les mesures prises dans le cadre de cette politique ont des effets contraires car les grands propriétaires se sentant menacés achètent les terres des petits propriétaires qui, du coup, se voient acculés à migrer en ville. Dans le même temps, pour diverses raisons économiques, les offres d'emploi en ville diminuent. D'où un taux de chômage très important.

Cette crise de l'emploi est ressentie en particulier dans le secteur de la construction. En effet, même si ce secteur connaît quelques années d'intense activité (notamment en 1963 et en 1968), il éprouve également quelques difficultés dues non seulement à la croissance des coûts de la construction et de l'inflation mais aussi à un manque d'investissements tant de la part du secteur privé que de l'Etat dont les opérations n'ont pas la même ampleur que dans la décennie précédente. Si durant la période 1964-1973 plus de la moitié de l'habitat est produit par mode étatique (15.9%), capitaliste (18.7%) et "por encargo" (par commande) (16.6%), comme les distingue S.Jaramillo (17), l'autre moitié relève entièrement de l'auto-construction.

A la fin des années 1960, la crise de l'emploi qui frappe le pays et en particulier les grandes villes devient de plus en plus préoccupante et diverses analyses en sont faites. Un diagnostic est établi en 1969, soulignant mieux son ampleur et préconisant diverses mesures à plus ou moins long terme. Parmi celles à court terme figurent le développement d'activités productives employant une main d'oeuvre importante (artisanat, bâtiment et travaux publics), s'adaptant à différents niveaux de qualification et localisées dans les zones de fort chômage. Et parmi celles à plus long terme, un meilleur contrôle des flux migratoires sous-entendant une meilleure fixation de la main d'oeuvre rurale à la campagne (18).

Ces propositions étaient à la fois à l'opposé et proches de celles faites en 1950 par la Mission Currie, qui, à partir d'une vision large de l'évolution de l'économie colombienne, consistaient d'une part en une accélération de la migration campagne/ville, favorisant ainsi l'urbanisation, et d'autre part en la

création, en milieu urbain, de conditions favorables à une meilleure absorption de la main d'oeuvre à travers la stimulation de secteurs à basse composition technique du capital.

En 1971 est mis en oeuvre un plan de développement intitulé "Les quatre stratégies" qui, précisément, s'appuie largement sur les idées de L. Currie (19). Il s'agit de concentrer les ressources dans les secteurs dits stratégiques, qui produisent des biens propres à satisfaire les nécessités des classes populaires. Ainsi le secteur de la construction est directement mis au premier plan puisqu'à la fois il permet de répondre à ces besoins et de créer des emplois nouveaux (20).

La mise en oeuvre de cette politique nécessitait notamment de réduire les coûts de la construction et d'instaurer un système financier qui permette par une correction monétaire de capter une épargne dans des conditions concurrentielles; ce fut le système de valeur constante établi sur la base de l'UPAC (unité de pouvoir d'achat constant) et mis en vigueur à partir de 1972. A travers lui était introduit un mécanisme d'indexation qui permettait l'ajustement automatique des dépôts et des prêts selon l'inflation. Ainsi l'ensemble des acteurs concernés pouvaient trouver une garantie minimale dans un secteur, celui de l'habitat, où les prêts se font à long terme et avec des taux d'intérêt fixes tandis que le niveau des prix croît rapidement (21).

Ce nouveau dispositif va avoir des effets immédiats sur l'activité du secteur du bâtiment: en 1973 elle atteint un plafond très élevé, sans précédent, et en 1978 Bogota concentre 37% des autorisations de construire faites dans tout le pays; ce dernier phénomène pouvant s'expliquer en partie par le fait que les ressources du système UPAC se concentreraient et seraient utilisées davantage dans la capitale que dans les autres villes du pays (22). Ce développement s'inscrit dans un large processus d'urbanisation des terrains vides (au centre, au sud et dans la périphérie, comme à Suba ou à Ciudad Kennedy, nouveau quartier financé par l'Aide pour le Progrès, organisme nord-américain), de telle sorte que, dans la seule année de 1974, 49 organismes financeurs-constructeurs ont construit 21% de la surface totale de Bogota (23).

D'autre part, c'est à partir de cette impulsion que ce secteur passe du stade artisanal au stade industriel, surtout à partir de 1978. Et que, par rapport à la décennie précédente, s'opère une réorganisation des modes de production. Ainsi, entre 1973 et 1985, le mode capitaliste va largement s'amplifier puisqu'il atteint 51.7% (soit 33% de plus par rapport à la période précédente), les modes "por encargo" et étatique restent stables (17.7% pour l'un, 17.3% pour l'autre) et l'auto-construction se réduit fortement (13.3%) (24).

Le gonflement du secteur capitaliste s'explique par le fait qu'il répond bien à une nouvelle stratégie d'accumulation. Les grands groupes financiers sont à la base des dix principales corporations d'épargne qui sont créées (Davivienda, Concasa, Las Villas, Corpavi, etc.) et quelques grands promoteurs affirment leur puissance

en s'appuyant parfois sur des liens politiques (Mazuera fut aussi quatre fois maire de Bogota, Ospinas était apparenté à un ancien président de la République, Sarmiento à l'oligarchie sucrière du Valle del Cauca, etc.). Corporations et groupes de promotion immobilière pouvant se recouper financièrement (c'est le cas des groupes Mazuera qui participe à Davivienda et Sarmiento à Las Villas), mais sans qu'il y ait à ce moment-là de monopole qui domine. De même les grands groupes de promotion ont leurs entreprises de construction. Enfin on peut noter que ce secteur fait peu l'objet d'investissements étrangers (25).

Quant à la diminution de l'auto-construction, elle doit être comprise non pas par le fait que les classes populaires peuvent accéder plus facilement à certaines opérations qui leur seraient destinées, mais plutôt par celui que leurs moyens économiques pour construire sont plus limités (avec la baisse de leurs revenus, la hausse des coûts de la construction et la multiplication des intermédiaires dans les urbanisations informelles). Ainsi les familles en sont réduites à partager davantage leurs logements (26).

Il resterait donc à évaluer les incidences de ce nouveau tableau de l'organisation des modes de production des espaces bâtis sur les entreprises de construction et leurs modes de gestion de la main d'oeuvre.

Par la suite, en fonction d'autres données telles que les politiques gouvernementales (une périodisation peut d'ailleurs être faite en fonction des mandats présidentiels quadriennaux successifs) elles-mêmes dépendantes de la conjoncture macro-économique, le secteur du bâtiment continue d'assumer son rôle de "leader" économique avec plus ou moins d'efficacité.

En 1974, le président Lopez choisit de privilégier un autre secteur, celui du commerce extérieur, ce qui va avoir des effets indirects et/ou inattendus, d'une part, en ralentissant nettement mais brièvement (il y a une reprise à la fin de son mandat) l'activité du bâtiment, et, d'autre part, en commençant à faciliter le narco-trafic.

Ainsi durant les années 1970, au plan national, par rapport à l'ensemble de la population active, l'emploi dans le bâtiment a augmenté (ce secteur occupe 5% de cette population) et, globalement entre 1968 et 1977, beaucoup de migrants y auront été recrutés (31.1% des employés de ce secteur l'étaient pour 25% de l'ensemble des actifs (27).

Sous le mandat suivant (celui de Turbay, de 1978 à 1982), on construit beaucoup moins. L'habitat édifié est surtout destiné aux strates hautes et moyennes-hautes. En même temps s'opère une concentration du crédit vers les grandes firmes. Durant cette même période, les migrants (dont la durée de résidence à Bogota est donc de 6 à 10 ans) sont généralement bien moins nombreux parmi les actifs (6.61%) et, bien que cette baisse ne soit pas aussi

forte, également parmi les travailleurs de la construction (9.5%). Il semble même qu'il y eut quelques difficultés de recrutement en 1978-1979 (28).

A partir de 1982 et jusqu'en 1988, une nouvelle relance apparaît clairement. D'abord, avec le président Betancur qui définit une nouvelle politique d'habitat social, notamment en changeant le système de valeur constante avec une baisse des taux de prêts et en augmentant les ressources de l'ICT et de la BCH. Réorientation qui pouvait surprendre de la part d'un conservateur mais qui, outre des motivations purement électoralistes, s'expliquait par la saturation du marché de l'habitat de luxe et la nécessité d'ouvrir un nouveau marché aux entreprises. Dès 1983, des effets positifs se font sentir.

Ensuite, en ce qui concerne plus précisément Bogota, avec la mise au point de l'"Accord Sept" définissant de nouvelles orientations urbanistiques: favoriser la densification du sud et de l'ouest, la verticalisation des surfaces déjà urbanisées, la protection de celles qui ne le sont pas, établir de nouvelles normes d'utilisation et de construction des terres; l'engagement de grands projets urbains: les ensembles de "El Salitre" et de "El Tunal", les opérations "Centro de Bogotá", "Nueva Santa Fe" et "Bavaria" (avec parfois une prise en charge plus ou moins partielle par la BCH et la municipalité) (29).

En 1985, bien que durant l'année précédente ait été mise en œuvre une nouvelle stratégie macro-économique principalement axée sur le contrôle de la balance des paiements, mettant en arrière-plan le bâtiment, et que le système UPAC ait été victime de la concurrence entre les entités financières, le secteur de la construction continue à profiter de la relance et embauche à nouveau beaucoup et emploie, au niveau national, jusqu'à 6.9% de la population active (alors qu'en 1984, à Bogota, le taux de chômage est le plus élevé avec 12% , légèrement inférieur à celui des 4 villes principales (13%)).

Entre 1980 et 1985, le rythme d'expansion de l'emploi dans ce secteur aura triplé celui de l'accroissement démographique. La modernisation s'y est poursuivie et la productivité a triplé en quinze ans (de 1970 à 1985), de telle sorte que, même si reste difficile la généralisation des innovations technologiques, quelques-uns considèrent que l'image traditionnelle de niveaux de qualification inférieurs à ceux de l'industrie doit être révisée(30).

Quant au degré d'informalité du secteur, le bâtiment apparaît en 1986 comme le deuxième secteur où celui-ci est le plus fort (61.5%) après celui du commerce, restauration et hôtellerie (72.1%). Plus précisément, en considérant chaque type d'emploi, on voit que l'informalité est la plus grande parmi les travailleurs sans rémunération (100%) puis ceux à "cuenta propia" (94.1%), et qu'elle est moindre bien sûr chez les patrons et employeurs (46.9%) et les employés et ouvriers (41%) (31).

En 1986, le président Barco lance un nouveau plan appelé "plan d'économie sociale" et est créé le FNA (Fonds National d'Épargne) qui permet, à l'aide des cotisations obligatoires des fonctionnaires d'alimenter le secteur public de la construction. L'état du secteur du bâtiment reste stationnaire. Par contre, l'année suivante, on construit, en Colombie en général et à Bogota en particulier, comme jamais jusqu'alors; mais le nombre d'opérations de luxe est à nouveau élevé et la part des investissements des narco-trafiquants est déterminant (32).

En 1988 débute une crise sérieuse: l'inflation augmente, les coûts de la construction également et la demande diminue. Mais plusieurs autres raisons interviennent. D'une part, ont lieu une nouvelle saturation du marché de l'habitat destiné aux classes hautes et moyennes et une diminution des investissements des narco-trafiquants (33). D'autre part, le logement social ne fait pas l'objet, à différents niveaux, d'une réelle politique de la part de l'Etat. En effet, ce dernier a de nouvelles orientations budgétaires (face au narco-terrorisme et aux guerrillas, il gonfle les crédits de la Défense); s'il engage une Réforme Urbaine attendue depuis longtemps, celle-ci n'est pas entièrement au point et entrave le développement d'opérations d'habitat populaire (34); enfin, il ne cherche pas à parer aux insuffisances des institutions propres à gérer la production de cet habitat comme l'ICT qui est en proie à de sérieuses difficultés.

Actuellement les effets de cette crise continuent de se faire sentir lourdement. Ainsi l'activité du bâtiment dans la capitale, qui a commencé à diminuer à partir de 1988, a baissé en 1990 de 20% par rapport à l'année antérieure. Différents projets et dynamiques sont envisagés pour tenter d'y faire face: à nouveau la relance du logement social mais aussi la réhabilitation de l'habitat ancien à partir de la restructuration des institutions et procédures qui s'y rapportent, le déblocage ou l'accélération de certaines grandes opérations (les complexes Bavaria ou El Salitre, par exemple), mais aussi, sur un autre plan, l'innovation technique et la hausse des niveaux de productivité.

Le secteur du bâtiment a donc connu au cours des quarante dernières années différents cycles, tantôt dynamiques, tantôt ralentis voire récessifs. Objet, au cours des années 1970, d'une politique étatique à double visée (résoudre le problème de l'emploi et de l'habitat), il a joué un rôle majeur dans l'embauche de la main d'oeuvre urbaine dans laquelle on comptait de nombreux migrants. Il est par contre plus difficile d'étayer quelques hypothèses au sujet de l'ampleur de ce rôle dans le contexte actuel. L'analyse de ce secteur en abordant cette fois les données relatives aux travailleurs eux-mêmes peut y contribuer.

3. Les travailleurs du bâtiment

Bien que peu nombreux, on trouve quelques travaux portant sur les conditions de vie des travailleurs du bâtiment (35). Toutefois on ne s'appuiera ici que sur l'enquête des ménages réalisée par le DANE en juin 1988, à partir de laquelle il a

été possible de caractériser les travailleurs du bâtiment de Bogota du point de vue socio-démographique et de leurs positions professionnelles actuelle et précédente; puis de faire, lorsqu'elle nous apportera un éclairage intéressant, une comparaison avec les données relatives aux travailleurs du bâtiment de Cali, des 10 villes principales et, d'une manière plus générale, avec l'ensemble de la population active de Bogota, de Cali et des 10 principales villes. S'il est possible de connaître le nombre de migrants parmi l'ensemble des travailleurs, nous n'avons pu pour le moment les caractériser de la même manière.

a) Les caractéristiques socio-démographiques

Si les travailleurs du bâtiment représentent 5.53% de la population active de Bogota, cette proportion est un peu plus élevée dans l'ensemble des 10 villes (5.9%) et plus encore à Cali (8.11%).

Il s'agit d'une population à très forte majorité masculine (il arrive cependant de trouver des femmes sur les chantiers soit au stade des finitions, soit comme auxiliaire de leur compagnon). L'âge ne se différencie pas de celui de la population active. Par contre, l'union libre est plus souvent pratiquée (25.7%), pratiquement deux fois plus que pour la population active de Bogota.

Ces travailleurs appartiennent en majorité aux strates socio-économiques les plus basses (plus de 50% dans les strates "bas-bas" et "bas"). Mais moins à Bogota qu'à Cali.

Ils sont souvent chefs de ménage, tout particulièrement à Bogota (66% pour 57.7% à Cali et pour 46% de la population active de Bogota).

Parmi eux les migrants représentent 19.7%, présence supérieure à celle dans la population active de Bogota (14.6%) et plus encore de Cali (9.85%) (on doit cependant préciser ici que les migrants travailleurs du bâtiment de Cali sont à peine plus nombreux que les migrants actifs de la même ville (8.82%)). Le temps de résidence dans la ville inférieur à un an concerne un nombre de travailleurs un peu plus élevé à Bogota (5.6%) qu'à Cali (2.43%) ou bien que parmi l'ensemble des actifs de chacune de ces deux villes (4.37% pour l'une, 4.90% pour l'autre). Néanmoins, dans tous les cas, il s'agit de petites minorités. Pour un temps de résidence entre 11 et 20 ans (correspondant à une arrivée dans la capitale dans les années 1968-1977, c'est-à-dire à la fin de la grande vague migratoire), la proportion est nettement plus importante et elle est plus forte chez les travailleurs du bâtiment (31%) que pour l'ensemble des actifs (25%). Comme on l'a déjà souligné antérieurement, il y aurait une correspondance entre vague migratoire et embauche dans le bâtiment.

Ces travailleurs ont une assistance scolaire et un niveau éducatif plus faibles que pour toute la population active. Plus de la moitié ne sont pas allés au-delà de la fin du primaire.

Les données de cette enquête ne nous permettent pas d'identifier les lieux de résidence; et si dans la définition des strates socio-économiques sont incluses les caractéristiques de l'habitat des enquêtés, elles sont difficilement isolables. Il semblerait qu'il n'y ait pas vraiment de quartiers à forte population du secteur du bâtiment et que celle-ci soit d'une relative mobilité.

b) L'emploi actuel

La proportion d'emploi temporaire est importante (39.3%), plus qu'à Cali (29.2%) et plus encore que dans la population active de Bogota (16.3%).

Ces travailleurs ont une durée de travail hebdomadaire longue (de 48 à 59 heures pour 57%), proportion bien supérieure à celle des actifs qui ont la même durée de travail (39%).

Plus que les autres actifs, surtout à cause des bas revenus, ils veulent travailler plus ou changer d'emploi.

S'ils sont aussi nombreux à être salariés que l'ensemble des actifs ne l'est (autour de 67%), ils sont davantage salariés du secteur privé (68% pour 51%) et travaillent plutôt dans des micro-entreprises (de 2 à 10 employés): 41% pour 35% des actifs (36).

Une proportion importante (40%) a peu d'ancienneté (moins d'un an), ce qui est bien supérieur à l'ensemble des actifs (25.5%), alors que les uns ne se distinguent pas, nous l'avons vu un peu plus haut, des autres. Caractéristique qui pourrait donc être propre à la branche. Ces travailleurs bénéficient moins que l'ensemble des actifs d'une protection sociale (25.4% pour 42.2%)(37).

La majorité (60%) a de bas revenus (0 à 1.5 salaire minimum fixé autour de 420 FF en septembre 1990), situation un peu moins critique qu'à Cali (64%) mais davantage que pour les actifs de Bogota (52%).

c) L'emploi antérieur

Plus que l'ensemble des actifs, les travailleurs du bâtiment ont eu un emploi antérieur (64.6% pour 57.9%), ce qui est lié à une forte rotation. La majorité d'entre eux a déjà travaillé dans le même secteur puis dans une proportion à peu près égale pour chacun de ces secteurs, dans l'industrie manufacturière, les services, le commerce. Ils proviennent généralement d'entreprises plus grandes. Il

leur faut un peu plus de temps pour retrouver un emploi que l'ensemble des actifs.

On voit donc que le plus souvent le travailleur du bâtiment de la fin des années 1980 est un homme, chef de ménage, défavorisé (il appartient aux strates basses, a un niveau éducatif faible) et est 1 fois sur 5 migrant. Il travaille beaucoup, plutôt dans des micro- ou petites entreprises, est peu payé et change souvent d'emploi. Mais le profil du migrant reste encore flou. Par exemple, si une enquête, précédemment évoquée, montrait qu'en 1964 celui-ci travaillait principalement dans des petites entreprises, il reste à vérifier que ce soit encore le cas actuellement, même si, comme on vient de le voir, la majorité des travailleurs de ce secteur y sont employés.

4. Perspectives

Même si nous n'avons pas encore couvert toute la littérature relative à notre problématique, celle qui l'a été jusqu'à présent nous a permis d'esquisser deux histoires parallèles durant les quatre dernières décennies: celle des générations de migrants qui se sont succédées à Bogota et celle de l'activité du secteur du bâtiment. Toutefois il ne s'agit bien que d'une esquisse car, d'une part, les informations recueillies sont inégales selon les périodes et, d'autre part, l'articulation entre ces deux histoires, en particulier les effets de la seconde sur la première, n'a pu être abordée que ponctuellement, ceci n'ayant fait l'objet d'aucune étude. En poursuivant notre état de la question il sera intéressant de préciser ultérieurement cette première esquisse historique sur les points suivants: les relations entre main d'oeuvre migrante et emploi dans le bâtiment, le profil de chaque génération de migrants travailleurs du bâtiment, l'histoire de cette branche professionnelle tant d'un point de vue économique (*formel/informel*, sous-traitance, etc.) que d'un point de vue technique (retombées des innovations sur les qualifications, l'organisation du travail et le mode de gestion de la main d'oeuvre). Mais les premières données présentées ici sont cependant suffisantes pour à la fois relancer et affiner les objectifs fixés initialement.

S'il apparaît clairement que l'emploi dans le secteur du bâtiment a joué dans le passé un rôle déterminant (tantôt de fait, tantôt en étant précisément l'objet d'une politique de l'Etat) dans l'absorption des migrants, cela semble moins évident dans le présent. Pour vérifier l'existence actuelle de ce rôle et analyser sa nature, divers aspects nous semblent devoir être pris en compte.

Etant donné que les migrations ont diminué, que tant les lieux d'origine (le milieu rural) que ceux d'arrivée (le milieu urbain) ont changé économiquement, socialement, culturellement, que l'emploi dans le bâtiment a également changé (les qualifications, les stratégies d'entreprises, les modes d'embauche, etc.), on peut supposer que les caractéristiques et les motivations des migrants actuels se sont aussi modifiées. Qui sont-ils, d'où proviennent-ils, en quoi le lieu de

provenance (campagne ou autre ville, petite ou grande) est-il déterminant dans leur trajectoire sociale en ville? A leur arrivée en ville leurs ressources ont-elles changé ou non? Leur insertion professionnelle et sociale est-elle meilleure ou non? La différence migrants/non-migrants est-elle pertinente ou non?

Par ailleurs, nous avons vu que, même si l'activité du secteur de la construction reste élevée, elle vient de connaître une forte crise. On peut supposer que dans ce contexte mais aussi dans ceux de la Réforme du Code du Travail (facilitant une plus grande flexibilité), d'une nouvelle politique de l'habitat et de la mise en oeuvre de l'ouverture économique, les stratégies des maîtres d'ouvrage et des chefs d'entreprises ont et vont changer. De même, ce secteur jouissant auprès des jeunes en quête d'emploi d'une image négative, les migrants véhiculent-ils cette même image et préfèrent-ils s'orienter vers d'autres secteurs, lesquels et avec quelle marge de manoeuvre, ou bien continuent-ils à s'orienter vers lui et par quels biais y sont-ils embauchés?

Plus précisément, en ce qui concerne les constructions de projet de vie qu'ont les travailleurs du bâtiment migrants, étant donnée la spécifique précarité de leur emploi (qui ne pourra que se renforcer avec la Réforme du Code du Travail), celles-ci existent-elles et, si oui, cette activité temporaire peut-elle s'inscrire dans un projet qui, lui, s'appuierait sur une autre activité professionnelle?

Mais d'autres aspects de la réalité contemporaine sont à prendre en compte: l'impact des relations entre les différents acteurs de la construction et les caractéristiques du marché immobilier; les tendances actuelles de l'urbanisation et de l'architecture (moins de verticalisation, développement de petits ensembles collectifs et de l'habitat individuel, rénovation de l'habitat ancien) et leur impact sur les niveaux de qualification; le discours des chefs d'entreprise sur leur personnel et leur formation; le rôle des "maestros" dans l'embauche et dans l'acquisition des qualifications; la faiblesse de la syndicalisation et ses évolutions récentes et actuelles; enfin, un aspect quantitativement très marginal mais qualitativement intéressant, l'emploi des femmes dans ce secteur.

L'ensemble de ces aspects sont abordés dans notre investigation en cours à travers l'analyse des relations sociales au sein de divers chantiers (logements sociaux, logements de luxe, rénovation d'habitat ancien) et d'itinéraires professionnels et sociaux de migrants (récents et anciens, de niveaux de qualification différents).

NOTES

1. Urbaniste, membre de l'équipe GREITD-CREPPRA-ARTE qui travaille sur: "La mise en forme de la mobilité par l'emploi: le cas des travailleurs du bâtiment et des employées domestiques en Amérique latine (Brésil, Chili, Colombie)".
2. Voir Villes et citadins du Tiers Monde, Cahier n°4, 1990, pp.123-128.
3. La plupart d'entre elles ont été réalisées et/ou publiées par les institutions suivantes: le CCRP (Corporation Centre Régional de Population), le CEDE (Centre d'Etudes de Développement Economique), le Ministère du Travail/Service National de l'Emploi/OIT et le service de Planification du District de Bogota.
4. Cf. R.Heredia B. et J.F.Pineda G., Migración y pobreza absoluta, Bogota, CCRP, 1990.
5. A partir d'un premier dépouillement de l'ENH (Enquête Nationale dans les Ménages) de juin 1988 opéré par P.Huyette.
6. Entre 1951 et 1964 la Colombie a connu un taux annuel d'accroissement de population assez haut (3.2%) dû à une baisse de la mortalité et à une fécondité élevée. Entre 1973 et 1985 ce taux a diminué (2%) avec une chute de la fécondité d'abord dans les villes puis dans les campagnes.
7. Notamment par C.Torres (La proletarización de Bogotá, Bogota, CEREC, 1987) qui n'avait au moment de son étude (1958) aucune donnée chiffrée au sujet des motivations des départs des migrants. Certaines semblent incontestables, d'autres discutables.
8. Notamment par C.Garcia N. dans Características de los inmigrantes en cinco ciudades colombianas, Bogota, CEDE, 1970.
9. Voir R.Cardona G. et A.B.Simmons, "Movilidad social en Bogotá, Colombia" in: Destino la metropoli, un modelo general de las migraciones internas en America latina, Bogota, CCRP, 1977, pp.117-144.
10. Voir E.Rodriguez-Espada, "La incorporación de los migrantes en la estructura económica y social de la ciudad de Bogotá", in R.Cardona G. (ed.), Las migraciones internas, Bogota, ASCOFAME, 1972, pp.179-217.
11. Il faut cependant préciser que les statistiques ici considérées associaient souvent le secteur de la construction à celui de l'industrie, ce qui tend à occulter les dynamiques propres à ce secteur.

12. Voir R.Mohan, Trabajo, ingreso y bienestar en una metrópoli en desarrollo, Consecuencias del crecimiento en Bogotá, Bogota, Banque Mondiale/Rojas-Eberhard ed., 1988.
13. Voir H.Ribe, "La posición económica de los migrantes y no-migrantes en Colombia", Desarrollo y sociedad, n°5, 1981.
14. Cf. R.Heredia B. et J.F.Pineda G., op. cit.
15. On ne considère ici que le secteur du bâtiment proprement dit, mettant de côté ceux des travaux publics ou de l'industrie des matériaux de construction. Ce choix a été fait au sein de l'équipe GREITD-CREPPRA-ARTE et doit permettre une meilleure comparaison entre les trois pays abordés par elle. Par ailleurs, les statistiques colombiennes font cette distinction, évaluant l'activité de ce secteur à partir de nombre de mètres carrés à bâtir autorisés.
16. Il convient de souligner que, si les analyses de l'activité de ce secteur sont nombreuses, rares sont celles qui portent sur les stratégies de ses divers acteurs (des chefs d'entreprises aux travailleurs eux-mêmes).
17. Cf. "La estructura urbana y la vivienda en Bogotá", in: Vivir en Bogotá, Bogota, Foro Nacional por Colombia, 1990, pp.51-88. Pour l'auteur, le mode "por encargo", bien qu'il s'agisse d'une activité formelle et juridiquement légale, se distingue en termes économiques du mode capitaliste. Même si c'est une opération mercantile, elle n'engendre pas une construction massive ou répétitive. Elle est directement liée aux fluctuations du mode capitaliste, jouant le rôle tantôt de complément, tantôt de concurrent. Il reste à voir si cette différenciation reste pertinente au plan des stratégies d'entreprises du bâtiment vis à vis de leur personnel et, si oui, de quelle manière.
18. Une autre étude faite par l'OIT préconise la poursuite de l'industrialisation et une réforme agraire. Il y est également souligné qu'après l'industrie le bâtiment est le premier secteur à absorber la main d'oeuvre migrante.
19. Ses idées s'inscrivent dans le courant de celles de Smith, Young, Keynes et Say.
20. D'autres politiques, plus directement axées sur un contrôle plus rationnel des flux migratoires (externes, internes mais aussi temporaires) sont également établies (voir P.Torales, "La dinámica interna de los movimientos migratorios en Colombia", Migraciones laborales, n°5, 1979.).

21. Voir F.Giraldo I., *El Upac, la política económica y la construcción, 1970-1987*, Bogota, Camacol, 1987.
22. Voir F.Giraldo I., H.González M., "Algunas dimensiones del desarrollo de Bogotá", in: *Bogotá 450 años, retos y realidades*, Bogota, Foro Nacional por Colombia-IFEA, 1988, pp.95-131.
23. Selon une enquête de Fedesarrollo mentionnée par J.Silva C., *Los verdaderos dueños del país*, Bogota, Fondo Editorial Suramerica, 1977, p.260.
24. Cf. S.Jaramillo, *op. cit.*
25. Cf. J.Silva C., *op. cit.*
26. Cf. S.Jaramillo, *op. cit.*
27. Chiffres établis à partir de l'ENH de juin 1988 où figure la durée de résidence dans Bogota.
28. Même source que pour la note précédente.
29. D'une manière générale, les nouvelles tendances de l'urbanisation se caractérisent principalement par un contrôle grandissant des espaces publics (multiplications des ensembles résidentiels et des centres commerciaux fermés), l'accentuation de la ségrégation socio-spatiale, un accroissement du nombre de propriétaires au détriment de celui des locataires, la diversification des modalités de l'urbanisation informelle et une apparente amélioration des services (qui, en réalité, sont souvent partagés).
30. Voir J.L.Londoño, "Evolución reciente del empleo y desempleo urbano", *Economía Colombiana*, n°173, sep.1985, cité par Y.Soler B., "Oferta y demanda de empleo en el sector de la construcción", Camacol, n°28, sep.1986, p.79.
31. Cf. J.F.López, "Características económicas de Bogotá", in: *Vivir en Bogotá*, *op.cit.*, p.36. La définition de l'emploi informel utilisée par l'auteur est celle du DANE, c'est-à-dire l'ensemble des travailleurs à "cuenta propia", des aides familiaux et employés domestiques, des petits patrons et salariés d'entreprises comptant jusqu'à 10 employés. Ainsi, selon l'auteur qui s'appuie par ailleurs sur les travaux de H.López C., la délimitation entre formel et informel équivaudrait à celle entre entreprises de plus ou de moins de 10 employés.

32. Voir F.Giraldo I., "Narcotráfico y construcción", *Economía Colombiana*, n°226-227, feb-mar. 1990, pp.38-43.
33. *bid.*
34. Cette réforme avait pour vocation de résoudre de nombreux problèmes fonciers et de gestion urbaine mais deux de ses articles bloquaient le financement d'opérations de logement social à partir des ressources du système UPAC.
35. Voir "La mano de obra en la edificación: empleo generado y características socio-económicas del trabajador", Bogota, CENAC, 1977; H.Gomez C. et M.L.Chiappe, "Mercado laboral en el sector de la construcción", *Carta financiera*, n°47, oct.-dic.1980, pp.79-129, n°48, ener.-mar.1981, pp.85-149; M.del P. Nicholl's, "Estudio socio-económico y familiar de los obreros de la construcción en el area metropolitana como indicadores de pobreza absoluta", Medellin, Camacol Antioquia, 1987; une étude a été menée dans un cadre universitaire (à l'Université de Los Andes il y a une dizaine d'années) et une autre sur le mode journalistique en 1988. Au moment de la rédaction de cet article n'était pas encore publiée la recherche de L.Sarmiento, F.Buriticá R., M.Guillén de V., "Situación juridico-laboral y socio-económica de los trabajadores de la construcción", Bogota, 1991.
36. La hiérarchie au sein de l'entreprise est généralement la suivante: "maestro/contramaestro/oficial/ayudante"; les spécialités principales sont celles de "albañil" (maçon), "mampostador" (maçon béton), "enchapador" (couvreur), "plomero" (plombier), "electricista" (électricien), "trabajador de acabados"(travailleur de finitions) (cf. G.Murillo C., M.Lanzetta de P., H.Useche A., "La articulación entre el sector informal y el sector formal en la economía de Bogotá", in: *La actualidad del sector informal urbano en Colombia*, CIID-UniAndes, 1984).
37. La syndicalisation de ce secteur est faible. Selon les données du Recensement syndical de 1984, les syndicats de la construction sont à la fois peu nombreux (58) et peu peuplés (18.000 affiliés pour plus de 425.000 employés, tous statuts confondus).

Imprimé par SORÉGRAPH
Tél. : 47.58.58.58

1^{er} trimestre 1992